



Rapport financier du 1^{er} semestre 2025

Le présent document constitue le rapport financier semestriel prévu par l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier.

Il a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 juillet 2025.

Sommaire

1. Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2025	4
1.1 Vue d'ensemble	6
1.2 Analyse des résultats et des investissements du Groupe	10
1.3 Analyse par secteur opérationnel	16
1.4 Trésorerie et endettement financier des activités télécoms	29
1.5 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	32
1.6 Informations complémentaires	37
2. Comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre 2025	41
Compte de résultat consolidé	43
Etat du résultat global consolidé	44
Etat consolidé de la situation financière	45
Tableau des variations des capitaux propres consolidés	47
Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global	48
Tableau des flux de trésorerie consolidés	49
Annexe des comptes consolidés	51
3. Déclaration de la personne responsable	81
4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	82

Page laissée intentionnellement blanche.

1. Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2025

1.1	Vue d'ensemble	6	1.3.5	Totem	25
1.1.1	Données financières et effectifs	6	1.3.5.1	Chiffre d'affaires – Totem	26
1.1.2	Synthèse des résultats du premier semestre 2025	7	1.3.5.2	EBITDAaL – Totem	26
1.1.3	Faits marquants	8	1.3.5.3	Résultat d'exploitation – Totem	26
1.1.4	Objectifs financiers et principaux risques et incertitudes	10	1.3.5.4	CAPEX économiques – Totem	26
1.2	Analyse des résultats et des investissements du Groupe	10	1.3.6	Opérateurs internationaux & Services partagés	26
1.2.1	Chiffre d'affaires du Groupe	10	1.3.6.1	Chiffre d'affaires – Opérateurs internationaux & Services partagés	27
1.2.1.1	Chiffre d'affaires	10	1.3.6.2	EBITDAaL – Opérateurs internationaux & Services partagés	27
1.2.1.2	Nombre d'accès des activités télécoms	12	1.3.6.3	Résultat d'exploitation – Opérateurs internationaux & Services partagés	27
1.2.2	EBITDAaL du Groupe	12	1.3.6.4	CAPEX économiques – Opérateurs internationaux & Services partagés	27
1.2.3	Résultat d'exploitation du Groupe	13	1.3.7	Services Financiers Mobiles	28
1.2.4	Résultat net du Groupe	14	1.3.7.1	Activité opérationnelle – Services Financiers Mobiles	28
1.2.4.1	Résultat net des activités poursuivies	14	1.3.7.2	Actifs, passifs et flux de trésorerie – Services Financiers Mobiles	28
1.2.4.2	Résultat net des activités cédées	14	1.4	Trésorerie et endettement financier des activités télécoms	29
1.2.4.3	Résultat net de l'ensemble consolidé	14	1.4.1	Situation et flux de trésorerie des activités télécoms	29
1.2.5	Résultat global du Groupe	15	1.4.1.1	Cash-flow organique et free cash-flow all-in des activités télécoms	29
1.2.6	Investissements du Groupe	15	1.4.1.2	Flux de trésorerie des activités télécoms	30
1.2.6.1	CAPEX économiques	15	1.4.2	Endettement financier et position de liquidité des activités télécoms	31
1.2.6.2	Licences de télécommunication	15	1.5	Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	32
1.3	Analyse par secteur opérationnel	16	1.5.1	Données à base comparable	32
1.3.1	France	19	1.5.2	EBITDAaL	34
1.3.1.1	Chiffre d'affaires – France	19	1.5.3	eCAPEX	35
1.3.1.2	EBITDAaL – France	19	1.5.4	EBITDAaL – eCAPEX	35
1.3.1.3	Résultat d'exploitation – France	20	1.5.5	Cash-flow organique des activités télécoms	35
1.3.1.4	CAPEX économiques – France	20	1.5.6	Free cash-flow all-in des activités télécoms	36
1.3.1.5	Informations complémentaires – France	20	1.5.7	Endettement financier net	36
1.3.2	Europe	21	1.5.8	Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms	37
1.3.2.1	Chiffre d'affaires – Europe	21	1.6	Informations complémentaires	37
1.3.2.2	EBITDAaL – Europe	21	1.6.1	Litiges et engagements contractuels non comptabilisés	37
1.3.2.3	Résultat d'exploitation – Europe	22	1.6.2	Transactions avec les parties liées	37
1.3.2.4	CAPEX économiques – Europe	22	1.6.3	Événements postérieurs à la clôture	37
1.3.2.5	Informations complémentaires – Europe	22	1.6.4	Glossaire financier	37
1.3.3	Afrique & Moyen-Orient	22			
1.3.3.1	Chiffre d'affaires – Afrique & Moyen-Orient	23			
1.3.3.2	EBITDAaL – Afrique & Moyen-Orient	23			
1.3.3.3	Résultat d'exploitation – Afrique & Moyen-Orient	23			
1.3.3.4	CAPEX économiques – Afrique & Moyen-Orient	23			
1.3.3.5	Informations complémentaires – Afrique & Moyen-Orient	24			
1.3.4	Orange Business	24			
1.3.4.1	Chiffre d'affaires – Orange Business	24			
1.3.4.2	EBITDAaL – Orange Business	25			
1.3.4.3	Résultat d'exploitation – Orange Business	25			
1.3.4.4	CAPEX économiques – Orange Business	25			
1.3.4.5	Informations complémentaires – Orange Business	25			

Ce rapport contient des indications prospectives concernant Orange. Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés dans la section 2.2 *Facteurs de risque et dispositifs de maîtrise* du Document d'enregistrement universel 2024.

Les commentaires suivants sont établis sur la base des comptes consolidés en normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*, voir note 2 de l'annexe aux comptes consolidés). Ces comptes ont fait l'objet d'un examen limité de la part des commissaires aux comptes.

Effet de la création de MásOrange en 2024

La création de MásOrange (la co-entreprise entre Orange et MásMóvil en Espagne) a entraîné la perte de contrôle exclusif d'Orange sur Orange Espagne et ses filiales le 26 mars 2024. En lien avec cette opération et conformément aux principes de la norme IFRS 5 "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées", Orange Espagne et ses filiales (qui constituaient le secteur opérationnel Espagne) étaient considérées comme des activités cédées dans le compte de résultat consolidé en 2024.

Informations relatives aux données présentées

Les données à base comparable, l'*EBITDA after Leases* (dénommé "EBITDAaL"), les CAPEX économiques (dénommés "eCAPEX" ou "Economic CAPEX"), l'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX", le cash-flow organique des activités télécoms, le free cash-flow all-in des activités télécoms, l'endettement financier net et le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms sont des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ces indicateurs et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise et les considère utiles pour les lecteurs, voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Les données historiques (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) correspondent aux données des périodes passées telles que publiées dans les comptes consolidés de la période actuelle. Le passage des données historiques aux données à base comparable pour le premier semestre 2024 est décrit dans la section 1.5.1 *Données à base comparable*.

Les informations sectorielles (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés) qui sont présentées dans les sections suivantes s'entendent, sauf mention contraire, avant éliminations des opérations avec les autres secteurs.

Sauf mention explicite, les données des tableaux sont présentées en millions d'euros, sans décimales. Cette présentation peut conduire, dans certains cas, à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux. Par ailleurs, les variations qui sont présentées sont calculées sur la base des données en milliers d'euros.

1.1 Vue d'ensemble

1.1.1 Données financières et effectifs

Données opérationnelles du Groupe

	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)					
Chiffre d'affaires	19 853	19 786	19 839	0,3 %	0,1 %
EBITDAaL⁽¹⁾	5 675	5 468	5 511	3,8 %	3,0 %
Activités télécoms	5 709	5 550	5 573	2,9 %	2,4 %
EBITDAaL / Chiffre d'affaires des activités télécoms	28,8 %	28,0 %	28,1 %	0,7 pt	0,7 pt
Services Financiers Mobiles	(33)	(83)	(62)	60,6 %	47,6 %
Résultat d'exploitation⁽²⁾	685	2 119	2 032	(67,7)%	(66,3)%
Activités télécoms	732	2 273	2 172	(67,8)%	(66,3)%
Services Financiers Mobiles	(47)	(155)	(140)	69,5 %	66,4 %
eCAPEX⁽¹⁾	3 023	2 905	3 087	4,1 %	(2,1)%
Activités télécoms hors Espagne	3 021	2 905	2 921	4,0 %	3,4 %
eCAPEX hors Espagne / Chiffre d'affaires des activités télécoms	15,2 %	14,7 %	14,7 %	0,5 pt	0,5 pt
Espagne ⁽³⁾	-	-	166	-	na
Services Financiers Mobiles	1	0	0	ns	ns
Investissements incorporels et corporels	3 555	3 083	3 267	15,3 %	8,8 %
Activités télécoms hors Espagne	3 554	3 083	3 099	15,3 %	14,7 %
Investissements incorporels et corporels hors Espagne / Chiffre d'affaires des activités télécoms	17,9 %	15,6 %	15,6 %	2,3 pt	2,3 pt
Espagne ⁽³⁾	-	-	168	-	na
Services Financiers Mobiles	1	0	0	ns	ns
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) ⁽⁴⁾	117 191	120 013	120 018	(2,4)%	(2,4)%
Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) ⁽⁴⁾	124 619	128 285	128 294	(2,9)%	(2,9)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Dont, au premier semestre 2025, effet de l'accord portant sur la Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) en France signé en février 2025 pour 1 693 millions d'euros (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

(3) Activité cédée le 26 mars 2024 dans le cadre de la création de MásOrange (voir *entête du Rapport d'activité*).

(4) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Résultat net du Groupe

	2025	2024 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
Résultat d'exploitation	685	2 032
Résultat financier	(582)	(528)
Impôts sur les sociétés	(250)	(620)
Résultat net des activités poursuivies	(147)	884
Résultat net des activités cédées ⁽¹⁾	43	209
Résultat net de l'ensemble consolidé	(105)	1 092
Dont Effet de l'accord portant sur la GEPP ⁽²⁾	(1 272)	-
Dont Hors effet de l'accord portant sur la GEPP	1 167	1 092
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	(398)	824
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	294	268

(1) En 2024, résultat net et moins-value issue de la perte de contrôle exclusif d'Orange Espagne et de ses filiales jusqu'au 26 mars 2024, en lien avec la création de MásOrange (voir *entête du Rapport d'activité*). En 2025, produit correspondant à l'ajustement de prix post-clôture venant réduire la moins-value comptabilisée en 2024 au titre de la perte de contrôle exclusif d'Orange Espagne et de ses filiales (voir *Compte de résultat consolidé*).

(2) Effet de l'accord portant sur la Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) en France signé en février 2025 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

Indicateurs clés

	2025	2024
		données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
Cash-flow organique des activités télécoms⁽¹⁾	1 670	1 437
Dont Activités poursuivies	1 670	1 551
Dont Activités cédées (Espagne) ⁽²⁾	-	(113)
Free cash-flow all-in des activités télécoms⁽¹⁾	1 086	1 138
Dont Activités poursuivies	1 086	1 255
Dont Activités cédées (Espagne) ⁽²⁾	-	(117)
Résultat par action (en euros) attribuable aux propriétaires de la société mère⁽³⁾	(0,19)	0,28
Dont Effet de l'accord portant sur la GEPP ⁽⁴⁾	(0,48)	-
Dont Hors effet de l'accord portant sur la GEPP	0,29	0,28

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*, section 1.6.4 *Glossaire financier* et note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Données y compris Orange Espagne et ses filiales jusqu'au 26 mars 2024, date de sa perte de contrôle exclusif (voir *entête du Rapport d'activité*).

(2) Activité cédée le 26 mars 2024 dans le cadre de la création de MásOrange (voir *entête du Rapport d'activité*).

(3) Résultat par action de base et dilué (voir *Compte de résultat consolidé*).

(4) Effet de l'accord portant sur la Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) en France signé en février 2025 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

	30 juin 2025	31 déc. 2024
		données historiques
Endettement financier net⁽¹⁾⁽²⁾	23 294	22 482
Ratio d'Endettement financier net / EBITDAaL des activités télécoms (hors Espagne) ⁽¹⁾	1,88	1,84

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*, section 1.6.4 *Glossaire financier* et note 10.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) En millions d'euros.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.2.3 *Risques financiers* du Document d'enregistrement universel 2024.

1.1.2 Synthèse des résultats du premier semestre 2025

Le **chiffre d'affaires** s'établit à 19 853 millions d'euros au premier semestre 2025, en hausse de 0,1 % en données historiques et de 0,3 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2024. En données à base comparable, la croissance de 67 millions d'euros des revenus est portée par la croissance de 2,1 % (soit 312 millions d'euros) des services de détail (B2C+B2B, voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), en partie compensée par la baisse des services aux opérateurs (en diminution de 4,4 %, soit 129 millions d'euros). Les ventes d'équipements suivent la tendance du marché et sont en recul de 5,8 % (soit 75 millions d'euros). Par rapport au premier semestre 2024, en données à base comparable :

- les pays d'Afrique & Moyen-Orient restent les principaux contributeurs de la croissance, avec une forte hausse de 12,8 % (soit 469 millions d'euros) des revenus sur un an ;
- le chiffre d'affaires de la France diminue de 2,2 % (soit 193 millions d'euros) mais les services de détail (B2C+B2B) sont stables (en léger recul de 0,2 %, soit 10 millions d'euros), tandis que les services aux opérateurs sont en baisse de 6,8 % (soit 148 millions d'euros) ;
- les revenus des pays d'Europe sont stables. Les services de détail (B2C+B2B) sont en croissance de 1,8 % (soit 45 millions d'euros), tandis que les revenus à faible marge sont en baisse ;
- la baisse de 5,4 % (soit 213 millions d'euros) du chiffre d'affaires d'Orange Business est principalement due au déclin des services fixes seuls (en baisse de 7,6 %, soit 115 millions d'euros), et des services et équipements mobiles (en diminution de 8,0 %, soit 39 millions d'euros). La croissance des revenus d'Orange Cyberdéfense est toujours dynamique (en hausse de 6,9 % ou 39 millions d'euros).

L'**activité commerciale** affiche une bonne performance au premier semestre 2025 dans un environnement toujours très concurrentiel. La base de clients convergents s'élève ainsi à 9,2 millions de clients au 30 juin 2025, en hausse de 1,5 % sur un an. Les services mobiles comptent 261,6 millions d'accès à fin juin 2025 (en hausse de 6,4 % sur un an), dont 98,1 millions de forfaits (en augmentation de 7,8 % sur un an). Au 30 juin 2025, les services fixes totalisent 38,0 millions d'accès (en baisse de 2,2 % sur un an), dont 15,5 millions d'accès très haut débit toujours en forte croissance (avec une hausse de 13,3 % sur un an). Les accès fixes bas débit poursuivent leur baisse tendancielle.

L'**EBITDAaL** ressort à 5 675 millions d'euros au premier semestre 2025, en croissance de 3,0 % en données historiques et de 3,8 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2024. Cette croissance est tirée, en données à base comparable, par la performance remarquable des pays d'Afrique & Moyen Orient (en hausse de 12,8 %), par une accélération de la croissance en France (en hausse de 0,9 %) et par une performance solide des pays d'Europe (avec une progression de 2,2 %). En données à base comparable, ces performances font plus que compenser la baisse de l'EBITDAaL d'Orange Business (en recul de 5,2 %), qui poursuit sa trajectoire d'amélioration par rapport au premier semestre 2024.

Le **résultat net de l'ensemble consolidé** est une perte de 105 millions d'euros au premier semestre 2025, contre un gain de 1 092 millions d'euros au premier semestre 2024 (soit une baisse de 1 197 millions d'euros), en raison principalement de la comptabilisation, au premier semestre 2025, de coûts nets d'impôts d'un montant total de 1 272 millions d'euros au titre de l'accord portant sur la Gestion

des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) en France signé en février 2025 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*), et relatif essentiellement au dispositif "Temps Partiel Séniors" (TPS) 2025 – 2028. Hors effet de l'accord portant sur la GEPP, le résultat net de l'ensemble consolidé ressort à 1 167 millions d'euros au premier semestre 2025.

Le **résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère** est une perte de 398 millions d'euros au premier semestre 2025, contre un gain de 824 millions d'euros au premier semestre 2024, soit une diminution de 1 223 millions d'euros. Le résultat par action (de base et dilué) attribuable aux propriétaires de la société mère est une perte de 0,19 euro au premier semestre 2025 contre un gain de 0,28 euro au premier semestre 2024. Hors effet de l'accord portant sur la GEPP, le résultat par action (de base et dilué) attribuable aux propriétaires de la société mère ressort à 0,29 euro au premier semestre 2025.

Les **investissements incorporels et corporels** s'élèvent à 3 555 millions d'euros au premier semestre 2025, en hausse de 8,8 % en données historiques et de 15,3 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2024. En données à base comparable, cette augmentation résulte principalement de l'augmentation des dépenses relatives aux licences de télécommunication et, dans une moindre mesure, de la hausse des CAPEX économiques.

Les **CAPEX économiques** représentent 3 023 millions d'euros au premier semestre 2025, en baisse de 2,1 % en données historiques et en hausse de 4,1 % en données à base comparable par rapport au premier semestre 2024. En données à base comparable, l'augmentation des CAPEX économiques du Groupe est principalement liée à la croissance des investissements dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient afin de soutenir la croissance de l'activité.

Le **cash-flow organique des activités télécoms** s'élève à 1 670 millions d'euros au premier semestre 2025, en progression de 233 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024 en données historiques (y compris Orange Espagne et ses filiales jusqu'au 26 mars 2024, date de sa perte de contrôle exclusif). Le cash-flow organique des activités télécoms pour les activités poursuivies est en croissance de 119 millions d'euros entre les deux périodes.

Le **free cash-flow all-in des activités télécoms** s'établit à 1 086 millions d'euros au premier semestre 2025, en recul de 52 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024 en données historiques (y compris Orange Espagne et ses filiales jusqu'au 26 mars 2024, date de sa perte de contrôle exclusif). Le free cash-flow all-in des activités télécoms pour les activités poursuivies est en retrait de 169 millions d'euros entre les deux périodes, en raison essentiellement de l'augmentation des décaissements relatifs aux licences de télécommunication.

L'**endettement financier net** s'élève à 23 294 millions d'euros au 30 juin 2025, en augmentation de 812 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2024, notamment sous l'effet des rachats nets de titres subordonnés réalisés au premier semestre 2025. Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms s'établit à 1,88x au 30 juin 2025.

S'agissant du **dividende**, voir section 1.1.4 *Objectifs financiers et principaux risques et incertitudes*.

1.1.3 Faits marquants

Gouvernance

En mai 2025, Orange a annoncé les évolutions suivantes au sein du Comité exécutif du Groupe :

- Jérôme Hénique est nommé Directeur Exécutif, CEO d'Orange France à compter du 1^{er} juin 2025. Il rejoint également le Conseil d'Administration de la société Orange Middle East & Africa (Orange MEA) à cette même date ;
- Yasser Shaker est nommé Directeur Exécutif, CEO d'Orange Afrique & Moyen-Orient à partir du 1^{er} juillet 2025, en accord avec le Conseil d'Administration d'Orange MEA.

L'Assemblée générale des actionnaires d'Orange s'est tenue le 21 mai 2025. A l'exception du projet de résolution 5 portant sur la nomination de l'administrateur représentant les salariés actionnaires (préalablement élu par les salariés actionnaires) qui a été retiré de l'ordre du jour, l'ensemble des résolutions présentées par le Conseil d'administration ont été votées et approuvées par les actionnaires.

Accord sur la Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) en France

En février 2025, la Direction du groupe Orange a signé à l'unanimité avec les organisations syndicales représentatives un accord portant sur la Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) en France. Cet accord, qui vise à accompagner l'évolution des métiers et des compétences au sein du Groupe en France, s'appliquera sur la période 2025 – 2027.

Cet accord permet d'anticiper les besoins en effectifs, métiers et compétences, afin de répondre aux défis du Groupe dans un contexte d'évolution économique, concurrentiel et technologique fort. Orange se fixe l'objectif de réaliser 6 000 embauches externes en contrat à durée indéterminée (CDI) en France d'ici à 2027 et de former un minimum de 2 600 alternants par an jusqu'en 2027. Par ailleurs, le Groupe, qui dispense déjà plus d'un million d'heures de formation par an à ses salariés en France, lance "Orange Perspectives", un nouveau programme interne de reconversion professionnelle. Pour les salariés occupant des métiers sur une activité en décroissance, l'accord prévoit aussi un dispositif de "Congé mobilité" (parcours de reconversion à l'initiative des salariés dans le cadre d'une mobilité externe). Orange reconduit également plusieurs de ses dispositifs emblématiques, comme le "Congé de respiration", et le dispositif "Temps Partiel Séniors" (TPS, dispositif relatif aux accords sur l'emploi des séniors en France) sur la base du volontariat sur la période 2025 – 2028.

Au premier semestre 2025, cet accord a entraîné la comptabilisation, dans le compte de résultat consolidé, de coûts nets d'impôts d'un montant total de 1 272 millions d'euros (voir *Compte de résultat consolidé*) constitués principalement :

- d'un montant de 1 610 millions d'euros au titre du nouveau dispositif TPS (pour une estimation d'environ 6 400 bénéficiaires) présentée en charges spécifiques de personnel (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- d'une charge nette de 83 millions d'euros au titre du dispositif de Congé mobilité (pour une estimation d'environ 400 bénéficiaires) présentée en coûts des programmes de restructurations (voir note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- d'un montant de 21 millions d'euros en résultat financier ;
- et d'un produit d'impôt différé de 443 millions d'euros (voir note 9 de l'annexe aux comptes consolidés).

Plan de transformation d'Orange Business

Création par Orange Business d'une nouvelle direction dédiée à la défense et à la sécurité

Orange renforce son engagement souverain avec la création d'une nouvelle direction au service de la défense et de la sécurité civile et intérieure, intégrée au sein d'Orange Business. La nouvelle Direction Défense & Sécurité (DD&S) vise à renforcer et à développer les activités existantes afin de répondre à plusieurs enjeux clés : déploiement de solutions de connectivité résilientes, hybridation des réseaux civils et militaires, hébergement de données sensibles, systèmes de communication d'urgence, intelligence artificielle et cybersécurité – en synergie avec la Verticale Défense et Sécurité d'Orange Cyberdefense.

Cette décision stratégique s'inscrit dans le cadre du plan stratégique *Lead the Future* et vient concrétiser le repositionnement d'Orange sur des verticales stratégiques à fort enjeu de souveraineté. Par ailleurs, elle illustre également la volonté du groupe Orange de mettre son excellence opérationnelle au service des acteurs de la défense et de la sécurité en France et en Europe.

Acquisition de la société ensec par Orange Cyberdefense

En juillet 2025, Orange Cyberdefense, a acquis 100 % d'ensec, une entreprise suisse, basée à Zurich, spécialisée dans la cybersécurité et reconnue pour son expertise en conseil, en intégration de la sécurité informatique et en services de sécurité managés. Cette acquisition ciblée renforcera la présence existante d'Orange Cyberdefense en Suisse et s'inscrit dans le positionnement d'Orange Cyberdefense en tant qu'acteur international de la cybersécurité.

Projet de cession de l'activité Océan (gestion de flotte) d'Orange Business

En avril 2025, Orange Business et Shiftmove ont annoncé leur entrée en négociation exclusive en vue de la cession de l'activité Océan d'Orange Business à Shiftmove. Océan est l'activité de gestion de flotte de véhicules, d'engins et de poids lourds d'Orange Business à destination des entreprises et des collectivités. Avec ce projet d'opération, Orange Business poursuit l'exécution de sa stratégie consistant à recentrer son portefeuille d'activités et à optimiser ses investissements sur ses priorités stratégiques.

Evolution du portefeuille d'actifs

Cessation d'activité d'Orange Bank en Europe

Conformément au plan de désengagement des activités bancaires en Europe et après avoir cédé ses portefeuilles de crédits en France et en Espagne en 2024, Orange Bank a cédé l'essentiel de ses portefeuilles de placements, non arrivés à échéance, au cours du premier semestre 2025 pour un montant total de 171 millions d'euros. La moins-value dégagée par cette cession est non significative (voir note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Par ailleurs, Orange a annoncé en mai 2025 la signature d'un protocole d'accord en vue de la cession par Orange Bank au Crédit Coopératif de la société Anytime, plateforme digitale de gestion de comptes et de services de paiement à destination des professionnels et des associations.

Cession de l'activité de revente d'énergie électrique d'Orange Polska

En juin 2025, Orange Polska a finalisé la cession de 100 % du capital d'Orange Energia, sa filiale spécialisée dans la revente d'énergie électrique, à Fortum, pour une valeur d'entreprise d'environ 120 millions de Zlotys polonais. Cette cession s'inscrit dans la stratégie d'Orange Polska de se concentrer pleinement sur la fourniture de services de télécommunications et de services numériques.

Engagements d'Orange en matière de durabilité

Au cours du premier semestre 2025, Orange a poursuivi ses initiatives pour créer de la valeur durable.

En mai 2025, Orange a réalisé une émission obligataire durable de 750 millions d'euros, à échéance mai 2035, avec un coupon annuel de 3,50 % (voir note 10.4 de l'annexe aux comptes consolidés). Orange entend consacrer environ 50 % des fonds levés à des projets à impacts environnementaux, principalement liés à l'efficacité énergétique, et environ 50 % des fonds levés à des projets à impacts sociétaux, principalement liés à l'accélération du déploiement de la fibre optique dans les zones à risque d'exclusion.

Dans le cadre de la réduction de l'impact environnemental, le programme *Partners to net zero carbon* d'Orange, dont l'objectif est d'accélérer la transition environnementale en co-construisant avec ses fournisseurs des actions significatives pour réduire les émissions

de gaz à effet de serre (GES), a vu la signature de son premier Plan de Progrès avec Camusat, fournisseur d'infrastructures télécoms d'Orange en Afrique, au Moyen-Orient et en Europe depuis de nombreuses années.

S'agissant du développement de l'inclusion numérique, le Groupe a renforcé son partenariat avec l'AFD (Agence Française de Développement) en concluant une convention-cadre de partenariat pour favoriser l'inclusion numérique des populations par le déploiement d'infrastructures stratégiques, l'accès aux services numériques, le soutien à l'innovation et l'accélération de la transition environnementale dans 17 pays de la zone Afrique Moyen-Orient où Orange est présent, ainsi que la Moldavie et les départements français d'Outre-mer.

Afin de renforcer la confiance numérique, Orange Business a créé une nouvelle direction dédiée à la défense et à la sécurité (voir ci-dessus *Plan de transformation d'Orange Business*) et annoncé la qualification *SecNumCloud* de son offre Cloud Avenue SecNum.

1.1.4 Objectifs financiers et principaux risques et incertitudes

Le Groupe rehausse ses objectifs financiers annuels pour 2025 (en données à base comparable) :

- un EBITDAaL (voir section 1.5.2 *EBITDAaL*) en croissance de plus de 3 % ;
- une discipline sur les eCAPEX (voir section 1.5.3 *eCAPEX*) conformément au *Capital Market Day* ;
- un cash-flow organique des activités télécoms (voir section 1.5.5 *Cash-flow organique des activités télécoms*) d'au moins 3,6 milliards d'euros ;
- et un ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms (voir section 1.5.8 *Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms*) inchangé autour de 2x à moyen terme.

Pour l'exercice 2025, et sous réserve d'approbation par l'Assemblée générale des actionnaires, Orange a défini un dividende plancher à 0,75 euro par action. Orange versera le 4 décembre 2025 un acompte sur le dividende 2025 de 0,30 euro en numéraire.

Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont décrits à la section 2.2 *Facteurs de risque et dispositifs de maîtrise* du Document d'enregistrement universel 2024. A la date de publication du présent rapport, cette description reste valable et permet d'apprécier les principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2025.

1.2 Analyse des résultats et des investissements du Groupe

Afin de suivre l'évolution annuelle des activités du Groupe, des données à base comparable sont présentées pour la période précédente dans le but d'afficher, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètres et taux de change comparables (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2024 intègrent :

- les variations de change relatives principalement à la Livre égyptienne, au Zloty polonais et au Dirham marocain ;
- et les variations de périmètre et autres variations relatives principalement (i) à la cession d'OCS et d'Orange Studio le 31 janvier 2024, (ii) à la cession de portefeuilles de crédits d'Orange Bank en 2024, (iii) à la perte de contrôle exclusif d'Orange Espagne et de ses filiales le 26 mars 2024, et (iv) à la mise en équivalence de MásOrange le 26 mars 2024.

Le passage des données historiques aux données à base comparable est décrit dans la section 1.5.1 *Données à base comparable*.

1.2.1 Chiffre d'affaires du Groupe

1.2.1.1 Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires du Groupe par secteur (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
France	8 569	8 762	8 736	(2,2)%	(1,9)%
Europe (hors Espagne)	3 495	3 495	3 468	0,0 %	0,8 %
Afrique & Moyen-Orient	4 140	3 671	3 742	12,8 %	10,6 %
Orange Business	3 691	3 904	3 919	(5,4)%	(5,8)%
Totem	363	349	349	4,0 %	4,0 %
Opérateurs internationaux & Services partagés	595	659	662	(9,6)%	(10,0)%
Eliminations	(1 000)	(1 053)	(1 036)		
Chiffre d'affaires du Groupe	19 853	19 786	19 839	0,3 %	0,1 %

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Chiffre d'affaires du Groupe par offre (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Services de détail (B2C+B2B) ⁽²⁾	15 372	15 060	15 098	2,1 %	1,8 %
Services convergents	3 412	3 308	3 300	3,2 %	3,4 %
Services mobiles seuls	5 743	5 418	5 460	6,0 %	5,2 %
Services fixes seuls	4 153	4 253	4 256	(2,4)%	(2,4)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	2 063	2 081	2 082	(0,9)%	(0,9)%
Services aux opérateurs	2 790	2 919	2 928	(4,4)%	(4,7)%
Ventes d'équipements	1 214	1 289	1 277	(5,8)%	(4,9)%
Autres revenus	478	518	536	(7,9)%	(10,9)%
Chiffre d'affaires du Groupe	19 853	19 786	19 839	0,3 %	0,1 %

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Au premier semestre 2025, le chiffre d'affaires du groupe Orange s'établit à 19 853 millions d'euros, en hausse de 0,1 % en données historiques et de 0,3 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, l'augmentation de 67 millions d'euros du chiffre d'affaires du Groupe entre les deux périodes, soit une hausse de 0,3 %, résulte essentiellement :

- de la croissance de 6,0 % (soit 325 millions d'euros) des **Services mobiles seuls**, relative à la forte progression des services mobiles (prépayés et forfaits) des pays d'Afrique & Moyen-Orient et tirée en grande partie par la croissance des services de données et par la bonne performance d'Orange Money ;
- et de la progression de 3,2 % (soit 105 millions d'euros) des **Services convergents**, dont l'activité reste dynamique en France, en Pologne et en Belgique, en lien à la fois avec la croissance en valeur et avec la progression du nombre de clients des services convergents des pays d'Europe.

Ces évolutions favorables sont en partie compensées :

- par la diminution de 4,4 % (soit 129 millions d'euros) des **Services aux opérateurs**, essentiellement en France (déclin tendanciel des revenus du dégroupage sur le réseau cuivre, partiellement compensé par la progression de l'ensemble des revenus relatifs à la fibre et par l'augmentation des revenus de génie civil et d'hébergement) et, dans une moindre mesure, pour les services aux Opérateurs internationaux ;
- par la décroissance de 2,4 % (soit 100 millions d'euros) des **Services fixes seuls**, en raison essentiellement (i) de la diminution des services fixes seuls d'Orange Business (baisse des services de données et recul des services de voix), et (ii) de la baisse tendancielle des services fixes seuls bas débit (téléphonie classique) en France, (iii) en partie compensées par la croissance des services fixes seuls haut débit dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient ;
- par le recul de 5,8 % (soit 75 millions d'euros) des **Ventes d'équipements**, essentiellement pour Orange Business, en Pologne et en France ;
- par la baisse de 7,9 % (soit 41 millions d'euros) des **Autres revenus**, essentiellement pour les Opérateurs internationaux & Services partagés (avec notamment le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2024, de revenus issus de brevets et de la propriété intellectuelle), et accessoirement en France et en Pologne ;
- et par la diminution de 0,9 % (soit 18 millions d'euros) des **Services d'intégration et des technologies de l'information**, pénalisés par le recul des services de *cloud* et des services d'intégration d'Orange Business.

L'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires par secteur opérationnel est détaillée dans la section 1.3 *Analyse par secteur opérationnel*.

1.2.1.2 Nombre d'accès des activités télécoms

Nombre d'accès des activités télécoms (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Services convergents					
Nombre de clients des services convergents	9 213	9 077	9 077	1,5 %	1,5 %
Services mobiles					
Nombre d'accès mobiles⁽²⁾	261 600	245 899	245 899	6,4 %	6,4 %
Dont : Accès mobiles des clients convergents	16 030	15 602	15 602	2,7 %	2,7 %
Accès mobiles seuls	245 570	230 297	230 297	6,6 %	6,6 %
Dont : Accès mobiles des clients avec forfaits	98 137	91 065	91 065	7,8 %	7,8 %
Accès mobiles des clients avec offres prépayées	163 464	154 834	154 834	5,6 %	5,6 %
Services fixes					
Nombre d'accès fixes	37 998	38 864	38 864	(2,2)%	(2,2)%
Accès fixes <i>Retail</i>	26 658	26 700	26 700	(0,2)%	(0,2)%
Dont : Accès fixes Haut débit	22 358	21 426	21 426	4,4 %	4,4 %
Dont : Accès fixes Très haut débit	15 481	13 669	13 669	13,3 %	13,3 %
Dont : Accès fixes des clients convergents	9 213	9 077	9 077	1,5 %	1,5 %
Accès fixes seuls	13 145	12 349	12 349	6,4 %	6,4 %
Accès fixes Bas débit	4 300	5 274	5 274	(18,5)%	(18,5)%
Accès fixes <i>Wholesale</i>	11 340	12 164	12 164	(6,8)%	(6,8)%
Nombre d'accès mobiles et fixes des activités télécoms⁽²⁾	299 598	284 763	284 763	5,2 %	5,2 %

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Hors clients des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO).

1.2.2 EBITDAaL du Groupe

Cette section présente le passage du chiffre d'affaires à l'EBITDAaL du Groupe par nature de charges, après ajustements de présentation, tel que présenté dans la section 1.5.2 *EBITDAaL* et dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

(au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires					
Achats externes ⁽²⁾⁽³⁾	19 853	19 786	19 839	0,3 %	0,1 %
Autres produits et charges opérationnels ⁽²⁾⁽³⁾	(7 980)	(8 090)	(8 110)	(1,4)%	(1,6)%
Charges de personnel ⁽²⁾⁽³⁾	223	164	193	36,0 %	15,7 %
Impôts et taxes d'exploitation ⁽²⁾⁽³⁾	(4 314)	(4 345)	(4 346)	(0,7)%	(0,7)%
Dotations aux amortissements des actifs financés	(1 206)	(1 146)	(1 164)	5,3 %	3,6 %
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation ⁽³⁾	(58)	(77)	(77)	(24,2)%	(24,2)%
Pertes de valeur des droits d'utilisation ⁽³⁾	(715)	(690)	(690)	3,6 %	3,7 %
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽⁴⁾	-	(1)	(1)	na	na
Intérêts sur dettes locatives ⁽⁴⁾	(6)	(8)	(8)	(26,6)%	(26,6)%
EBITDAaL⁽¹⁾⁽⁴⁾	5 675	5 468	5 511	3,8 %	3,0 %

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(3) Données ajustées (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et note 1 de l'annexe aux comptes consolidés).

(4) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et les intérêts sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Au premier semestre 2025, l'EBITDAaL du groupe Orange s'établit à 5 675 millions d'euros, en hausse de 3,0 % en données historiques et de 3,8 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

Le ratio d'EBITDAaL rapporté au chiffre d'affaires des activités télécoms s'établit à 28,8 % au premier semestre 2025, en hausse de 0,7 point par rapport au premier semestre 2024, en données historiques comme en données à base comparable.

En données à base comparable, l'augmentation de 207 millions d'euros de l'EBITDAaL du Groupe entre les deux périodes, soit une hausse de 3,8 %, s'explique principalement :

- par la décroissance de 1,4 % (soit 111 millions d'euros) des achats externes ajustés (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), en raison :
 - de la diminution des charges commerciales et coûts d'équipements ajustés (nets de la production immobilisée), avec (i) la baisse des coûts des terminaux et autres équipements vendus (en lien avec le recul des ventes d'équipements), et (ii) de moindres dépenses de publicité, de promotion et de sponsoring,
 - et du recul des autres achats externes ajustés, avec (i) le recul des coûts de construction de réseau pour revente à autrui et autres coûts d'achats pour revente (principalement pour les réseaux de fibre optique en France), et (ii) la baisse des frais généraux (en lien notamment avec la maîtrise des coûts dans le cadre du plan d'efficacité opérationnelle) ;
- par la progression de 0,3 % (soit 67 millions d'euros) du chiffre d'affaires (voir section 1.2.1.1 *Chiffre d'affaires*) ;

- par la hausse de 36,0 %, soit 59 millions d'euros, des autres produits (nets des autres charges) opérationnels ajustés (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) qui résulte essentiellement de l'évolution de divers litiges entre les deux périodes ;
- et par la diminution de 0,7 % (soit 32 millions d'euros) des charges de personnel ajustées (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), qui reflète principalement le recul du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) entre les deux périodes ;
- en partie compensées par la progression de 5,3 %, soit 60 millions d'euros, des impôts et taxes d'exploitation ajustés (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*), essentiellement dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient (en raison de la croissance de l'activité et d'une pression fiscale accrue dans certains pays).

1.2.3 Résultat d'exploitation du Groupe

Cette section présente le passage de l'EBITDAaL au résultat d'exploitation du Groupe par nature de charges, après ajustements de présentation, tel que présenté dans la section 1.5.2 *EBITDAaL* et dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)			
EBITDAaL⁽¹⁾	5 675	5 468	5 511
Principaux litiges	(12)	23	23
Charges spécifiques de personnel ⁽²⁾	(1 620)	(7)	(7)
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	41	40	(140)
Coûts des programmes de restructuration ⁽²⁾	(188)	(141)	(143)
Coûts d'acquisition et d'intégration	(6)	(10)	(10)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(3 241)	(3 096)	(3 102)
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(6)	(12)	(13)
Résultat des entités mises en équivalence	(88)	(280)	(222)
Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽³⁾	6	8	8
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives ⁽³⁾	123	125	125
Résultat d'exploitation⁽²⁾	685	2 119	2 032

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Dont, au premier semestre 2025, effet de l'accord portant sur la Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) en France signé en février 2025 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

(3) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et les intérêts sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

Au premier semestre 2025, le résultat d'exploitation du groupe Orange s'établit à 685 millions d'euros, en baisse de 66,3 % en données historiques et de 67,7 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, la diminution de 1 434 millions d'euros du résultat d'exploitation du Groupe entre les deux périodes, soit une baisse de 67,7 %, s'explique principalement :

- par la comptabilisation, au premier semestre 2025, des coûts relatifs à l'accord portant sur la Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) en France signé en février 2025 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*), dont (i) un montant de 1 610 millions d'euros au titre du nouveau dispositif "Temps Partiel Séniors" (TPS, dispositif relatif aux accords sur l'emploi des séniors en France, voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés), présentée en charges spécifiques de personnel, et (ii) une charge nette de 83 millions d'euros au titre du dispositif Congé mobilité (voir note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés), présentée en coûts des programmes de restructurations ;
- et, dans une moindre mesure, par la progression de 145 millions d'euros des dotations aux amortissements des actifs immobilisés, majoritairement en France (en lien avec le déploiement de la fibre) et dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient (en raison principalement de la poursuite des investissements dans les réseaux) ;
- en partie compensées (i) par la progression de 207 millions d'euros de l'EBITDAaL (voir section 1.2.2 *EBITDAaL du Groupe*), et (ii) par l'amélioration de 196 millions d'euros de la quote-part de résultat net de la co-entreprise MásOrange (entité mise en équivalence, voir note 8 de l'annexe aux comptes consolidés).

1.2.4 Résultat net du Groupe

	2025	2024 données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
Résultat d'exploitation ⁽¹⁾	685	2 032
Coût de l'endettement financier brut (hors actifs financés)	(527)	(499)
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	(6)	(8)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net	146	180
Gain (perte) de change	(11)	(38)
Intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	(123)	(125)
Autres produits et charges financiers ⁽¹⁾	(61)	(38)
Résultat financier ⁽¹⁾	(582)	(528)
Impôts sur les sociétés ⁽¹⁾	(250)	(620)
Résultat net des activités poursuivies	(147)	884
Résultat net des activités cédées ⁽³⁾	43	209
Résultat net de l'ensemble consolidé	(105)	1 092
<i>Dont Effet de l'accord portant sur la GEPP ⁽¹⁾</i>	<i>(1 272)</i>	<i>-</i>
<i>Dont Hors effet de l'accord portant sur la GEPP</i>	<i>1 167</i>	<i>1 092</i>
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	(398)	824
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	294	268

(1) Dont, au premier semestre 2025, effet de l'accord portant sur la Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) en France signé en février 2025 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

(2) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et les intérêts sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

(3) En 2024, résultat net et moins-value issue de la perte de contrôle exclusif d'Orange Espagne et de ses filiales jusqu'au 26 mars 2024, en lien avec la création de MásOrange (voir *entête du Rapport d'activité*). En 2025, produit correspondant à l'ajustement de prix post-clôture venant réduire la moins-value comptabilisée en 2024 au titre de la perte de contrôle exclusif d'Orange Espagne et de ses filiales (voir *Compte de résultat consolidé*).

1.2.4.1 Résultat net des activités poursuivies

Au premier semestre 2025, le résultat net des activités poursuivies est une perte de 147 millions d'euros, contre un gain de 884 millions d'euros au premier semestre 2024, soit une baisse de 1 031 millions d'euros. Cette diminution s'explique (i) par le recul de 1 348 millions d'euros du résultat d'exploitation en données historiques, et (ii) accessoirement, par la dégradation de 54 millions d'euros du résultat financier, (iii) en partie compensés par la baisse de 370 millions d'euros de la charge d'impôts sur les sociétés.

La diminution de 370 millions d'euros de la charge d'impôts sur les sociétés (voir note 9 de l'annexe aux comptes consolidés) entre les deux périodes s'explique principalement par la comptabilisation, au premier semestre 2025, d'un produit d'impôt différé de 443 millions d'euros relatif à l'accord sur la Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) en France signé en février 2025 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*), partiellement compensée (i) par l'augmentation de 53 millions d'euros de la charge d'impôt des entités d'Afrique & Moyen-Orient résultant essentiellement de la hausse des résultats de ces entités, et (ii) par une charge supplémentaire de 42 millions d'euros liée à la surtaxe exceptionnelle suite à la Loi de Finances 2025 en France.

1.2.4.2 Résultat net des activités cédées

Le résultat net des activités cédées est relatif à Orange Espagne et ses filiales (voir *entête du Rapport d'activité*).

Au premier semestre 2025, le résultat net des activités cédées s'établit à 43 millions d'euros, contre 209 millions d'euros au premier semestre 2024, soit une baisse de 166 millions d'euros.

Au premier semestre 2025, le produit comptabilisé en résultat net des activités cédées correspond à l'ajustement de prix post-clôture venant réduire la moins-value comptabilisée en 2024 au titre de la perte de contrôle exclusif d'Orange Espagne et de ses filiales.

Au premier semestre 2024, le résultat net des activités cédées correspondait au résultat net et à la moins-value issue de la perte de contrôle exclusif d'Orange Espagne et de ses filiales jusqu'au 26 mars 2024, date de sa perte de contrôle exclusif (voir *entête du Rapport d'activité*).

1.2.4.3 Résultat net de l'ensemble consolidé

Au premier semestre 2025, le résultat net de l'ensemble consolidé du groupe Orange est une perte de 105 millions d'euros, contre un gain de 1 092 millions d'euros au premier semestre 2024, soit une baisse de 1 197 millions d'euros. Cette diminution s'explique (i) par le recul de 1 031 millions d'euros du résultat net des activités poursuivies, et (ii) dans une moindre mesure, (i) par la baisse de 166 millions d'euros du résultat net des activités cédées.

Après prise en compte du résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (voir note 12.6 de l'annexe aux comptes consolidés), le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère est une perte de 398 millions d'euros au premier semestre 2025, contre un gain de 824 millions d'euros au premier semestre 2024, soit une diminution de 1 223 millions d'euros.

1.2.5 Résultat global du Groupe

Le passage du résultat net de l'ensemble consolidé au résultat global consolidé du Groupe est détaillé dans l'*Etat du résultat global consolidé*.

1.2.6 Investissements du Groupe

Investissements incorporels et corporels du Groupe (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
eCAPEX ⁽¹⁾	3 023	2 905	3 087	4,1 %	(2,1)%
Groupe hors Espagne	3 023	2 905	2 921	4,1 %	3,5 %
Espagne ⁽²⁾	-	-	166	-	na
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés ⁽³⁾	131	121	121	7,7 %	8,0 %
Licences de télécommunication	386	1	4	ns	ns
Actifs financés ⁽⁴⁾	16	56	56	(71,2)%	(71,2)%
Investissements incorporels et corporels du Groupe⁽⁵⁾	3 555	3 083	3 267	15,3 %	8,8 %

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Activité cédée le 26 mars 2024 dans le cadre de la création de MásOrange (voir *entête du Rapport d'activité*).

(3) Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés inclus dans les CAPEX économiques (eCAPEX).

(4) Les actifs financés comprennent les décodeurs (*set-top box, STB*) en France financés par un intermédiaire bancaire et qui répondent au critère normatif de la définition d'une immobilisation selon IAS 16.

(5) Voir note 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

Les investissements financiers (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) du Groupe sont détaillés dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés* et dans la section 1.4.1 *Situation et flux de trésorerie des activités télécoms*.

Au premier semestre 2025, les investissements incorporels et corporels du groupe Orange s'élèvent à 3 555 millions d'euros, en hausse de 8,8 % en données historiques et de 15,3 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, l'augmentation de 471 millions d'euros des investissements incorporels et corporels du Groupe entre les deux périodes, soit une hausse de 15,3 %, résulte principalement (i) de la progression de 384 millions d'euros des dépenses relatives aux licences de télécommunication, et (ii) de la croissance de 118 millions d'euros des CAPEX économiques, (iii) en partie compensées par le recul de 40 millions d'euros des dépenses liées aux actifs financés.

1.2.6.1 CAPEX économiques

Au premier semestre 2025, les CAPEX économiques du groupe Orange représentent 3 023 millions d'euros, en baisse de 2,1 % en données historiques et en hausse de 4,1 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

Le ratio de CAPEX économiques rapportés au chiffre d'affaires des activités télécoms hors Espagne (activité cédée le 26 mars 2024) s'établit à 15,2 % au premier semestre 2025, en hausse de 0,5 point par rapport au premier semestre 2024 en données historiques comme en données à base comparable.

En données à base comparable, l'augmentation de 118 millions d'euros des CAPEX économiques du Groupe entre les deux périodes, soit une hausse de 4,1 %, s'explique principalement :

- par la croissance des investissements dans les réseaux fixes et mobiles des pays d'Afrique & Moyen-Orient, afin de soutenir la croissance de l'activité (déploiements et investissements capacitaires) et des pays d'Europe (Pologne, Belgique) ;
- par la progression des dépenses d'investissement liées à l'informatique, essentiellement dans les pays d'Afrique & Moyen-Orient et en France ;
- et par la hausse des CAPEX économiques relatifs aux terminaux loués, aux Livebox et aux équipements installés chez les clients en France, en lien avec les actifs financés (comptabilisés par ailleurs en investissements incorporels et corporels) ;
- en partie compensées par la décroissance des investissements dans les réseaux fixes et mobiles en France, après les importants déploiements réalisés ces dernières années.

Au 30 juin 2025, le Groupe compte 62,9 millions de foyers raccordables au FTTH à travers le monde (en croissance de 9,3 % sur un an). Le nombre total de foyers raccordables à l'ensemble des réseaux très haut débit (FTTH et réseaux câblés) s'élève quant à lui à 66,1 millions au 30 juin 2025.

1.2.6.2 Licences de télécommunication

Les dépenses d'investissement relatives aux licences de télécommunication (comptabilisées en autres immobilisations incorporelles dans l'*Etat consolidé de la situation financière*) s'élèvent (i) à 386 millions d'euros au premier semestre 2025, et concernent essentiellement l'acquisition de licences 5G en Pologne pour 182 millions d'euros et en Egypte pour 159 millions d'euros, et (ii) à 4 millions d'euros au premier semestre 2024 en données historiques.

1.3 Analyse par secteur opérationnel

Afin de suivre l'évolution annuelle des activités du Groupe, des données à base comparable sont présentées pour la période précédente dans le but d'afficher, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètres et taux de change comparables (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2024 intègrent :

- les variations de change relatives principalement à la Livre égyptienne, au Zloty polonais et au Dirham marocain ;
- et les variations de périmètre et autres variations relatives principalement (i) à la cession d'OCS et d'Orange Studio le 31 janvier 2024, (ii) à la cession de portefeuilles de crédits d'Orange Bank en 2024, (iii) à la perte de contrôle exclusif d'Orange Espagne et de ses filiales le 26 mars 2024, et (iv) à la mise en équivalence de MásOrange le 26 mars 2024.

Le passage des données historiques aux données à base comparable est décrit dans la section 1.5.1 *Données à base comparable*.

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, les principales données opérationnelles (données financières et effectifs) par secteur pour les premiers semestres 2025, 2024 en données à base comparable et 2024 en données historiques. Pour plus de détails concernant les informations sectorielles, voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Exercices clos le 30 juin (en millions d'euros)	France	Europe ⁽³⁾	Afrique & Moyen-Orient	Orange Business
2025				
Chiffre d'affaires	8 569	3 495	4 140	3 691
EBITDAaL ⁽¹⁾	2 883	986	1 573	258
Résultat d'exploitation	175	268	1 028	(110)
eCAPEX ⁽¹⁾	1 418	522	774	159
Hors Espagne	1 418	522	774	159
Espagne ⁽²⁾	-	-	-	-
Investissements incorporels et corporels	1 574	730	937	159
Hors Espagne	1 574	730	937	159
Espagne ⁽²⁾	-	-	-	-
Nombre moyen d'employés	39 692	20 416	15 156	29 605
2024 – Données à base comparable ⁽¹⁾				
Chiffre d'affaires	8 762	3 495	3 671	3 904
EBITDAaL ⁽¹⁾	2 856	965	1 394	272
Résultat d'exploitation	1 388	57	921	100
eCAPEX ⁽¹⁾	1 448	509	674	139
Hors Espagne	1 448	509	674	139
Espagne ⁽²⁾	-	-	-	-
Investissements incorporels et corporels	1 573	540	677	140
Hors Espagne	1 573	540	677	140
Espagne ⁽²⁾	-	-	-	-
Nombre moyen d'employés	40 998	21 202	14 877	30 246
2024 – Données historiques				
Chiffre d'affaires	8 736	3 468	3 742	3 919
EBITDAaL ⁽¹⁾	2 872	956	1 425	277
Résultat d'exploitation	1 406	107	943	105
eCAPEX ⁽¹⁾	1 445	672	692	138
Hors Espagne	1 445	506	692	138
Espagne ⁽²⁾	-	166	-	-
Investissements incorporels et corporels	1 571	704	696	138
Hors Espagne	1 571	537	696	138
Espagne ⁽²⁾	-	168	-	-
Nombre moyen d'employés	40 961	21 208	14 856	30 259

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Activité cédée le 26 mars 2024 dans le cadre de la création de MásOrange (voir *entête du Rapport d'activité*).

(3) Les données relatives au chiffre d'affaires, à l'EBITDAaL, au résultat d'exploitation et au nombre moyen d'employés du secteur Europe sont hors Orange Espagne et ses filiales, activité cédée le 26 mars 2024 (voir *entête du Rapport d'activité* et note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). La quote-part de résultat net de la co-entreprise MásOrange, entité mise en équivalence depuis le 26 mars 2024, est comptabilisée dans le résultat d'exploitation du secteur Europe.

Totem	Opérateurs Internationaux & Services Partagés	Eliminations Activités télécoms	Total Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations Groupe	Total Groupe
363	595	(998)	19 855	-	(2)	19 853
182	(174)	0	5 709	(33)	(1)	5 675
125	(754)	0	732	(47)	(1)	685
71	77	-	3 021	1	-	3 023
71	77	-	3 021	1	-	3 023
-	-	-	-	-	-	-
71	83	-	3 554	1	-	3 555
71	83	-	3 554	1	-	3 555
-	-	-	-	-	-	-
205	11 646	-	116 720	472	-	117 191
<hr/>						
349	659	(1 050)	19 789	-	(3)	19 786
185	(122)	0	5 550	(83)	0	5 468
129	(323)	0	2 273	(155)	0	2 119
64	70	-	2 905	0	-	2 905
64	70	-	2 905	0	-	2 905
-	-	-	-	-	-	-
64	90	-	3 083	0	-	3 083
64	90	-	3 083	0	-	3 083
-	-	-	-	-	-	-
198	11 787	-	119 308	706	-	120 013
<hr/>						
349	662	(1 033)	19 841	-	(3)	19 839
185	(142)	0	5 573	(62)	0	5 511
129	(519)	0	2 172	(140)	0	2 032
64	75	-	3 087	0	-	3 087
64	75	-	2 921	0	-	2 921
-	-	-	166	-	-	166
64	94	-	3 267	0	-	3 267
64	94	-	3 099	0	-	3 099
-	-	-	168	-	-	168
198	11 818	-	119 300	719	-	120 018

1.3.1 France

France (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	8 569	8 762	8 736	(2,2)%	(1,9)%
EBITDAaL ⁽¹⁾	2 883	2 856	2 872	0,9 %	0,4 %
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	33,6 %	32,6 %	32,9 %	1,0 pt	0,8 pt
Résultat d'exploitation	175	1 388	1 406	(87,4)%	(87,6)%
eCAPEX ⁽¹⁾	1 418	1 448	1 445	(2,1)%	(1,9)%
eCAPEX / Chiffre d'affaires	16,5 %	16,5 %	16,5 %	0,0 pt	0,0 pt
Investissements incorporels et corporels	1 574	1 573	1 571	0,1 %	0,2 %
Investissements incorporels et corporels / Chiffre d'affaires	18,4 %	18,0 %	18,0 %	0,4 pt	0,4 pt
Nombre moyen d'employés	39 692	40 998	40 961	(3,2)%	(3,1)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

1.3.1.1 Chiffre d'affaires – France

France (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	8 569	8 762	8 736	(2,2)%	(1,9)%
Services de détail (B2C+B2B)	5 608	5 618	5 618	(0,2)%	(0,2)%
Services convergents	2 668	2 601	2 601	2,6 %	2,6 %
Services mobiles seuls	1 146	1 176	1 176	(2,6)%	(2,6)%
Services fixes seuls	1 795	1 842	1 842	(2,6)%	(2,6)%
Services fixes seuls haut débit	1 545	1 532	1 532	0,8 %	0,8 %
Services fixes seuls bas débit	250	309	309	(19,3)%	(19,3)%
Services aux opérateurs	2 024	2 172	2 146	(6,8)%	(5,7)%
Ventes d'équipements	600	621	621	(3,3)%	(3,3)%
Autres revenus	337	350	351	(3,9)%	(3,9)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Au premier semestre 2025, le chiffre d'affaires de la France est en baisse de 1,9 % en données historiques et de 2,2 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, la diminution de 193 millions d'euros du chiffre d'affaires de la France entre les deux périodes s'explique principalement :

- par la décroissance des **Services aux opérateurs**, liée principalement au déclin des revenus du dégroupage sur le réseau cuivre ;
- par la diminution des **Services fixes seuls bas débit**, en raison de la baisse tendancielle de la téléphonie classique ;
- et par le recul des **Services mobiles seuls**, affectés par le recul de 4,3 % de l'ARPO mobile seul semestriel (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) sur un an en raison d'un environnement toujours fortement concurrentiel ;
- en partie compensés par la progression des **Services convergents**, tirée par la croissance en valeur avec une hausse de 2,9 % de l'ARPO convergent semestriel (voir section 1.6.4 *Glossaire financier*) entre les deux périodes.

1.3.1.2 EBITDAaL – France

Au premier semestre 2025, l'EBITDAaL de la France est en hausse de 0,4 % en données historiques et de 0,9 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, l'augmentation de 26 millions d'euros de l'EBITDAaL de la France entre les deux périodes s'explique principalement :

- (i) par la diminution des autres achats externes relative, d'une part, au recul des coûts de construction de réseau pour revente à autrui (avec la baisse des revenus des activités de construction des réseaux de fibre optique, RIP), et d'autre part, à la diminution des charges de sous-traitance des centres d'appels, (ii) par la baisse des charges d'exploitation et de maintenance du réseau (baisse des coûts d'énergie avec la réduction de la consommation énergétique des équipements réseaux), (iii) par le recul des charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus (nets de la production immobilisée), en lien, d'une part, avec la décroissance des ventes d'équipements, et d'autre part, avec la baisse des dépenses de publicité, de promotion et de sponsoring, (iv) par la diminution des autres charges opérationnelles, (v) par la baisse des charges de personnel, et (vi) par l'augmentation des dotations aux amortissements des actifs financés (décodeurs financés par un intermédiaire bancaire) ;
- en partie compensés (i) par le recul de 193 millions d'euros du chiffre d'affaires, (ii) par la hausse des dotations aux amortissements des droits d'utilisation (en raison principalement des nouveaux contrats de location relatifs à la fibre), et (iii) par l'augmentation des achats et versements aux opérateurs.

1.3.1.3 Résultat d'exploitation – France

Au premier semestre 2025, le résultat d'exploitation de la France est en baisse de 1 231 millions d'euros en données historiques et de 1 214 millions d'euros en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, la diminution de 1 214 millions d'euros du résultat d'exploitation de la France entre les deux périodes s'explique principalement :

- par la comptabilisation, au premier semestre 2025, de charges spécifiques de personnel pour 1 098 millions d'euros et de coûts des programmes de restructuration pour 60 millions d'euros, relatifs essentiellement au nouveau dispositif "Temps Partiel Séniors" (TPS, voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) et au dispositif "Congé mobilité" (voir note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés) dans le cadre de l'accord sur la Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) en France signé en février 2025 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) ;
- et par l'augmentation des dotations aux amortissements des actifs immobilisés (en lien avec le déploiement de la fibre) ;

1.3.1.4 CAPEX économiques – France

Au premier semestre 2025, les CAPEX économiques de la France sont en baisse de 1,9 % en données historiques et de 2,1 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, la diminution de 30 millions d'euros des CAPEX économiques de la France entre les deux périodes s'explique principalement (i) par le recul des investissements liés au génie civil (conduites souterraines et poteaux) et par la baisse des investissements dans les réseaux mobiles, (ii) en partie compensés par la progression des investissements informatiques et par la hausse des CAPEX économiques relatifs aux terminaux loués, aux Livebox et aux équipements installés chez les clients, en lien avec les actifs financés (comptabilisés par ailleurs en investissements incorporels et corporels).

1.3.1.5 Informations complémentaires – France

France (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Services convergents					
Nombre de clients des services convergents	5 958	5 953	5 953	0,1 %	0,1 %
Services mobiles					
Nombre d'accès mobiles	22 148	21 812	21 812	1,5 %	1,5 %
Dont : Accès mobiles des clients convergents	10 386	10 239	10 239	1,4 %	1,4 %
Accès mobiles seuls	11 762	11 573	11 573	1,6 %	1,6 %
Dont : Accès mobiles des clients avec forfaits	21 279	20 960	20 960	1,5 %	1,5 %
Accès mobiles des clients avec offres prépayées	869	852	852	2,0 %	2,0 %
Services fixes					
Nombre d'accès fixes	24 841	26 071	26 071	(4,7)%	(4,7)%
Accès fixes <i>Retail</i>	13 894	14 290	14 290	(2,8)%	(2,8)%
Dont : Accès fixes Haut débit	12 308	12 262	12 262	0,4 %	0,4 %
Dont : Accès fixes Très haut débit	9 843	8 740	8 740	12,6 %	12,6 %
Dont : Accès fixes des clients convergents	5 958	5 953	5 953	0,1 %	0,1 %
Accès fixes seuls	6 351	6 310	6 310	0,7 %	0,7 %
Dont : Accès fixes Bas débit	1 586	2 028	2 028	(21,8)%	(21,8)%
Accès fixes <i>Wholesale</i>	10 948	11 780	11 780	(7,1)%	(7,1)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

1.3.2 Europe

Europe (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 495	3 495	3 468	0,0 %	0,8 %
EBITDAaL ⁽¹⁾	986	965	956	2,2 %	3,2 %
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	28,2 %	27,6 %	27,6 %	0,6 pt	0,7 pt
Résultat d'exploitation	268	57	107	367,8 %	149,5 %
eCAPEX ⁽¹⁾	522	509	672	2,6 %	(22,3)%
Europe hors Espagne	522	509	506	2,6 %	3,2 %
eCAPEX hors Espagne / Chiffre d'affaires	14,9 %	14,6 %	14,6 %	0,4 pt	0,3 pt
Espagne ⁽²⁾	-	-	166	-	na
Investissements incorporels et corporels	730	540	704	35,2 %	3,7 %
Europe hors Espagne	730	540	537	35,2 %	36,1 %
Investissements incorporels et corporels hors Espagne / Chiffre d'affaires	20,9 %	15,5 %	15,5 %	5,4 pt	5,4 pt
Espagne ⁽²⁾	-	-	168	-	na
Nombre moyen d'employés	20 416	21 202	21 208	(3,7)%	(3,7)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Activité cédée le 26 mars 2024 dans le cadre de la création de MásOrange (voir *entête du Rapport d'activité*).

1.3.2.1 Chiffre d'affaires – Europe

Europe (hors Espagne) ⁽²⁾ (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 495	3 495	3 468	0,0 %	0,8 %
Services de détail (B2C+B2B)	2 568	2 523	2 503	1,8 %	2,6 %
Services convergents	745	707	699	5,3 %	6,5 %
Services mobiles seuls	1 086	1 089	1 082	(0,2)%	0,4 %
Services fixes seuls	490	497	496	(1,5)%	(1,3)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	247	229	226	7,7 %	9,3 %
Services aux opérateurs	398	411	408	(3,2)%	(2,5)%
Ventes d'équipements	471	499	482	(5,6)%	(2,2)%
Autres revenus	59	63	75	(5,3)%	(21,2)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Activité cédée le 26 mars 2024 dans le cadre de la création de MásOrange (voir *entête du Rapport d'activité*).

Au premier semestre 2025, le chiffre d'affaires des pays d'Europe est en hausse de 0,8 % en données historiques et stable en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, la stabilité du chiffre d'affaires des pays d'Europe entre les deux périodes résulte principalement :

- (i) de la progression des **Services convergents**, principalement en Pologne (en hausse de 9,6 % sur un an) et en Belgique (en hausse de 3,0 % sur un an), portée à la fois par la croissance de la base de clients convergents (en augmentation de 4,2 % sur un an) et par la progression des ARPO convergents semestriels dans la quasi-totalité des pays d'Europe entre les deux périodes, et (ii) de la progression des **Services d'intégration et des technologies de l'information**, essentiellement en Pologne ;
- compensées (i) par la diminution des **Ventes d'équipements** (principalement en Pologne et, dans une moindre mesure, en Slovaquie), (ii) par la décroissance des **Services aux opérateurs** dans tous les pays européens (à l'exception de la Pologne), essentiellement due au recul du trafic de voix et de messages, et (iii) par le recul des **Services fixes seuls**, principalement en Roumanie (en baisse de 4,1 % sur un an) et en Pologne (en baisse de 1,8 % sur un an) et lié essentiellement à la décroissance des bases d'accès fixes seuls (en majorité bas débit) entre les deux périodes.

1.3.2.2 EBITDAaL – Europe

Au premier semestre 2025, l'EBITDAaL des pays d'Europe est en hausse de 3,2 % en données historiques et de 2,2 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, l'augmentation de 22 millions d'euros de l'EBITDAaL des pays d'Europe entre les deux périodes s'explique principalement (i) par la baisse des coûts d'énergie des réseaux, (ii) par la décroissance des achats et reversements aux opérateurs (en lien notamment avec la décroissance des revenus des services aux opérateurs), et (iii) par la diminution des charges commerciales et coûts d'équipements (liée notamment au recul des ventes d'équipements), (iv) en partie compensées par la progression des charges de personnel (principalement en Pologne).

1.3.2.3 Résultat d'exploitation – Europe

Au premier semestre 2025, le résultat d'exploitation des pays d'Europe est en hausse de 160 millions d'euros en données historiques et de 210 millions d'euros en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, l'augmentation de 210 millions d'euros du résultat d'exploitation des pays d'Europe entre les deux périodes s'explique principalement (i) par l'amélioration de 196 millions d'euros de la quote-part de résultat net de la co-entreprise MásOrange (entité mise en équivalence, voir note 8 de l'annexe aux comptes consolidés), et (ii) dans une moindre mesure, par la croissance de 22 millions d'euros de l'EBITDAaL, (iii) en partie compensées par la progression des dotations aux amortissements des actifs immobilisés.

1.3.2.4 CAPEX économiques – Europe

Au premier semestre 2025, les CAPEX économiques des pays d'Europe sont en baisse de 22,3 % en données historiques et en hausse de 2,6 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, l'augmentation de 13 millions d'euros des CAPEX économiques des pays d'Europe entre les deux périodes résulte essentiellement (i) de la diminution des cessions d'actifs immobilisés en Pologne (cessions immobilières réalisées dans le cadre de l'optimisation du patrimoine immobilier), (ii) de la hausse des investissements dans le génie civil et la fibre optique (FTTH) en Pologne, et (iii) de la progression des investissements dans les réseaux mobiles, principalement à très haut débit (4G / 5G) en Belgique.

1.3.2.5 Informations complémentaires – Europe

Europe (hors Espagne ⁽²⁾) (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Services convergents					
Nombre de clients des services convergents	3 256	3 124	3 124	4,2 %	4,2 %
Services mobiles					
Nombre d'accès mobiles	41 065	38 974	38 974	5,4 %	5,4 %
Dont : Accès mobiles des clients convergents	5 644	5 363	5 363	5,2 %	5,2 %
Accès mobiles seuls	35 421	33 611	33 611	5,4 %	5,4 %
Dont : Accès mobiles des clients avec forfaits	32 735	30 083	30 083	8,8 %	8,8 %
Accès mobiles des clients avec offres prépayées	8 330	8 891	8 891	(6,3)%	(6,3)%
Services fixes					
Nombre d'accès fixes	7 026	7 343	7 343	(4,3)%	(4,3)%
Accès fixes <i>Retail</i>	6 633	6 959	6 959	(4,7)%	(4,7)%
Dont : Accès fixes Haut débit	5 467	5 382	5 382	1,6 %	1,6 %
Dont : Accès fixes Très haut débit	3 851	3 554	3 554	8,4 %	8,4 %
Dont : Accès fixes des clients convergents	3 256	3 124	3 124	4,2 %	4,2 %
Accès fixes seuls	2 211	2 258	2 258	(2,1)%	(2,1)%
Dont : Accès fixes Bas débit	1 166	1 577	1 577	(26,0)%	(26,0)%
Accès fixes <i>Wholesale</i>	393	384	384	2,4 %	2,4 %

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Activité cédée le 26 mars 2024 dans le cadre de la création de MásOrange (voir *entête du Rapport d'activité*).

1.3.3 Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	4 140	3 671	3 742	12,8 %	10,6 %
EBITDAaL ⁽¹⁾	1 573	1 394	1 425	12,8 %	10,4 %
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	38,0 %	38,0 %	38,1 %	0,0 pt	(0,1 pt)
Résultat d'exploitation	1 028	921	943	11,6 %	9,0 %
eCAPEX ⁽¹⁾	774	674	692	14,8 %	11,8 %
eCAPEX / Chiffre d'affaires	18,7 %	18,4 %	18,5 %	0,3 pt	0,2 pt
Investissements incorporels et corporels	937	677	696	38,4 %	34,6 %
Investissements incorporels et corporels / Chiffre d'affaires	22,6 %	18,4 %	18,6 %	4,2 pt	4,0 pt
Nombre moyen d'employés	15 156	14 877	14 856	1,9 %	2,0 %

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

1.3.3.1 Chiffre d'affaires – Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	4 140	3 671	3 742	12,8 %	10,6 %
Services de détail (B2C+B2B)	3 770	3 322	3 373	13,5 %	11,8 %
Services mobiles seuls	3 187	2 823	2 872	12,9 %	11,0 %
Services fixes seuls	526	460	464	14,4 %	13,3 %
Services d'intégration et des technologies de l'information	58	39	37	48,5 %	58,1 %
Services aux opérateurs	301	288	302	4,2 %	(0,6)%
Ventes d'équipements	47	42	46	12,9 %	1,4 %
Autres revenus	22	18	20	18,9 %	10,1 %

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Au premier semestre 2025, le chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient est en hausse de 10,6 % en données historiques et de 12,8 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, l'augmentation de 469 millions d'euros du chiffre d'affaires des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes s'explique principalement :

- par la hausse des **Services mobiles seuls**, portée à la fois (i) par la progression des services de données, en augmentation de 20,4 % sur un an, tirée notamment par le dynamisme de la base de clients 4G (qui croît de 20,2 % sur un an pour atteindre 85,3 millions de clients au 30 juin 2025), et (ii) par l'augmentation de 20,7 % du chiffre d'affaires d'Orange Money sur un an (en raison notamment de la croissance de 20,0 % de la base de clients actifs). Par ailleurs, la base d'accès mobiles continue sa progression et affiche une hausse de 6,9 % sur un an ;
- par la croissance des **Services fixes seuls haut débit**, qui augmentent de 19,4 % sur un an, portée principalement par la progression de la base d'accès fixes seuls haut débit (qui atteint 4,4 millions de clients au 30 juin 2025, en progression de 23,1 % sur un an) ;
- et, dans une moindre mesure, par la progression des **Services d'intégration et des technologies de l'information** et des **Services aux opérateurs**, principalement en Egypte.

1.3.3.2 EBITDAaL – Afrique & Moyen-Orient

Au premier semestre 2025, l'EBITDAaL des pays d'Afrique & Moyen-Orient est en hausse de 10,4 % en données historiques et de 12,8 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, l'augmentation de 179 millions d'euros de l'EBITDAaL des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes s'explique essentiellement par la progression de 469 millions d'euros du chiffre d'affaires, en partie compensée (i) par la croissance des charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus (en raison principalement de l'augmentation des commissions de distribution en lien avec la croissance d'Orange Money et des activités télécoms), (ii) par la progression des impôts et taxes d'exploitation (liée notamment à la croissance de l'activité et à une pression fiscale accrue dans certains pays), (iii) par la hausse des autres charges de réseau et charges informatiques (en raison, d'une part, de la croissance du trafic et de la poursuite des déploiements des réseaux dans l'ensemble des pays, et d'autre part, de l'augmentation des coûts d'énergie pour les réseaux), (iv) par la progression des autres charges opérationnelles, et (v) par l'augmentation des autres achats externes et des charges de personnel (en lien notamment avec la croissance de l'activité).

1.3.3.3 Résultat d'exploitation – Afrique & Moyen-Orient

Au premier semestre 2025, le résultat d'exploitation des pays d'Afrique & Moyen-Orient est en hausse de 9,0 % en données historiques et de 11,6 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, l'augmentation de 107 millions d'euros du résultat d'exploitation des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes s'explique essentiellement par la croissance de 179 millions d'euros de l'EBITDAaL, en partie compensée par la progression des dotations aux amortissements des actifs immobilisés (en raison notamment de la poursuite des investissements dans les réseaux).

1.3.3.4 CAPEX économiques – Afrique & Moyen-Orient

Au premier semestre 2025, les CAPEX économiques des pays d'Afrique & Moyen-Orient sont en hausse de 11,8 % en données historiques et de 14,8 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, l'augmentation de 100 millions d'euros des CAPEX économiques des pays d'Afrique & Moyen-Orient entre les deux périodes résulte (i) de la progression des investissements dans les réseaux mobiles (déploiements et investissements capacitaires) dans la plupart des pays afin de soutenir la croissance de l'activité, (ii) de la hausse des investissements informatiques, et (iii) de la croissance des investissements dans les réseaux fixes à très haut débit (FTTH).

1.3.3.5 Informations complémentaires – Afrique & Moyen-Orient

Afrique & Moyen-Orient (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Services mobiles					
Nombre d'accès mobiles	166 750	156 043	156 043	6,9 %	6,9 %
Dont : Accès mobiles des clients avec forfaits	12 485	10 953	10 953	14,0 %	14,0 %
Accès mobiles des clients avec offres prépayées	154 264	145 090	145 090	6,3 %	6,3 %
Services fixes					
Nombre d'accès fixes	5 333	4 520	4 520	18,0 %	18,0 %
Accès fixes <i>Retail</i>	5 333	4 520	4 520	18,0 %	18,0 %
Dont : Accès fixes Haut débit	4 380	3 558	3 558	23,1 %	23,1 %
Accès fixes Bas débit	952	962	962	(1,0)%	(1,0)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

1.3.4 Orange Business

Orange Business (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 691	3 904	3 919	(5,4)%	(5,8)%
EBITDAaL ⁽¹⁾	258	272	277	(5,2)%	(7,0)%
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	7,0 %	7,0 %	7,1 %	0,0 pt	(0,1 pt)
Résultat d'exploitation	(110)	100	105	na	na
eCAPEX ⁽¹⁾	159	139	138	13,8 %	14,9 %
eCAPEX / Chiffre d'affaires	4,3 %	3,6 %	3,5 %	0,7 pt	0,8 pt
Investissements incorporels et corporels	159	140	138	13,7 %	14,8 %
Investissements incorporels et corporels / Chiffre d'affaires	4,3 %	3,6 %	3,5 %	0,7 pt	0,8 pt
Nombre moyen d'employés	29 605	30 246	30 259	(2,1)%	(2,2)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Le plan de transformation et de simplification d'Orange Business est en cours au 30 juin 2025 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

1.3.4.1 Chiffre d'affaires – Orange Business

Orange Business (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	3 691	3 904	3 919	(5,4)%	(5,8)%
Services fixes seuls	1 388	1 503	1 502	(7,6)%	(7,6)%
Services de voix ⁽²⁾	344	396	396	(13,1)%	(13,1)%
Services de données ⁽³⁾	1 044	1 107	1 107	(5,7)%	(5,7)%
Services d'intégration et des technologies de l'information	1 850	1 908	1 914	(3,1)%	(3,3)%
Services et équipements mobiles ⁽⁴⁾	454	493	503	(8,0)%	(9,7)%
Services mobiles seuls	347	352	352	(1,3)%	(1,3)%
Services aux opérateurs	9	11	20	(19,0)%	(57,5)%
Ventes d'équipements	98	131	131	(25,1)%	(25,1)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Les Services de voix comprennent (i) les offres de voix historiques (accès au Réseau Téléphonique Communiqué, RTC), (ii) les produits de Voix sur IP (VoIP), (iii) les services d'audioconférence, (iv) le trafic entrant pour centres d'appels, et (v) les ventes d'équipements de réseau liées à l'exploitation des services de voix.

(3) Les Services de données comprennent (i) les solutions de données historiques qu'Orange Business continuera à offrir (*Frame Relay*, *Transrel*, liaisons louées, bas débit), (ii) les services ayant atteint une certaine maturité tels que l'IP-VPN et les produits d'infrastructure à haut débit comme les accès par satellite ou la fibre optique, (iii) les services de télédistribution satellitaire (*broadcast*), (iv) les offres de nomadisme Business Everywhere, et (v) les ventes d'équipements de réseau liées à l'exploitation des services de données.

(4) Les Services et équipements mobiles comprennent (i) les services mobiles seuls, (ii) les services aux opérateurs, correspondant au trafic mobile entrant des entreprises facturé aux autres opérateurs, et (iii) les ventes d'équipements mobiles.

Au premier semestre 2025, le chiffre d'affaires d'Orange Business est en baisse de 5,8 % en données historiques et de 5,4 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, la diminution de 213 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Orange Business entre les deux périodes s'explique :

- par le recul des **Services fixes seuls**, impactés à la fois (i) par la baisse des **Services de données**, qui résulte de la tendance générale à la transformation des technologies des services de données, (ii) et par le recul des **Services de voix**, qui continuent d'être affectés par la baisse tendancielle de la téléphonie fixe classique, principalement en France ;
- par la diminution des **Services d'intégration et des technologies de l'information**, pénalisés par le recul des services de *cloud* (en baisse de 14,2 % sur un an), et des services d'intégration (en baisse de 4,7 % sur un an). Entre les deux périodes, les services de cybersécurité sont en progression avec une croissance du chiffre d'affaires d'Orange Cyberdefense de 6,9 % sur un an ;

- et par la baisse des **Services et équipements mobiles**, en raison du contre-effet d'importants contrats d'équipements mobiles comptabilisés au premier semestre 2024.

1.3.4.2 EBITDAaL – Orange Business

Au premier semestre 2025, l'EBITDAaL d'Orange Business est en baisse de 7,0 % en données historiques et de 5,2 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, la diminution de 14 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Orange Business entre les deux périodes s'explique par le recul de 213 millions d'euros du chiffre d'affaires, compensé en grande partie par la baisse des charges opérationnelles inclus dans le calcul de l'EBITDAaL, avec (i) le recul des charges commerciales et coûts d'équipements (lié notamment à la baisse des ventes d'équipements), (ii) la décroissance des achats et reversements aux opérateurs (en raison principalement de recul du trafic sur la voix), (iii) la diminution des charges de personnel (en lien principalement avec le recul du nombre moyen d'employés - équivalent temps plein), (iv) la baisse des autres charges opérationnelles, et (v) avec la réduction des autres achats externes (liée essentiellement à la diminution des frais généraux et des autres consommations externes).

1.3.4.3 Résultat d'exploitation – Orange Business

Au premier semestre 2025, le résultat d'exploitation d'Orange Business est en recul de 215 millions d'euros en données historiques et de 210 millions d'euros en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, la diminution de 210 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Orange Business entre les deux périodes s'explique essentiellement par la comptabilisation, au premier semestre 2025, de charges spécifiques de personnel pour 191 millions d'euros et de coûts des programmes de restructuration pour 15 millions d'euros, relatifs essentiellement au nouveau dispositif "Temps Partiel Séniors" (TPS, voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) et au dispositif "Congé mobilité" (voir note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés) dans le cadre de l'accord sur la Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) en France signé en février 2025 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*).

1.3.4.4 CAPEX économiques – Orange Business

Au premier semestre 2025, les CAPEX économiques d'Orange Business sont en hausse de 14,9 % en données historiques et de 13,8 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, l'augmentation de 19 millions d'euros des CAPEX économiques d'Orange Business entre les deux périodes résulte principalement de la croissance des investissements informatiques, en lien avec le programme de transformation en cours.

1.3.4.5 Informations complémentaires – Orange Business

Orange Business (au 30 juin, en milliers, en fin de période)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Services mobiles					
Nombre d'accès mobiles en France⁽²⁾	31 637	29 069	29 069	8,8 %	8,8 %
Services fixes					
Nombre d'accès fixes en France	798	930	930	(14,2)%	(14,2)%
Accès fixes <i>Retail</i>	798	930	930	(14,2)%	(14,2)%
Dont : Accès fixes Haut débit	203	223	223	(9,0)%	(9,0)%
Accès fixes Bas débit	595	707	707	(15,8)%	(15,8)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Clients avec forfaits.

1.3.5 Totem

Totem (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	363	349	349	4,0 %	4,0 %
EBITDAaL ⁽¹⁾	182	185	185	(1,4)%	(1,4)%
<i>EBITDAaL / Chiffre d'affaires</i>	50,3 %	53,0 %	53,0 %	(2,7 pt)	(2,7 pt)
Résultat d'exploitation	125	129	129	(2,6)%	(2,6)%
eCAPEX ⁽¹⁾	71	64	64	11,4 %	11,4 %
eCAPEX / Chiffre d'affaires	19,6 %	18,3 %	18,3 %	1,3 pt	1,3 pt
Investissements incorporels et corporels	71	64	64	11,4 %	11,4 %
<i>Investissements incorporels et corporels / Chiffre d'affaires</i>	19,6 %	18,3 %	18,3 %	1,3 pt	1,3 pt
Nombre moyen d'employés	205	198	198	3,5 %	3,5 %

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

1.3.5.1 Chiffre d'affaires – Totem

Totem (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024	2024	Var. (%)	Var. (%)
	données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données à base comparable	données historiques	
Chiffre d'affaires	363	349	349	4,0 %	4,0 %
Services aux opérateurs	363	349	349	4,0 %	4,0 %
Autres revenus	-	-	-	-	-

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Au premier semestre 2025, le chiffre d'affaires de Totem est en hausse de 4,0 % par rapport au premier semestre 2024, en données historiques comme en données à base comparable.

L'augmentation de 14 millions d'euros du chiffre d'affaires de Totem entre les deux périodes s'explique (i) par la progression de 2,6 % du chiffre d'affaires d'hébergement sur un an et (ii) par la croissance des activités d'études et travaux (essentiellement pour le compte d'occupants tiers).

Au 30 juin 2025, Totem compte 26 794 sites et 38 592 occupants actifs sur ces sites, soit un taux d'occupation de 1,4 occupant par site.

1.3.5.2 EBITDAaL – Totem

Au premier semestre 2025, l'EBITDAaL de Totem est en baisse de 1,4 % par rapport au premier semestre 2024, en données historiques comme en données à base comparable.

La diminution de 3 millions d'euros de l'EBITDAaL de Totem entre les deux périodes s'explique essentiellement (i) par la hausse des autres consommations externes induite par les études et travaux engagés pour les nouveaux occupants et (ii) par la progression des dotations aux amortissements des droits d'utilisation, (iii) en partie compensées par l'augmentation de 14 millions d'euros du chiffre d'affaires.

1.3.5.3 Résultat d'exploitation – Totem

Au premier semestre 2025, le résultat d'exploitation de Totem est en baisse de 2,6 % par rapport au premier semestre 2024, en données historiques comme en données à base comparable.

La diminution de 3 millions d'euros du résultat d'exploitation de Totem entre les deux périodes s'explique essentiellement par la progression des dotations aux amortissements des actifs immobilisés.

1.3.5.4 CAPEX économiques – Totem

Au premier semestre 2025, les CAPEX économiques de Totem sont en hausse de 11,4 % par rapport au premier semestre 2024, en données historiques comme en données à base comparable.

L'augmentation de 7 millions d'euros des CAPEX économiques de Totem entre les deux périodes résulte (i) de l'augmentation des investissements relatifs à la construction de nouveaux sites mobiles, principalement en France, et (ii) de la croissance des investissement FTTT (*Fiber To The Tower*) en Espagne.

1.3.6 Opérateurs internationaux & Services partagés

Opérateurs internationaux & Services partagés (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024	2024	Var. (%)	Var. (%)
	données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données à base comparable	données historiques	
Chiffre d'affaires	595	659	662	(9,6)%	(10,0)%
EBITDAaL ⁽¹⁾	(174)	(122)	(142)	(42,9)%	(22,7)%
EBITDAaL / Chiffre d'affaires	(29,3)%	(18,5)%	(21,5)%	(10,7 pt)	(7,8 pt)
Résultat d'exploitation	(754)	(323)	(519)	(133,5)%	(45,3)%
eCAPEX ⁽¹⁾	77	70	75	10,3 %	3,8 %
eCAPEX / Chiffre d'affaires	13,0 %	10,7 %	11,3 %	2,3 pt	1,7 pt
Investissements incorporels et corporels	83	90	94	(7,4)%	(11,7)%
Investissements incorporels et corporels / Chiffre d'affaires	13,9 %	13,6 %	14,2 %	0,3 pt	(0,3 pt)
Nombre moyen d'employés	11 646	11 787	11 818	(1,2)%	(1,5)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

1.3.6.1 Chiffre d'affaires – Opérateurs internationaux & Services partagés

Opérateurs internationaux & Services partagés (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	595	659	662	(9,6)%	(10,0)%
Services aux opérateurs	392	427	428	(8,3)%	(8,4)%
Autres revenus	204	231	234	(11,9)%	(13,0)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Au premier semestre 2025, le chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés est en baisse de 10,0 % en données historiques et de 9,6 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, la diminution de 63 millions d'euros du chiffre d'affaires d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes s'explique principalement :

- par la décroissance de 36 millions d'euros des **Services aux opérateurs**, liée essentiellement à la baisse tendancielle du trafic de la voix et des solutions de *messaging* ;
- et par le recul de 27 millions d'euros des **Autres revenus**, résultant essentiellement du contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2024, de revenus issus de brevets et de la propriété intellectuelle de la division Innovation du Groupe.

1.3.6.2 EBITDAaL – Opérateurs internationaux & Services partagés

Au premier semestre 2025, l'EBITDAaL d'Opérateurs internationaux & Services partagés se dégrade de 32 millions d'euros en données historiques et de 52 millions d'euros en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, la dégradation de 52 millions d'euros de l'EBITDAaL d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes s'explique notamment (i) par le recul de 63 millions d'euros du chiffre d'affaires et par l'augmentation des autres achats externes, (ii) en partie compensés par la diminution des charges d'interconnexion (en lien avec la décroissance des revenus des services aux opérateurs) et par le recul des autres charges opérationnelles (en raison principalement de la baisse des dépréciations et pertes sur créances clients des activités télécoms, voir notes 4 et 5.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

1.3.6.3 Résultat d'exploitation – Opérateurs internationaux & Services partagés

Au premier semestre 2025, le résultat d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés se dégrade de 235 millions d'euros en données historiques et de 431 millions d'euros en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, la dégradation de 431 millions d'euros du résultat d'exploitation d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes s'explique essentiellement :

- par la comptabilisation, au premier semestre 2025, de charges spécifiques de personnel pour 330 millions d'euros et par la hausse de 34 millions d'euros des coûts des programmes de restructuration, relatifs principalement au nouveau dispositif "Temps Partiel Séniors" (TPS, voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) et au dispositif "Congé mobilité" (voir note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés) dans le cadre de l'accord sur la Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) en France signé en février 2025 (voir section 1.1.3 *Faits marquants*) ;
- et par la dégradation de 52 millions d'euros de l'EBITDAaL.

1.3.6.4 CAPEX économiques – Opérateurs internationaux & Services partagés

Au premier semestre 2025, les CAPEX économiques d'Opérateurs internationaux & Services partagés sont en hausse de 3,8 % en données historiques et de 10,3 % en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, l'augmentation de 7 millions d'euros des CAPEX économiques d'Opérateurs internationaux & Services partagés entre les deux périodes s'explique principalement par de moindres cessions d'actifs immobilisés (cessions immobilières réalisées dans le cadre de l'optimisation du patrimoine immobilier du Groupe).

1.3.7 Services Financiers Mobiles

Services Financiers Mobiles (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données à base comparable ⁽¹⁾	2024 données historiques	Var. (%) données à base comparable	Var. (%) données historiques
Produit Net Bancaire (PNB) ⁽²⁾	4	10	34	(58,1)%	(87,5)%
Coût du risque de crédit bancaire ⁽³⁾	(1)	(6)	(9)	(84,3)%	(89,0)%
Résultat d'exploitation	(47)	(155)	(140)	69,5 %	66,4 %
eCAPEX ⁽¹⁾	1	0	0	ns	ns
Investissements incorporels et corporels	1	0	0	ns	ns
Nombre moyen d'employés	472	706	719	(33,2)%	(34,4)%

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Produit net bancaire (PNB) comptabilisé en autres produits opérationnels (voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

(3) Coût du risque de crédit bancaire comptabilisé en autres charges opérationnelles (voir notes 1.2 et 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Depuis le 31 décembre 2024, Orange Bank ne détient plus de comptes clients en France et en Espagne. S'agissant de l'avancement du plan de désengagement des activités bancaires en Europe, voir section 1.1.3 *Faits marquants* et section 1.3.7.2 *Actifs, passifs et flux de trésorerie – Services Financiers Mobiles*.

1.3.7.1 Activité opérationnelle – Services Financiers Mobiles

Les informations sectorielles des Services Financiers Mobiles (résultat d'exploitation, investissements incorporels et corporels) sont présentées dans les notes 1.2, 1.3 et 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

Au premier semestre 2025, le résultat d'exploitation des Services Financiers Mobiles est en amélioration de 93 millions d'euros en données historiques et de 107 millions d'euros en données à base comparable (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*) par rapport au premier semestre 2024.

En données à base comparable, l'amélioration de 107 millions d'euros du résultat d'exploitation entre les deux périodes s'explique principalement :

- par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2024, d'une charge de 56 millions d'euros au titre des coûts des restructurations relatifs à la cessation d'activité d'Orange Bank (voir note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés) ;
- et par la diminution des charges opérationnelles incluses dans le calcul de l'EBITDAaL (essentiellement charges de personnel, charges informatiques et frais généraux) en raison de la cessation d'activité d'Orange Bank.

1.3.7.2 Actifs, passifs et flux de trésorerie – Services Financiers Mobiles

Les informations sectorielles des Services Financiers Mobiles (actifs, passifs et flux de trésorerie) sont présentées dans les notes 1.5, 1.6 et 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Conformément au plan de désengagement des activités bancaires en Europe et après avoir cédé ses portefeuilles de crédits en France et en Espagne en 2024, Orange Bank a cédé l'essentiel de ses portefeuilles de placements, non arrivés à échéance, au cours du premier semestre 2025 (voir section 1.1.3 *Faits marquants* et note 5.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 30 juin 2025, Orange Bank ne dispose plus que d'encours de crédits résiduels non significatifs.

L'ensemble des comptes de la clientèle d'Orange Bank en France et en Espagne avait été clôturé au 31 décembre 2024. Le 17 juin 2025, Orange Bank a reçu de la Banque Centrale Européenne la décision de retrait d'agrément avec conditions. Cette étape a permis le versement à la Caisse des Dépôts et Consignations de l'essentiel des dépôts non réclamés par les clients à fin juin et ouvre la voie au retrait final de l'agrément d'ici la fin de l'année 2025. L'ensemble des dépôts collectés auprès de la plateforme internet Raisin (plateforme référençant des placements auxquels les épargnants peuvent souscrire en ligne), qui constituait les comptes à terme, a été remboursé par anticipation.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs aux activités des Services Financiers Mobiles, voir section 2.2.3 *Risques financiers* du Document d'enregistrement universel 2024.

1.4 Trésorerie et endettement financier des activités télécoms

1.4.1 Situation et flux de trésorerie des activités télécoms

1.4.1.1 Cash-flow organique et free cash-flow all-in des activités télécoms

Le cash-flow organique et le free cash-flow all-in des activités télécoms sont des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ces indicateurs et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise, voir la section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et la section 1.6.4 *Glossaire financier*.

A l'instar du *Tableau des flux de trésorerie consolidés*, les éléments constitutifs du cash-flow organique et du free cash-flow all-in des activités télécoms présentés dans le tableau ci-dessous intègrent les flux de trésorerie d'Orange Espagne et de ses filiales jusqu'au 26 mars 2024, date de sa perte de contrôle exclusif (voir *entête du Rapport d'activité*), et ne prennent pas en compte les flux de trésorerie de la co-entreprise MásOrange en Espagne du fait de la méthode de la mise en équivalence (voir note 8 de l'annexe aux comptes consolidés).

Cash-flow organique et free cash-flow all-in des activités télécoms ⁽¹⁾ (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données historiques
EBITDAaL des activités télécoms (y compris Espagne jusqu'au 26 mars 2024) ⁽¹⁾	5 709	5 878
Dont Activités poursuivies	5 709	5 573
Dont Activités cédées (Espagne) ⁽²⁾	-	305
eCAPEX des activités télécoms (y compris Espagne jusqu'au 26 mars 2024) ⁽¹⁾	(3 021)	(3 087)
Augmentation (diminution) des dettes de fournisseurs d'eCAPEX ⁽³⁾	(37)	(140)
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement ⁽⁴⁾	119	(363)
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés nets (nets des dividendes encaissés) ⁽⁵⁾	(375)	(390)
Impôts sur les sociétés décaissés	(640)	(511)
Autres éléments opérationnels ⁽⁶⁾	(84)	50
Cash-flow organique des activités télécoms ^{(1) (7)}	1 670	1 437
Dont Activités poursuivies	1 670	1 551
Dont Activités cédées (Espagne) ⁽²⁾	-	(113)
Licences de télécommunication décaissées ⁽⁸⁾	(402)	(177)
Principaux litiges décaissés (et encaissés)	(50)	(15)
Coupons sur titres subordonnés ⁽⁹⁾	(132)	(107)
Free cash-flow all-in des activités télécoms ^{(1) (7)}	1 086	1 138
Dont Activités poursuivies	1 086	1 255
Dont Activités cédées (Espagne) ⁽²⁾	-	(117)

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Données y compris Orange Espagne et ses filiales jusqu'au 26 mars 2024, date de sa perte de contrôle exclusif (voir *entête du Rapport d'activité*).

(2) Activité cédée le 26 mars 2024 (voir *entête du Rapport d'activité*).

(3) Y compris avances sur subventions d'investissements.

(4) Voir section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(5) Hors (i) intérêts décaissés sur dettes locatives pour 124 millions d'euros au premier semestre 2025 et 120 millions d'euros au premier semestre 2024, et (ii) intérêts décaissés sur dettes liées aux actifs financés pour 6 millions d'euros au premier semestre 2025 et 8 millions d'euros au premier semestre 2024 (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés).

(6) Dont (i) décaissements liés aux dispositifs "Temps Partiel Séniors" (TPS) et aux coûts des programmes de restructuration, (ii) remboursements des dettes locatives et des dettes liées aux actifs financés, (iii) variation des créances et dettes relatives aux impôts et taxes d'exploitation, et (iv) neutralisation des effets non monétaires.

(7) Voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

(8) Principalement les décaissements relatifs (i) au premier semestre 2025, aux licences 5G en Egypte et en Pologne, et (ii) au premier semestre 2024, aux licences en Pologne et en Jordanie (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés).

(9) Voir note 12.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.4.1.1.1 Cash-flow organique des activités télécoms

Le cash-flow organique des activités télécoms (y compris Orange Espagne et ses filiales jusqu'au 26 mars 2024, date de sa perte de contrôle exclusif) s'établit à 1 670 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 1 437 millions d'euros au premier semestre 2024 en données historiques (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés).

Entre les deux périodes, l'augmentation de 233 millions d'euros du cash-flow organique des activités télécoms en données historiques s'explique :

- par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2024, du cash-flow organique des activités télécoms pour les **activités cédées**, qui représentait un montant négatif de 113 millions d'euros ;
- et par la hausse de 119 millions d'euros du cash-flow organique des activités télécoms pour les **activités poursuivies**.

Entre les deux périodes, la croissance de 119 millions d'euros du cash-flow organique des activités télécoms pour les **activités poursuivies** résulte essentiellement :

- (i) de l'évolution de 256 millions d'euros de la variation du besoin en fonds de roulement entre les deux périodes, relative notamment à l'évolution de la temporalité des encaissements et décaissements (créances clients et dettes fournisseurs sur autres biens et

services), et (ii) de la progression de 135 millions d'euros de l'EBITDAaL des activités télécoms en données historiques (voir section 1.2.2 *EBITDAaL du Groupe*) ;

- en partie compensées (i) par l'augmentation de 129 millions d'euros des impôts sur les sociétés décaissés, en raison notamment de la progression des résultats des entités des pays d'Afrique & Moyen-Orient, (ii) par la variation de 109 millions d'euros des autres éléments opérationnels, et (iii) dans une moindre mesure, par l'augmentation de 49 millions d'euros des CAPEX économiques décaissés des activités télécoms, en lien avec la croissance des CAPEX économiques des activités télécoms (hors Espagne) en données historiques (voir section 1.2.6.1 *CAPEX économiques*).

1.4.1.1.2 Free cash-flow all-in des activités télécoms

Le free cash-flow all-in des activités télécoms (y compris Orange Espagne et ses filiales jusqu'au 26 mars 2024, date de sa perte de contrôle exclusif) s'établit à 1 086 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 1 138 millions d'euros au premier semestre 2024 en données historiques (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés).

Entre les deux périodes, la diminution de 52 millions d'euros du free cash-flow all-in des activités télécoms en données historiques s'explique :

- par la baisse de 169 millions d'euros du free cash-flow all-in des activités télécoms pour les **activités poursuivies** ;
- en partie compensée par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2024, du free cash-flow all-in des activités télécoms pour les **activités cédées**, qui représentait un montant négatif de 117 millions d'euros.

Entre les deux périodes, la diminution de 169 millions d'euros du free cash-flow all-in des activités télécoms pour les **activités poursuivies** résulte :

- (i) de l'augmentation de 229 millions d'euros des licences de télécommunication décaissées (voir section 1.2.6.2 *Licences de télécommunication*), en raison principalement des décaissements relatifs aux licences 5G en Egypte et en Pologne (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés), et (ii) dans une moindre mesure, de la hausse des paiements relatifs aux principaux litiges décaissés (et encaissés) et des paiements des coupons sur titres subordonnés ;
- en partie compensées par la croissance de 119 millions d'euros du cash-flow organique des activités télécoms.

1.4.1.2 Flux de trésorerie des activités télécoms

Les flux de trésorerie des activités télécoms sont présentés dans la note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités télécoms ⁽¹⁾ (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données historiques
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	5 425	5 452
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(3 194)	219
<i>Dont Cession de titres de participation d'Orange Espagne et de ses filiales (nettes de la trésorerie cédée)</i>	-	4 425
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(3 111)	(3 134)
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités des activités télécoms	(880)	2 538
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	8 434	5 504
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	(880)	2 538
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	(74)	61
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture des activités télécoms	7 480	8 103

(1) Voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Flux nets de trésorerie générés par l'activité (activités télécoms)

Entre le premier semestre 2024 et le premier semestre 2025, la quasi-stabilité des flux nets de trésorerie générés par l'activité, pour les activités télécoms, en données historiques résulte essentiellement :

- (i) du recul du résultat d'exploitation (net des éléments non monétaires) des activités télécoms en données historiques, en raison notamment de la perte de contrôle exclusif d'Orange Espagne et de ses filiales le 26 mars 2024 (voir *entête du Rapport d'activité*), et (ii) de l'augmentation de 129 millions d'euros des impôts sur les sociétés décaissés ;
- globalement compensés par l'évolution de 482 millions d'euros de la variation du besoin en fonds de roulement entre les deux périodes, principalement liée (i) à l'évolution de la variation des créances clients et des dettes fournisseurs sur autres biens et services (hors Orange Espagne et ses filiales) et (ii) à la perte de contrôle exclusif d'Orange Espagne et ses filiales.

Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement (activités télécoms)

Entre le premier semestre 2024 et le premier semestre 2025, l'augmentation de 3 414 millions d'euros des flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement des activités télécoms en données historiques s'explique principalement :

- par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2024, de la cession d'Orange Espagne et de ses filiales dans le cadre de la création de MásOrange pour 4 425 millions d'euros nets de la trésorerie cédée ;

- en partie compensé par l'évolution des placements et autres actifs financiers entre les deux périodes (essentiellement des placements à la juste valeur), avec une diminution de 211 millions d'euros au premier semestre 2025 contre une augmentation de 732 millions d'euros au premier semestre 2024, en lien avec la politique de gestion active de la trésorerie du Groupe.

Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (activités télécoms)

Entre le premier semestre 2024 et le premier semestre 2025, la quasi-stabilité des flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités télécoms en données historiques résulte principalement :

- (i) de l'évolution des dépôts et autres actifs financiers liés à la dette, avec une augmentation de 434 millions d'euros au premier semestre 2025 contre une diminution de 230 millions d'euros au premier semestre 2024, s'expliquant essentiellement par l'évolution des dépôts de *cash collatéral* en lien avec la variation de juste valeur des dérivés de couverture des emprunts obligataires du Groupe,
- (ii) de rachats de titres subordonnés (nets d'émissions et autres frais) au premier semestre 2025 pour 476 millions d'euros (voir note 12.4 de l'annexe aux comptes consolidés), et (iii) accessoirement, de l'augmentation de 107 millions d'euros de l'ensemble des dividendes versés ;
- globalement compensés (i) par la variation de 598 millions d'euros des émissions et remboursements d'emprunts à moyen et long terme, (ii) par l'évolution des découverts bancaires et des emprunts à court terme, avec une hausse de 93 millions d'euros au premier semestre 2025 contre une baisse de 302 millions d'euros au premier semestre 2024 (intégrant le rachat de 198 millions d'euros de titres subordonnés reclassés en dette à court terme fin 2023), et (iii) par le contre-effet de la comptabilisation, au premier semestre 2024, de l'augmentation de capital d'Orange Bank souscrite par le Groupe pour 250 millions d'euros.

1.4.2 Endettement financier et position de liquidité des activités télécoms

L'endettement financier net (voir note 10.3 de l'annexe aux comptes consolidés) et le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms sont des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Pour plus d'informations sur le calcul de ces indicateurs et les raisons pour lesquelles le groupe Orange les utilise, voir la section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et la section 1.6.4 *Glossaire financier*. L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent.

Pour plus d'informations concernant les risques relatifs à l'endettement financier du groupe Orange, voir la section 2.2.3 *Risques financiers* du Document d'enregistrement universel 2024.

	30 juin 2025	31 déc. 2024 données historiques
Endettement financier net ^{(1) (2)}	23 294	22 482
Ratio d'Endettement financier net / EBITDAaL des activités télécoms (hors Espagne) ⁽¹⁾	1,88	1,84

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*.

(2) En millions d'euros.

Entre le 31 décembre 2024 et le 30 juin 2025, l'endettement financier net augmente de 812 millions d'euros, principalement du fait de la saisonnalité de génération du free cash-flow all-in des activités télécoms combinée aux rachats nets de titres subordonnés (voir note 12.4 de l'annexe aux comptes consolidés) et à la rémunération des actionnaires.

Evolution de l'endettement financier net

(au 30 juin, en millions d'euros)

Endettement financier net au 31 décembre 2024	(22 482)
Free cash-flow all-in des activités télécoms ⁽¹⁾	1 086
Effet net des variations de périmètre	66
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés ⁽²⁾	(476)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère ⁽³⁾	(1 196)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(241)
Autres éléments financiers	(51)
Diminution (augmentation) de l'endettement financier net	(812)
Endettement financier net au 30 juin 2025	(23 294)

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

Voir également section 1.4.1.1 *Cash-flow organique et free cash-flow all-in des activités télécoms* et note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Voir note 12.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

(3) L'Assemblée générale du 21 mai 2025 a décidé de verser aux actionnaires un dividende de 0,75 euro par action au titre de l'exercice 2024. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,30 euro par action, mis en paiement le 5 décembre 2024 pour un montant total de 797 millions d'euros, le solde du dividende à distribuer de 0,45 euro par action a été mis en paiement le 5 juin 2025 pour un montant de 1 196 millions d'euros (voir note 12.3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 30 juin 2025, la position de liquidité des activités télécoms s'élève à 16 160 millions d'euros (voir note 11.1 de l'annexe aux comptes consolidés). L'évolution des actifs, passifs et résultats financiers des activités télécoms est décrite dans la note 10 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.5 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Dans le présent document, outre les indicateurs financiers publiés en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*), Orange publie des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Comme détaillé ci-dessous, de telles données sont présentées en tant que compléments d'information et ne doivent pas être substituées ou confondues avec les indicateurs financiers tels que définis par les normes IFRS.

1.5.1 Données à base comparable

Pour permettre aux investisseurs de suivre l'évolution annuelle des activités du Groupe, des données à base comparable sont présentées pour la période précédente. Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de l'exercice écoulé et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. Orange fournit le détail des impacts, sur ses indicateurs clés opérationnels, des variations de méthode, de périmètre et de change, permettant ainsi d'isoler l'effet activité intrinsèque. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le *Compte de résultat consolidé* de la période écoulée.

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation des indicateurs en données à base comparable est pertinente car il s'agit des indicateurs utilisés en interne par le Groupe pour le suivi de ses activités opérationnelles. Les variations en données à base comparable permettent de mieux refléter l'évolution organique de l'activité.

Les données à base comparable ne constituent pas des indicateurs financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant aux données historiques de l'exercice écoulé ou des périodes précédentes.

Groupe

Le tableau suivant présente, pour le groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2024 pour les principales données opérationnelles.

Premier semestre 2024 / Groupe (au 30 juin 2024, en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDAaL ⁽¹⁾	Résultat d'exploitation	eCAPEX ⁽¹⁾	Investissements incorporels et corporels	Nombre moyen d'employés
Données historiques	19 839	5 511	2 032	3 087	3 267	120 018
Variations de change⁽²⁾	(40)	(25)	(20)	(16)	(16)	-
Livre égyptienne (EGP)	(65)	(27)	(16)	(18)	(19)	-
Zloty polonais (PLN)	29	8	4	3	4	-
Dirham marocain (MAD)	13	3	1	2	2	-
Autres	(17)	(9)	(9)	(3)	(3)	-
Variations de périmètre et autres variations	(12)	(18)	106	(166)	(168)	(5)
Cession d'OCS et d'Orange Studio ⁽³⁾	(4)	2	174	-	-	-
Cession de portefeuilles de crédits d'Orange Bank	-	(21)	(14)	-	-	-
Perte de contrôle exclusif d'Orange Espagne et de ses filiales ⁽⁴⁾	-	-	-	(166)	(168)	-
Mise en équivalence de MásOrange ⁽⁴⁾	-	-	(58)	-	-	-
Autres	(8)	1	4	0	0	(5)
Données à base comparable	19 786	5 468	2 119	2 905	3 083	120 013

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2024 et les taux de change moyens du premier semestre 2025.

(3) Voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés.

(4) Voir *entête du Rapport d'activité*.

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2024 intègrent :

- les variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2024 et les taux de change moyens du premier semestre 2025 ;
- et les variations de périmètre et autres variations, avec principalement :
 - la cession d'OCS et d'Orange Studio (secteur Opérateurs internationaux & Services partagés) le 31 janvier 2024 (voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés), prenant effet le 1^{er} janvier 2024 dans les données à base comparable ;
 - la cession de portefeuilles de crédits d'Orange Bank en France et en Espagne (secteur Services Financiers Mobiles), prenant effet le 1^{er} janvier 2024 dans les données à base comparable ;
 - la perte de contrôle exclusif d'Orange Espagne et de ses filiales (secteur Europe) le 26 mars 2024 (voir *entête du Rapport d'activité*), prenant effet le 1^{er} janvier 2024 dans les données à base comparable ;

- et la quote-part du résultat net de MásOrange (secteur Europe) suite à sa création et à la comptabilisation de la participation détenue dans MásOrange selon la méthode de la mise en équivalence le 26 mars 2024 (voir *entête du Rapport d'activité*), prenant effet le 1^{er} janvier 2024 dans les données à base comparable.

Secteurs

Le tableau suivant présente, pour chacun des secteurs du groupe Orange, le passage des données historiques aux données à base comparable du premier semestre 2024 pour les principales données opérationnelles.

Premier semestre 2024 / Secteurs (au 30 juin 2024, en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	EBITDAaL ⁽¹⁾	Résultat d'exploitation	eCAPEX ⁽¹⁾	Investissements incorporels et corporels	Nombre moyen d'employés
France						
Données historiques	8 736	2 872	1 406	1 445	1 571	40 961
Variations de change ⁽²⁾	-	(1)	(1)	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽³⁾	26	(15)	(17)	2	2	36
Données à base comparable	8 762	2 856	1 388	1 448	1 573	40 998
Europe						
Données historiques	3 468	956	107	672	704	21 208
Variations de change ⁽²⁾	27	8	4	3	3	-
Zloty polonais (PLN)	29	8	4	3	4	-
Autres variations	(2)	(0)	0	(0)	(1)	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽³⁾	0	1	(54)	(166)	(168)	(6)
Perte de contrôle exclusif d'Orange Espagne et de ses filiales ⁽⁴⁾	-	-	-	(166)	(168)	-
Mise en équivalence de MásOrange ⁽⁴⁾	-	-	(58)	-	-	-
Autres variations ⁽³⁾	0	1	4	0	0	(6)
Données à base comparable	3 495	965	57	509	540	21 202
Afrique & Moyen-Orient						
Données historiques	3 742	1 425	943	692	696	14 856
Variations de change ⁽²⁾	(70)	(31)	(22)	(19)	(19)	-
Livre égyptienne (EGP)	(65)	(27)	(16)	(18)	(19)	-
Dirham marocain (MAD)	13	4	2	2	2	-
Autres variations	(18)	(8)	(8)	(3)	(2)	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽³⁾	(1)	-	-	-	-	21
Données à base comparable	3 671	1 394	921	674	677	14 877
Orange Business						
Données historiques	3 919	277	105	138	138	30 259
Variations de change ⁽²⁾	2	(3)	(3)	(0)	(0)	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽³⁾	(17)	(3)	(3)	1	1	(12)
Données à base comparable	3 904	272	100	139	140	30 246
Totem						
Données historiques	349	185	129	64	64	198
Variations de change ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-
Données à base comparable	349	185	129	64	64	198
Opérateurs internationaux & Services partagés						
Données historiques	662	(142)	(519)	75	94	11 818
Variations de change ⁽²⁾	1	2	2	(0)	(0)	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽³⁾	(4)	18	194	(4)	(4)	(32)
Cession d'OCS et d'Orange Studio ⁽⁵⁾	(4)	2	174	-	-	-
Autres variations ⁽³⁾	(0)	16	20	(4)	(4)	(32)
Données à base comparable	659	(122)	(323)	70	90	11 787
Services Financiers Mobiles						
Données historiques	-	(62)	(140)	0	0	719
Variations de change ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre et autres variations ⁽³⁾	-	(21)	(14)	-	-	(13)
Cession de portefeuilles de crédits d'Orange Bank	-	(21)	(14)	-	-	-
Autres variations ⁽³⁾	-	0	(0)	-	-	(13)
Données à base comparable	-	(83)	(155)	0	0	706

(1) Voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS* et section 1.6.4 *Glossaire financier*.

(2) Variations de change entre les taux de change moyens du premier semestre 2024 et les taux de change moyens du premier semestre 2025.

(3) Dont l'effet des réorganisations internes entre secteurs sans incidence au niveau du Groupe.

(4) Voir *entête du Rapport d'activité*.

(5) Voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.5.2 EBITDAaL

L'EBITDAaL (ou "EBITDA after Leases") correspond au résultat d'exploitation (i) avant dotations aux amortissements des actifs immobilisés, avant effets liés aux prises de contrôle, avant pertes de valeur des écarts d'acquisition et des actifs immobilisés, avant résultat des entités mises en équivalence, (ii) après charges d'intérêts sur dettes locatives et sur dettes liées aux actifs financés, et (iii) ajusté des effets des principaux litiges, des charges spécifiques de personnel, de la revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités, des coûts des programmes de restructuration, des coûts d'acquisition et d'intégration et, le cas échéant, d'autres éléments spécifiques systématiquement précisés, qu'il s'agisse de produits ou de charges (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le rapprochement entre l'EBITDAaL et le résultat net de l'ensemble consolidé est exposé ci-dessous.

	2025			2024		
	Données ajustées	Ajustements de présentation ⁽¹⁾	Compte de résultat consolidé	Données ajustées	Ajustements de présentation ⁽¹⁾	Compte de résultat consolidé
(au 30 juin, en millions d'euros)						données historiques
Chiffre d'affaires	19 853	-	19 853	19 839	-	19 839
Achats externes	(7 980)	1	(7 978)	(8 110)	(2)	(8 112)
Autres produits opérationnels	411	-	411	440	26	466
Autres charges opérationnelles	(187)	(16)	(203)	(247)	(8)	(255)
Charges de personnel	(4 314)	(1 612)	(5 926)	(4 346)	(8)	(4 354)
Impôts et taxes d'exploitation	(1 206)	(1)	(1 207)	(1 164)	(2)	(1 166)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	-	41	41	-	(140)	(140)
Coûts des restructurations	-	(163)	(163)	-	(108)	(108)
Dotations aux amortissements des actifs financés	(58)	-	(58)	(77)	-	(77)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(715)	2	(713)	(690)	0	(689)
Pertes de valeur des droits d'utilisation	-	(37)	(37)	(1)	(34)	(34)
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	(6)	6	na	(8)	8	na
Intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	(123)	123	na	(125)	125	na
EBITDAaL	5 675	(1 655)	na	5 511	(143)	na
Principaux litiges	(12)	12	na	23	(23)	na
Charges spécifiques de personnel	(1 620)	1 620	na	(7)	7	na
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	41	(41)	na	(140)	140	na
Coûts des programmes de restructuration	(188)	188	na	(143)	143	na
Coûts d'acquisition et d'intégration	(6)	6	na	(10)	10	na
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(3 241)	-	(3 241)	(3 102)	-	(3 102)
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(6)	-	(6)	(13)	-	(13)
Résultat des entités mises en équivalence	(88)	-	(88)	(222)	-	(222)
Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	6	(6)	na	8	(8)	na
Neutralisation des intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	123	(123)	na	125	(125)	na
Résultat d'exploitation	685	-	685	2 032	-	2 032
Résultat financier				(582)		(528)
Impôts sur les sociétés				(250)		(620)
Résultat net des activités poursuivies				(147)		884
Résultat net des activités cédées ⁽³⁾				43		209
Résultat net de l'ensemble consolidé				(105)		1 092
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère				(398)		824
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle				294		268

(1) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés) aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au *Compte de résultat consolidé*.

(2) Les intérêts sur dettes liées aux actifs financés et les intérêts sur dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés.

(3) Résultat net relatif à Orange Espagne et ses filiales (voir *entête du Rapport d'activité*).

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de l'indicateur EBITDAaL est pertinente car il s'agit de l'indicateur de performance opérationnelle clé utilisé en interne par le Groupe (i) pour piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels, et (ii) pour mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources. L'EBITDAaL, ou les indicateurs de gestion similaires utilisés par les concurrents d'Orange, sont des indicateurs souvent communiqués et largement utilisés par les analystes, les investisseurs et par les autres intervenants dans l'industrie des télécommunications.

L'EBITDAaL ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation ou aux flux nets de trésorerie générés par l'activité.

1.5.3 eCAPEX

Les eCAPEX (ou "CAPEX économiques") correspondent à la fois (i) aux investissements incorporels et corporels hors licences de télécommunication et hors actifs financés, diminués du prix de cession des actifs immobilisés, et (ii) aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles hors licences de télécommunication et hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, diminués du prix de cession des actifs immobilisés.

Le tableau suivant montre le passage (i) des investissements incorporels et corporels tels que présentés dans la note 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés, et (ii) des acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, telles que présentées dans le *Tableau des flux de trésorerie consolidés*, (iii) aux eCAPEX.

eCAPEX ⁽¹⁾	2025	2024
		données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
Investissements incorporels et corporels	3 555	3 267
Actifs financés	(16)	(56)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽²⁾	3 539	3 211
Prix de cession des actifs immobilisés	(131)	(121)
Licences de télécommunication	(386)	(4)
eCAPEX	3 023	3 087

(1) Données y compris Orange Espagne et ses filiales jusqu'au 26 mars 2024, date de sa perte de contrôle exclusif (voir *entête du Rapport d'activité*).

(2) Voir *Tableau des flux de trésorerie consolidés*. Hors variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations. Les actifs financés sont sans effet sur les flux nets de trésorerie lors de leur acquisition.

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de l'indicateur eCAPEX est pertinente car cet indicateur (i) exclut les investissements dans les licences de télécommunication (l'acquisition de ces licences ne relevant pas du suivi quotidien des investissements opérationnels) et les actifs financés (sans effet sur les flux nets de trésorerie lors de leur acquisition), et (ii) permet, dans un contexte de rotation des actifs lié notamment au modèle économique de la fibre optique, de mesurer plus justement le montant réel des investissements en excluant le prix de cession des actifs immobilisés. Il s'agit de l'indicateur utilisé en interne par le Groupe pour l'allocation des ressources, afin de mesurer l'efficacité opérationnelle de l'utilisation des investissements pour chacun de ses secteurs opérationnels.

Les eCAPEX ne constituent pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ou aux investissements incorporels et corporels.

1.5.4 EBITDAaL – eCAPEX

L'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" correspond à l'EBITDAaL (voir section 1.5.2 *EBITDAaL*) diminué des eCAPEX (voir section 1.5.3 *eCAPEX*).

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation de l'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" est pertinente car il s'agit de l'indicateur de performance opérationnelle clé utilisé en interne par le Groupe pour (i) piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels, et (ii) mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources.

L'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant à une analyse des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement.

1.5.5 Cash-flow organique des activités télécoms

Le cash-flow organique des activités télécoms correspond aux flux nets de trésorerie générés par l'activité, diminués (i) des remboursements des dettes locatives et des dettes sur actifs financés, et (ii) des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles, nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, (iii) hors licences de télécommunication décaissées et principaux litiges décaissés (et encaissés).

Le tableau suivant présente, pour les activités télécoms, le passage des flux nets de trésorerie générés par l'activité au cash-flow organique des activités télécoms tel que présenté dans la note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Cash-flow organique des activités télécoms ⁽¹⁾	2025	2024
		données historiques
(au 30 juin, en millions d'euros)		
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (activités télécoms)	5 425	5 452
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 461)	(3 403)
Remboursements des dettes locatives	(700)	(732)
Remboursements des dettes sur actifs financés	(46)	(72)
Neutralisation des licences de télécommunication décaissées	402	177
Neutralisation des principaux litiges décaissés (et encaissés)	50	15
Cash-flow organique des activités télécoms	1 670	1 437

(1) Données y compris Orange Espagne et ses filiales jusqu'au 26 mars 2024, date de sa perte de contrôle exclusif (voir *entête du Rapport d'activité*).

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation du cash-flow organique des activités télécoms est pertinente pour mesurer la capacité du Groupe à dégager de la trésorerie à travers ses activités télécoms prises dans leur ensemble en excluant les principaux éléments qui ne sont pas sous son contrôle et qui peuvent varier significativement d'une année à l'autre, ce qui est particulièrement le cas des décaissements (et encassements) relatifs aux principaux litiges et des décaissements liés aux acquisitions de licences de télécommunication. Il s'agit d'un indicateur plus complet que l'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" (utilisé en interne pour piloter et évaluer ses résultats opérationnels et sectoriels et mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources), car il inclut notamment l'impact des charges financières, des impôts sur les sociétés et de la variation des besoins en fonds de roulement. C'est pourquoi cet indicateur a été retenu par Orange comme indicateur de performance opérationnelle clé des activités télécoms. Cet indicateur est couramment utilisé par les sociétés du secteur des télécommunications.

Le cash-flow organique des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant à une analyse des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement.

1.5.6 Free cash-flow all-in des activités télécoms

Le free cash-flow all-in des activités télécoms correspond aux flux nets de trésorerie générés par l'activité, diminués (i) des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles, nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, (ii) des remboursements des dettes locatives et des dettes sur actifs financés, et (iii) des paiements des coupons sur titres subordonnés.

Le tableau suivant présente, pour les activités télécoms, le passage des flux nets de trésorerie générés par l'activité au free cash-flow all-in des activités télécoms tel que présenté dans la note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

Free cash-flow all-in des activités télécoms ⁽¹⁾ (au 30 juin, en millions d'euros)	2025	2024 données historiques
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (activités télécoms)	5 425	5 452
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 461)	(3 403)
Remboursements des dettes locatives	(700)	(732)
Remboursements des dettes sur actifs financés	(46)	(72)
Paiements des coupons sur titres subordonnés	(132)	(107)
Free cash-flow all-in des activités télécoms	1 086	1 138

(1) Données y compris Orange Espagne et ses filiales jusqu'au 26 mars 2024, date de sa perte de contrôle exclusif (voir *entête du Rapport d'activité*).

Les dirigeants d'Orange considèrent que la présentation du free cash-flow all-in des activités télécoms est pertinente pour mesurer la capacité du Groupe à dégager de la trésorerie à travers ses activités télécoms prises dans leur ensemble. Il s'agit d'un indicateur plus complet que cash-flow organique des activités télécoms, car il inclut les paiements des coupons sur titres subordonnés ainsi que les principaux éléments qui ne sont pas sous son contrôle et qui peuvent varier significativement d'une année à l'autre, ce qui est le cas des décaissements (et encassements) relatifs aux principaux litiges et des décaissements liés aux acquisitions de licences de télécommunication. C'est pourquoi cet indicateur a été retenu par Orange comme indicateur de performance opérationnelle clé des activités télécoms. Cet indicateur est couramment utilisé par les sociétés du secteur des télécommunications.

Le free cash-flow all-in des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant à une analyse des flux nets de trésorerie.

1.5.7 Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent. Il correspond (i) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis en euros au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), (ii) diminués des dépôts versés de *cash collateral*, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie, inclus dans l'endettement financier net, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas comme les flux de trésorerie futurs. En conséquence, la part relative à ces instruments de couverture en vie enregistrée en autres éléments du résultat global est ajoutée à l'endettement financier brut pour neutraliser cette différence temporelle.

La composition de l'endettement financier net est présentée dans la note 10.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'endettement financier net est un indicateur de situation financière utilisé par le Groupe. L'endettement financier net est un indicateur souvent communiqué et largement utilisé par les analystes, les investisseurs, les agences de notation et par la plupart des groupes dans tous les secteurs d'activité en Europe.

L'endettement financier net ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant à une analyse de l'ensemble des actifs et passifs.

1.5.8 Ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms est calculé sur la base de l'endettement financier net du Groupe (voir section 1.5.7 *Endettement financier net*) rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms (voir section 1.5.2 *EBITDAaL*) calculé sur les 12 mois précédents. Comme l'endettement financier net (tel que défini et utilisé par Orange) ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles, pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent, l'endettement financier net est rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms. Par ailleurs, lors de variations de périmètre affectant significativement l'endettement financier net du Groupe en fin de période, le calcul du ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms est retraité afin de prendre en compte l'EBITDAaL des entités concernées sur les 12 mois précédents.

Le tableau suivant présente le calcul du ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms.

	30 juin 2025	31 déc. 2024
(en millions d'euros)		données historiques
Endettement financier net (a)	23 294	22 482
EBITDAaL des activités télécoms (hors Espagne) (b)	12 363	12 227
Ratio d'Endettement financier net / EBITDAaL des activités télécoms (a/b)	1,88	1,84

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms est utilisé par Orange pour mesurer la capacité du Groupe à rembourser sa dette, et plus largement pour mesurer la solidité de sa structure financière. Ce ratio est couramment utilisé par les sociétés du secteur des télécommunications.

Le ratio d'endettement financier net rapporté à l'EBITDAaL des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes.

1.6 Informations complémentaires

1.6.1 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés

Les principaux événements intervenus au cours du premier semestre 2025 affectant les litiges et engagements contractuels non comptabilisés sont décrits dans la note 13 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.6.2 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions entre le Groupe et les parties liées sont décrites dans la note 8.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.6.3 Evénements postérieurs à la clôture

Les principaux événements intervenus postérieurement à la clôture au 30 juin 2025 sont décrits dans la note 14 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.6.4 Glossaire financier

Achats et reversements aux opérateurs : voir Achats externes.

Achats externes : les achats externes comprennent les charges opérationnelles suivantes, hors contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16 (voir note 5.1 de l'annexe aux comptes consolidés) :

- les **Charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus** : coûts des terminaux et autres équipements vendus, commissions de distribution, dépenses de publicité, de promotion, de sponsoring et de changement de marque, et coûts de contenus ;
- les **Achats et reversements aux opérateurs** : charges de réseau et charges d'interconnexion ;
- les **Autres charges de réseau et charges informatiques** : charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, et charges informatiques ;
- et les **Autres achats externes** : frais généraux, charges immobilières, coûts de construction de réseau pour revente à autrui, coûts de matériel et autres fournitures stockés, charges de sous-traitance des centres d'appels, et autres consommations externes, nets de la production immobilisée sur biens et services.

ARPO convergent : le chiffre d'affaires moyen par client des offres convergentes (*Average Revenues Per Offer*, ARPO) de la période est calculé en divisant (i) le chiffre d'affaires des services des offres convergentes grand public facturées aux clients (hors effet de l'étalement de la subvention des équipements relatif à la norme IFRS 15) sur la période considérée, par (ii) la moyenne pondérée du nombre de clients des offres convergentes grand public sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne

des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPO convergent est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client des offres convergentes.

ARPO mobile seul : le chiffre d'affaires moyen par client des offres mobiles seuls (*Average Revenues Per Offer, ARPO*) de la période est calculé en divisant (i) le chiffre d'affaires des services mobiles seuls vendus au détail (hors *machine-to-machine* et hors effet de l'étalement de la subvention des équipements relatif à la norme IFRS 15) sur la période considérée, par (ii) la moyenne pondérée du nombre de clients des offres mobiles seuls (hors *machine-to-machine*) sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPO mobile seul est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client des offres mobiles seuls.

ARPO fixe seul haut débit : le chiffre d'affaires moyen par client des offres fixes seuls (*Average Revenues Per Offer, ARPO*) de la période est calculé en divisant (i) le chiffre d'affaires des services fixes seuls haut débit vendus au détail (hors effet de l'étalement de la subvention des équipements relatif à la norme IFRS 15) sur la période considérée par (ii) la moyenne pondérée du nombre de clients des offres fixes seuls haut débit sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPO fixe seul haut débit est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par client des offres fixes seuls.

Autres achats externes : voir Achats externes.

Autres charges de réseau et charges informatiques : voir Achats externes.

Autres charges opérationnelles : voir Autres produits et charges opérationnels.

Autres produits et charges opérationnels : autres produits opérationnels nets des autres charges opérationnelles. Les autres produits et charges opérationnels comprennent :

- les **Autres produits opérationnels** : principalement le Produit Net Bancaire (PNB), les produits liés au recouvrement des créances clients, les locations de sites et franchises, les crédits d'impôts et subventions, les produits du service universel, les redevances de marque et rémunérations de gestion facturées à certaines entités non contrôlées, les refacturations liées aux partages de réseau, les produits reçus sur litiges, et les produits sur dommages aux lignes ;
- et les **Autres charges opérationnelles** : principalement les litiges, les dépréciations et pertes sur créances clients des activités télécoms, le coût du risque de crédit bancaire, les charges du service universel, le résultat de change opérationnel, et les coûts d'acquisition et d'intégration (voir note 5.2 de l'annexe aux comptes consolidés).

Autres produits opérationnels : voir Autres produits et charges opérationnels.

Autres revenus : voir Chiffre d'affaires.

CAPEX économiques : voir eCAPEX.

Cash-flow organique des activités télécoms : le cash-flow organique des activités télécoms correspond aux flux nets de trésorerie générés par l'activité, diminués (i) des remboursements des dettes locatives et des dettes sur actifs financés, et (ii) des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles, nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, (iii) hors licences de télécommunication décaissées et principaux litiges décaissés (et encaissés) (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés). Le cash-flow organique des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

Charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus : voir Achats externes.

Charges de personnel : salaires et charges (nets de la production immobilisée), charge de participation des salariés, et charge de rémunération en actions (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés).

Chiffre d'affaires : le chiffre d'affaires (voir note 1.1 de l'annexe aux comptes consolidés) comprend :

- les **Services convergents** : revenus des offres convergentes vendues au détail aux clients grand public, hors ventes d'équipements (voir cette définition). Une offre convergente est définie par la combinaison à minima d'un accès fixe haut débit (xDSL, FTTx, câble, 4G fixe) et d'un forfait mobile voix ;
- les **Services mobiles seuls** : revenus des offres mobiles (appels sortants principalement : voix, SMS et données) vendues au détail, hors services convergents et hors ventes d'équipements (voir ces définitions) ;
- les **Services fixes seuls** : chiffre d'affaires des services fixes vendus au détail, hors services convergents et hors ventes d'équipements (voir ces définitions). Il comprend (i) les services fixes bas débit (téléphonie fixe classique), (ii) les services fixes haut débit, et (iii) les solutions et réseaux d'entreprises (à l'exception de la France, pour lequel l'essentiel des solutions et réseaux d'entreprises est porté par le secteur Orange Business). Pour le secteur Orange Business, le chiffre d'affaires des services fixes seuls comprend les ventes d'équipements de réseau liées à l'exploitation des services de voix et de données ;
- les **Services d'intégration et des technologies de l'information** : revenus incluant les services de communication et de collaboration unifiés (*Local Area Network* et téléphonie, conseil, intégration, gestion de projet), les services d'hébergement et d'infrastructure (dont le *cloud computing*), les services applicatifs (gestion de la relation clients et autres services applicatifs), les services de sécurité, les offres de vidéoconférence, les services liés au *machine-to-machine* (hors connectivité) ainsi que les ventes d'équipements liées aux produits et services ci-dessus ;

- les **Services aux opérateurs** : revenus incluant (i) les services mobiles aux opérateurs, qui regroupent notamment le trafic mobile entrant, l'itinérance (*roaming*) visiteurs, le partage de réseaux, l'itinérance nationale et les opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO), (ii) les services fixes aux opérateurs, qui comprennent notamment l'interconnexion nationale, les services aux opérateurs internationaux, les services d'accès à haut et très haut débit (accès fibre, dégroupage de lignes téléphoniques, ventes d'accès xDSL), et la vente en gros de lignes téléphoniques, et (iii) les ventes d'équipements aux opérateurs ;
- les **Ventes d'équipements** : ventes d'équipements fixes et mobiles, à l'exception (i) des ventes d'équipements liées à la fourniture des services d'intégration et des technologies de l'information, (ii) des ventes d'équipements de réseau liées à l'exploitation des services de voix et de données du secteur Orange Business, (iii) des ventes d'équipements aux opérateurs, et (iv) des ventes d'équipements aux distributeurs externes et courtiers ;
- et les **Autres revenus** : revenus incluant notamment les ventes d'équipements aux distributeurs externes et courtiers, les revenus des portails, de la publicité en ligne et d'activités transverses du Groupe, et divers autres revenus.

Chiffre d'affaires des services de détail (B2C+B2B) : agrégation des revenus des Services convergents, des Services mobiles seuls, des Services fixes seuls et des Services d'intégration et des technologies de l'information (voir ces définitions). Le chiffre d'affaires des Services de détail (B2C+B2B) regroupe l'ensemble des revenus d'un périmètre donné hors chiffre d'affaires des Services aux opérateurs, Ventes d'équipements et Autres revenus (voir ces définitions).

Données à base comparable : des données à méthodes, périmètre et taux de change comparables sont présentées pour la période précédente (voir section 1.5.1 *Données à base comparable*). Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de la période écoulée et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent, dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le *Compte de résultat consolidé* de la période écoulée. Les variations en données à base comparable permettent de refléter l'évolution organique de l'activité. Les données à base comparable ne constituent pas des indicateurs financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

Données contributives : données après élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

Données historiques : données des périodes passées telles que publiées dans les comptes consolidés de la période actuelle.

Données sociales : données avant élimination des flux internes entre les périmètres considérés.

EBITDAaL ou "EBITDA after Leases" : résultat d'exploitation (i) avant dotations aux amortissements des actifs immobilisés, avant effets liés aux prises de contrôle, avant pertes de valeur des écarts d'acquisition et des actifs immobilisés, avant résultat des entités mises en équivalence, (ii) après charges d'intérêts sur dettes locatives et sur dettes liées aux actifs financés, et (iii) ajusté des effets des principaux litiges, des charges spécifiques de personnel, de la revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités, des coûts des programmes de restructuration, des coûts d'acquisition et d'intégration et, le cas échéant, d'autres éléments spécifiques systématiquement précisés, qu'il s'agisse de produits ou de charges (voir note 1 de l'annexe aux comptes consolidés). L'EBITDAaL ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

EBITDAaL – eCAPEX : EBITDAaL (voir cette définition) diminué des eCAPEX (voir cette définition). L'indicateur "EBITDAaL – eCAPEX" ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

eCAPEX ou "CAPEX économiques" : investissements incorporels et corporels hors licences de télécommunication et hors actifs financés, diminués du prix de cession des actifs immobilisés (voir note 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés). Les eCAPEX ne constituent pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

Endettement financier net : l'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent. Il correspond (i) aux passifs financiers hors dettes liées à l'exploitation (convertis en euros au cours de clôture) y compris dérivés (actifs et passifs), (ii) diminués des dépôts versés de *cash collateral*, des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur. Par ailleurs, les instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie, inclus dans l'endettement financier net, couvrent notamment des éléments qui n'y figurent pas comme les flux de trésorerie futurs. En conséquence, la part relative à ces instruments de couverture en vie enregistrée en autres éléments du résultat global est ajoutée à l'endettement financier brut pour neutraliser cette différence temporelle (voir note 10.3 de l'annexe aux comptes consolidés). L'endettement financier net ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

Free cash-flow all-in des activités télécoms : le free cash-flow all-in des activités télécoms correspond aux flux nets de trésorerie générés par l'activité, diminués (i) des acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles, nettes de la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations, (ii) des remboursements des dettes locatives et des dettes sur actifs financés, et (iii) des paiements des coupons sur titres subordonnés (voir note 1.7 de l'annexe aux comptes consolidés). Le free cash-flow all-in des activités télécoms ne constitue pas un indicateur financier défini par les normes IFRS et peut ne pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres groupes (voir section 1.5 *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

Impôts et taxes d'exploitation : impôts et taxes incluant notamment la Contribution Economique Territoriale (CET) et l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) en France, les redevances de fréquences et les taxes sur services de télécommunication.

Investissements financiers : les investissements financiers comprennent (i) les investissements dans les sociétés contrôlées (nets de la trésorerie acquise), (ii) les investissements dans les sociétés mises en équivalence, (iii) les acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur, et (iv) les variations des parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales.

Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) : nombre de personnes en activité le dernier jour de la période, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) : moyenne des effectifs en activité sur la période, au prorata de leur temps de travail, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

Salaires et charges : voir Charges de personnel.

Services aux opérateurs : voir Chiffre d'affaires.

Services convergents : voir Chiffre d'affaires.

Services d'intégration et des technologies de l'information : voir Chiffre d'affaires.

Services de détail (B2C+B2B) : voir Chiffre d'affaires des services de détail (B2C+B2B).

Services fixes seuls : voir Chiffre d'affaires.

Services mobiles seuls : voir Chiffre d'affaires.

Variation du besoin en fonds de roulement : la variation du besoin en fonds de roulement comprend :

- la **Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation**, qui comprend (i) la variation des stocks bruts, (ii) la variation des créances clients brutes, (iii) la variation des dettes de fournisseurs d'autres biens et services, et (iv) la variation des actifs et passifs de contrats clients ;
- et la **Variation du besoin en fonds de roulement hors exploitation**, qui comprend la variation des autres éléments d'actif et de passif (hors créances et dettes relatives aux impôts et taxes d'exploitation).

Ventes d'équipements : voir Chiffre d'affaires.

2. Comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre 2025

Etats de synthèse

Compte de résultat consolidé	43
Etat du résultat global consolidé	44
Etat consolidé de la situation financière	45
Tableau des variations des capitaux propres consolidés	47
Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global	48
Tableau des flux de trésorerie consolidés	49
Annexe des comptes consolidés	51

Notes annexes

Note 1 Informations sectorielles	51
1.1 Chiffre d'affaires sectoriel	51
1.2 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2025	53
1.3 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2024	55
1.4 Investissements sectoriels	57
1.5 Actifs sectoriels	59
1.6 Passifs sectoriels	61
1.7 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités des services financiers mobiles	63
Note 2 Base de préparation des états financiers consolidés	66
2.1 Base de préparation des informations financières	66
2.2 Recours à des estimations et au jugement	67
2.3 Nouvelles normes et interprétations appliquées au 1 ^{er} janvier 2025	67
Note 3 Résultat de cession et principales variations de périmètre	67
Note 4 Crédances clients	68
Note 5 Achats et autres charges	69
5.1 Achats externes	69
5.2 Autres charges opérationnelles	69
5.3 Coûts des restructurations	69
5.4 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs	70

Note 6 Charges de personnel	70
Note 7 Pertes de valeur	71
Note 8 Titres mis en équivalence	71
8.1 Variation des titres mis en équivalence	71
8.2 Principales données des entités mises en équivalence	72
8.3 Transactions avec les parties liées	72
Note 9 Impôts sur les sociétés	73
Note 10 Actifs, passifs et résultat financiers (activités télécoms)	73
10.1 Eléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms	73
10.2 Produits et charges relatifs aux actifs et passifs financiers	74
10.3 Endettement financier net	74
10.4 Principaux remboursements et émissions d'emprunts obligataires et bancaires	75
10.5 Actifs financiers	75
Note 11 Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers (activités télécoms)	76
11.1 Politique de gestion des risques	76
11.2 Évolution de la notation d'Orange	76
11.3 Ratios financiers	76
11.4 Niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers	76
Note 12 Capitaux propres	76
12.1 Capital	76
12.2 Actions propres	77
12.3 Distributions	77
12.4 Titres subordonnés	77
12.5 Ecarts de conversion	78
12.6 Participations ne donnant pas le contrôle	78
Note 13 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés	78
13.1 Litiges	78
13.2 Engagements contractuels non comptabilisés	79
13.3 Autres engagements non comptabilisés	79
Note 14 Evénements postérieurs à la clôture	80

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros, excepté les données relatives au résultat par action)	Note	30 juin 2025	30 juin 2024 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires		19 853	19 839
Achats externes	5.1	(7 978)	(8 112)
Autres produits opérationnels		411	466
Autres charges opérationnelles	5.2	(203)	(255)
Charges de personnel ⁽²⁾	6	(5 926)	(4 354)
Impôts et taxes d'exploitation		(1 207)	(1 166)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	3	41	(140)
Coûts des restructurations ⁽²⁾	5.3	(163)	(108)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés		(3 241)	(3 102)
Dotations aux amortissements des actifs financés		(58)	(77)
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation		(713)	(689)
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	7	-	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés		(6)	(13)
Pertes de valeur des droits d'utilisation		(37)	(34)
Résultat des entités mises en équivalence	8	(88)	(222)
Résultat d'exploitation		685	2 032
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés		(527)	(499)
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés		(6)	(8)
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net		146	180
Gains (pertes) de change		(11)	(38)
Intérêts sur dettes locatives		(123)	(125)
Autres produits et charges financiers		(61)	(38)
Résultat financier⁽²⁾	10.2	(582)	(528)
Impôts sur les sociétés ⁽²⁾	9	(250)	(620)
Résultat net des activités poursuivies		(147)	884
Résultat net des activités cédées⁽³⁾		43	209
Résultat net de l'ensemble consolidé		(105)	1 092
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		(398)	824
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		294	268

(1) Les données du 30 juin 2024 tiennent compte de l'application d'IFRS 5 dans le cadre de l'opération de rapprochement d'Orange Espagne et MásMóvil.

(2) Intègre en 2025, l'effet de l'accord GEPP signé le 10 février 2025 (Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels) pour un montant total de (1 272) millions d'euros, dont (1 602) millions d'euros en charges de personnel, (91) millions d'euros en coûts des restructurations, (21) millions d'euros en résultat financier et 443 millions d'euros en impôts sur les sociétés (voir notes 5 et 6).

(3) En 2025, le produit de 43 millions d'euros correspond à l'ajustement de prix post-clôture venant réduire la moins-value comptabilisée en 2024 au titre de la perte de contrôle exclusif d'Orange Espagne et ses filiales.

Résultat par action (en euros) attribuable aux propriétaires de la société mère

Résultat net des activités poursuivies			
• de base		(0,20)	0,20
• dilué		(0,20)	0,20
Résultat net des activités cédées			
• de base		0,02	0,08
• dilué		0,02	0,08
Résultat net⁽¹⁾			
• de base		(0,19)	0,28
• dilué		(0,19)	0,28

(1) En 2025, hors effet de l'accord GEPP, le résultat par action de base et dilué s'élèvent à 0,29 euro (dont 0,27 euro relatif aux activités poursuivies et 0,02 euro relatif aux activités cédées).

Etat du résultat global consolidé

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2025	30 juin 2024 ⁽¹⁾
Résultat net de l'ensemble consolidé		(105)	1 092
Réévaluation du passif net des régimes à prestations définies		24	32
Titres à la juste valeur		(7)	15
Impôt sur les éléments non recyclables		(8)	(9)
Eléments non recyclables du résultat global des MEE		1	0
Eléments non recyclables en résultat (a)		10	38
Titres à la juste valeur		1	(0)
Couverture de flux de trésorerie	10.2	97	(60)
Ecarts de conversion	12.5	(293)	(109)
Impôt sur les éléments recyclables ou recyclés		(26)	10
Eléments recyclables ou recyclés du résultat global des MEE		(24)	15
Eléments recyclables ou recyclés en résultat (b)		(246)	(144)
Autres éléments du résultat global des activités poursuivies (a) + (b)		(236)	(106)
Eléments non recyclables en résultat (c)		-	(7)
Eléments recyclables ou recyclés en résultat (d)		-	1
Autres éléments du résultat global des activités cédées (c) + (d)		-	(7)
Autres éléments du résultat global de l'ensemble consolidé (a) + (b) + (c) + (d)		(236)	(113)
Résultat global consolidé		(340)	979
Résultat global attribuable aux propriétaires de la société mère		(555)	696
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		215	283

MEE : Entités mises en équivalence

(1) Les données du 30 juin 2024 tiennent compte de l'application d'IFRS 5 dans le cadre de l'opération de rapprochement d'Orange Espagne et MásMóvil.

Etat consolidé de la situation financière

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2025	31 décembre 2024
Actif			
Ecarts d'acquisition		21 056	21 100
Autres immobilisations incorporelles		12 448	12 456
Immobilisations corporelles		30 361	30 421
Droits d'utilisation		7 193	7 096
Titres mis en équivalence	8	3 912	3 979
Actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers			
Mobiles		5	245
Actifs financiers non courants	10.1	1 338	1 270
Dérivés actifs non courants	10.1	444	917
Autres actifs non courants		197	172
Impôts différés actifs		812	522
Total de l'actif non courant		77 768	78 179
Stocks		810	791
Créances clients	4	5 391	5 838
Autres actifs de contrats clients		1 594	1 630
Actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles		62	343
Actifs financiers courants	10.1	2 982	3 063
Dérivés actifs courants	10.1	135	109
Autres actifs courants		3 097	3 199
Impôts et taxes d'exploitation		1 229	1 261
Impôts sur les sociétés		137	188
Charges constatées d'avance		877	507
Disponibilités et quasi-disponibilités	10.1	7 540	8 766
Total de l'actif courant		23 853	25 695
Total de l'actif		101 621	103 874

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2025	31 décembre 2024
Passif			
Capital social	12.1	10 640	10 640
Prime d'émission et réserve légale		16 859	16 859
Titres subordonnés	12.4	4 500	4 950
Réserves		(2 581)	(676)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		29 418	31 773
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	12.6	3 204	3 388
Total capitaux propres	12	32 622	35 162
Passifs financiers non courants	10.1	28 797	28 981
Dérivés passifs non courants	10.1	221	231
Dettes locatives non courantes		6 087	5 992
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes		1 066	1 084
Passifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers			
Mobiles		-	12
Avantages du personnel non courants		3 690	2 274
Provisions pour démantèlement non courantes		847	767
Provisions pour restructuration non courantes		198	99
Autres passifs non courants		323	333
Impôts différés passifs		999	1 032
Total des passifs non courants		42 228	40 805
Passifs financiers courants	10.1	5 369	6 033
Dérivés passifs courants	10.1	92	55
Dettes locatives courantes		1 421	1 374
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes		2 311	2 373
Dettes fournisseurs sur autres biens et services		6 808	6 448
Passifs de contrats clients		2 465	2 426
Passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers			
Mobiles		29	625
Avantages du personnel courants		2 284	2 475
Provisions pour démantèlement courantes		27	33
Provisions pour restructuration courantes		169	231
Autres passifs courants		3 550	3 725
Impôts et taxes d'exploitation		1 712	1 444
Impôts sur les sociétés		440	555
Produits constatés d'avance		92	110
Total des passifs courants		26 770	27 908
Total du passif et des capitaux propres		101 621	103 874

Tableau des variations des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Note	Attribuables aux propriétaires de la société mère							Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle			Total capitaux propres
		Nombre d'actions émises	Capital social	Prime d'émission et réserve légale	Titres subordonnés	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	
Solde au 1^{er} janvier 2024		2 660 056 599	10 640	16 859	4 950	61	(686)	31 825	3 043	230	3 274	35 098
Résultat global consolidé		-	-	-	-	824	(128)	696	268	15	283	979
Rémunération en actions		-	-	-	-	6	-	6	1	-	1	7
Rachat d'actions propres		-	-	-	-	(9)	-	(9)	-	-	-	(9)
Distribution de dividendes		-	-	-	-	(1 117)	-	(1 117)	(386)	-	(386)	(1 503)
Emissions et rachats de titres subordonnés		-	-	-	0	(4)	-	(4)	-	-	-	(4)
Rémunération des titres subordonnés		-	-	-	-	(97)	-	(97)	-	-	-	(97)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	72	-	72	(86)	-	(86)	(14)
Variation des parts d'intérêts avec prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	8	-	8	(0)	-	(0)	8
Autres mouvements		-	-	-	-	22	-	22	(0)	-	(0)	22
Solde au 30 juin 2024		2 660 056 599	10 640	16 859	4 950	(234)	(814)	31 401	2 839	245	3 085	34 486
Résultat global consolidé		-	-	-	-	1 526	(265)	1 260	284	35	319	1 580
Rémunération en actions		-	-	-	-	9	-	9	3	-	3	11
Rachat d'actions propres		-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1
Distribution de dividendes		-	-	-	-	(797)	-	(797)	(10)	-	(10)	(807)
Emissions et rachats de titres subordonnés		-	-	-	-	(0)	-	(0)	-	-	-	(0)
Rémunération des titres subordonnés		-	-	-	-	(67)	-	(67)	-	-	-	(67)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	3	-	3	(10)	-	(10)	(7)
Variation des parts d'intérêts avec prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	(7)	-	(7)	0	-	0	(7)
Autres mouvements		-	-	-	-	(29)	-	(29)	1	-	1	(28)
Solde au 31 décembre 2024		2 660 056 599	10 640	16 859	4 950	403	(1 079)	31 773	3 107	280	3 388	35 162
Résultat global consolidé		-	-	-	-	(398)	(157)	(555)	294	(79)	215	(340)
Rémunération en actions		-	-	-	-	5	-	5	1	-	1	6
Rachat d'actions propres	12.2	-	-	-	-	(11)	-	(11)	-	-	-	(11)
Distribution de dividendes	12.3	-	-	-	-	(1 196)	-	(1 196)	(410)	-	(410)	(1 606)
Emissions et rachats de titres subordonnés	12.4	-	-	-	(450)	(26)	-	(476)	-	-	-	(476)
Rémunération des titres subordonnés	12.4	-	-	-	-	(132)	-	(132)	-	-	-	(132)
Variation des parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	3	1	4	6	0	6	10
Variation des parts d'intérêts avec prise/perte de contrôle des filiales		-	-	-	-	1	0	1	1	0	1	2
Autres mouvements		-	-	-	-	6	0	6	19	(16)	3	9
Solde au 30 juin 2025		2 660 056 599	10 640	16 859	4 500	(1 346)	(1 235)	29 418	3 018	185	3 204	32 622

Détail des variations des capitaux propres liées aux autres éléments du résultat global

(en millions d'euros)	Attribuables aux propriétaires de la société mère						Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle						Total autres éléments du résultat global		
	Titres à la juste valeur	Instruments financiers de couverture	Ecarts de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés	Autres éléments du résultat global des MEE	Total	Titres à la juste valeur	Instruments financiers de couverture	Ecarts de conversion	Gains et pertes actuariels	Impôts différés	Autres éléments du résultat global des MEE		
Solde au 1^{er} janvier 2024	(28)	233	(526)	(426)	65	(3)	(686)	(4)	10	240	(21)	1	3	230	(456)
Variation	19	(52)	(131)	18	4	14	(128)	(0)	(8)	22	(1)	1	2	15	(113)
Solde au 30 juin 2024	(9)	181	(657)	(408)	70	11	(814)	(4)	2	262	(23)	2	5	245	(569)
Variation	(12)	(272)	42	(55)	82	(50)	(265)	0	3	33	(1)	1	(1)	35	(230)
Solde au 31 décembre 2024	(21)	(91)	(615)	(463)	152	(39)	(1 079)	(4)	5	296	(24)	3	4	280	(799)
Variation ⁽¹⁾	(5)	98	(212)	8	(29)	(16)	(156)	0	(5)	(87)	0	1	(5)	(95)	(251)
Solde au 30 juin 2025	(26)	7	(827)	(455)	123	(55)	(1 235)	(4)	0	208	(23)	4	(1)	185	(1 050)

MEE : Entités mises en équivalence

(1) Au 30 juin 2025, inclut une variation de 94 millions d'euros au titre des instruments financiers de couverture (dont 104 millions d'euros sur les couvertures principalement liés la remontée des taux euro par rapport aux taux long terme américain et britannique), et des écarts de conversion de (299) millions d'euros principalement liés à la dépréciation du franc guinéen, du dinar jordanien, du dollar américain et de la livre égyptienne.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2025	30 juin 2024
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net de l'ensemble consolidé		(105)	1 092
Eléments non monétaires et reclassements de présentation		7 398	6 564
Impôts et taxes d'exploitation		1 207	958
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités		(41)	295
Autres gains et pertes		(55)	(28)
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés		3 241	3 273
Dotations aux amortissements des actifs financés		58	77
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation		713	720
Dotations (reprises) des provisions		1 315	(173)
Pertes de valeur des actifs immobilisés		6	13
Pertes de valeur des droits d'utilisation		37	34
Résultat des entités mises en équivalence		88	222
Ecarts de change nets et instruments dérivés opérationnels		(8)	(1)
Résultat financier		582	543
Impôts sur les sociétés		250	624
Rémunération en actions		6	7
Variations du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles ⁽¹⁾		(531)	(1 007)
Diminution (augmentation) des stocks bruts		(32)	72
Diminution (augmentation) des créances clients brutes		140	(240)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services		495	236
Variation des actifs et passifs de contrats clients		60	46
Variation des autres éléments d'actif et de passif ⁽²⁾		(1 194)	(1 121)
Autres décaissements nets		(2 052)	(1 933)
Impôts et taxes d'exploitation décaissés		(908)	(901)
Dividendes encaissés		5	3
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net ⁽³⁾		(510)	(524)
Impôts sur les sociétés décaissés		(640)	(511)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (a)		4 710	4 716
<i>Dont activités cédées</i>		-	105
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽⁴⁾		(3 462)	(3 406)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽⁵⁾		(3 539)	(3 211)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations		(40)	(394)
Avances sur subventions d'investissement		(13)	63
Cessions des immobilisations corporelles et incorporelles		130	136
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise		(3)	(3)
Investissements dans les sociétés mises en équivalence		(11)	(52)
Acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur		(15)	(16)
Cessions de titres de participation nettes de la trésorerie cédée		60	4 392
Perte de contrôle exclusif d'Orange Espagne et ses filiales		16	4 425
Cession d'OCS et d'Orange Studio		-	(68)
Autres		45	35
Cessions de titres de participation évalués à la juste valeur		24	33
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers		767	(161)
Placements à la juste valeur, hors quasi-disponibilités		273	(705)
Cession des portefeuilles de crédits d'Orange Bank en Espagne		-	556
Portefeuilles de placements d'Orange Bank		218,319	-
Autres		276,110	(12)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement (b)		(2 640)	787
<i>Dont activités cédées</i>		-	(166)

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2025	30 juin 2024
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Emissions d'emprunts moyen et long terme	10.4	1 567	324
Remboursements d'emprunts moyen et long terme ⁽⁶⁾	10.4	(1 584)	(940)
Remboursements des dettes locatives		(701)	(734)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme		(20)	(450)
Diminution (augmentation) des dépôts et autres actifs financiers liés à la dette		(433)	230
Dont variation nette des dépôts de <i>cash collateral</i>		(414)	250
Effet change des dérivés net		(8)	(1)
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés	12.4	(476)	(4)
Coupons sur titres subordonnés	12.4	(132)	(107)
Cessions (rachats) d'actions propres		(11)	(9)
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle		1	2
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales		13	(14)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	12.3	(1 196)	(1 117)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	12.6	(241)	(213)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (c)		(3 223)	(3 034)
<i>Dont activités cédées</i>		-	26
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)		(1 152)	2 469
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités			
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture		8 766	5 618
Dont disponibilités et quasi-disponibilités des activités poursuivies		8 766	5 582
Dont disponibilités et quasi-disponibilités des activités cédées		-	35
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités		(1 152)	2 469
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités		(74)	61
Dont incidence des variations des taux de change et autres impacts non monétaires		(74)	61
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture		7 540	8 148
Dont disponibilités et quasi-disponibilités des activités poursuivies		7 540	8 148
Dont disponibilités et quasi-disponibilités des activités cédées		-	-

(1) Les activités bancaires opérationnelles comprennent principalement les opérations avec la clientèle et les établissements de crédit. Elles sont présentées en variation des autres éléments d'actif et de passif.

(2) Hors créances, dettes d'impôts et taxes d'exploitation.

(3) Dont intérêts décaissés sur les dettes locatives pour (124) millions d'euros au 30 juin 2025 et (120) millions d'euros au 30 juin 2024.

(4) Dont licences de télécommunications décaissées pour (402) millions d'euros au 30 juin 2025 et (177) millions d'euros au 30 juin 2024.

(5) Les investissements d'actifs financés d'un montant de 16 millions d'euros au 30 juin 2025 et de 56 millions d'euros au 30 juin 2024 sont sans effet sur le tableau des flux de trésorerie lors de l'acquisition.

(6) Dont décaissements sur dettes liées aux actifs financés pour (46) millions d'euros au 30 juin 2025 et (72) millions d'euros au 30 juin 2024.

Annexe des comptes consolidés

Note 1 Informations sectorielles

1.1 Chiffre d'affaires sectoriel

(en millions d'euros)	Activités poursuivies			
	France	Europe ⁽⁶⁾	Afrique et Moyen-Orient	Orange Business ⁽¹⁾
30 juin 2025				
Chiffre d'affaires	8 569	3 495	4 140	3 691
Services convergents	2 668	745	-	-
Services mobiles seuls	1 146	1 086	3 187	347
Services fixes seuls	1 795 ⁽⁴⁾	490	526	1 388 ⁽⁵⁾
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	247	58	1 850
Services aux opérateurs (<i>Wholesale</i>)	2 024	398	301	9
Ventes d'équipements	600	471	47	98
Autres revenus	337	59	22	-
<i>Externe</i>	8 242	3 464	4 092	3 542
<i>Inter-secteurs</i>	327	32	47	150
30 juin 2024				
Chiffre d'affaires	8 736	3 468	3 742	3 919
Services convergents	2 601	699	-	-
Services mobiles seuls	1 176	1 082	2 872	352
Services fixes seuls	1 842 ⁽⁴⁾	496	464	1 502 ⁽⁵⁾
Services d'intégration et des technologies de l'information	-	226	37	1 914
Services aux opérateurs (<i>Wholesale</i>)	2 146	408	302	20
Ventes d'équipements	621	482	46	131
Autres revenus	351	75	20	-
<i>Externe</i>	8 420	3 431	3 676	3 749
<i>Inter-secteurs</i>	316	37	65	170

(1) Dont, à fin juin 2025, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 418 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 782 millions d'euros et dans les autres pays pour 491 millions d'euros.

Dont, à fin juin 2024, chiffre d'affaires réalisé en France pour 2 553 millions d'euros, dans les autres pays européens pour 859 millions d'euros et dans les autres pays pour 507 millions d'euros.

(2) Dont, à fin juin 2025, chiffre d'affaires réalisé en France pour 260 millions d'euros et en Espagne pour 103 millions d'euros.

Dont, à fin juin 2024, chiffre d'affaires réalisé en France pour 248 millions d'euros et en Espagne pour 100 millions d'euros.

(3) Dont chiffre d'affaires réalisé en France pour 490 millions d'euros à fin juin 2025 et 560 millions d'euros à fin juin 2024.

(4) Dont, à fin juin 2025, 1 545 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services fixes seuls haut débit et 250 millions d'euros au titre des services fixes seuls bas débit.

Dont, à fin juin 2024, 1 532 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services fixes seuls haut débit et 309 millions d'euros au titre des services fixes seuls bas débit.

(5) Dont, à fin juin 2025, 1 044 millions d'euros au titre des services de données et 344 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services de voix.

Dont, à fin juin 2024, 1 107 millions d'euros au titre des services de données et 396 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre des services de voix.

(6) Le secteur Europe inclut l'ensemble des autres pays d'Europe, dont principalement la Pologne, la Belgique, la Roumanie, et la Slovaquie. La participation d'Orange dans la co-entreprise MásOrange, ainsi que le résultat de cette entité mise en équivalence à partir du 26 mars 2024, sont également présentés dans le secteur Europe.

Activités poursuivies							Activités cédées
Totem ⁽²⁾	Opérateurs Internationaux et Services Partagés ⁽³⁾	Eliminations	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange	Espagne
363	595	(998)	19 855	-	(2)	19 853	-
-	-	-	3 412	-	-	3 412	-
-	-	(22)	5 744	-	(0)	5 743	-
-	-	(45)	4 153	-	(0)	4 153	-
-	-	(90)	2 065	-	(2)	2 063	-
363	392	(695)	2 790	-	-	2 790	-
-	-	(2)	1 214	-	(0)	1 214	-
-	204	(144)	478	-	(0)	478	-
155	358	-	19 853	-	-	19 853	-
208	237	(998)	2	-	(2)	-	-
<hr/>							
349	662	(1 033)	19 841	-	(3)	19 839	1 149
-	-	-	3 300	-	-	3 300	479
-	-	(22)	5 460	-	(0)	5 460	198
-	-	(48)	4 256	-	(0)	4 256	116
-	-	(93)	2 084	-	(2)	2 082	16
349	428	(725)	2 928	-	-	2 928	161
-	-	(3)	1 277	-	(0)	1 277	178
-	234	(143)	536	-	(0)	536	1
141	421	-	19 839	-	-	19 839	1 141
208	241	(1 033)	3	-	(3)	-	8

1.2 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2025

(en millions d'euros)	Activités poursuivies				
	France	Europe ⁽⁵⁾	Afrique et Moyen-Orient	Orange Business	Totem
Chiffre d'affaires	8 569	3 495	4 140	3 691	363
Achats externes	(3 429)	(1 937)	(1 591)	(1 980)	(74)
Autres produits opérationnels	572	191	71	105	0
Autres charges opérationnelles	(250)	(100)	(160)	(294)	(1)
Charges de personnel	(1 659)	(468)	(326)	(1 152)	(8)
Impôts et taxes d'exploitation	(637)	(57)	(424)	(37)	(3)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des actifs financés	(58)	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(179)	(115)	(111)	(69)	(83)
Pertes de valeur des droits d'utilisation	-	-	-	-	-
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	(6)	-	-	-	-
Intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	(38)	(24)	(27)	(6)	(11)
EBITDAaL	2 883	986	1 573	258	182
Principaux litiges	(1)	(11)	-	-	-
Charges spécifiques de personnel ⁽⁴⁾	(1 098)	-	-	(191)	(0)
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	16	23	2	(0)	-
Coûts des programmes de restructuration	(60)	(5)	(13)	(15)	-
Coûts d'acquisition et d'intégration	-	(1)	-	-	-
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(1 592)	(679)	(563)	(163)	(68)
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(1)	(1)	(1)	-	-
Résultat des entités mises en équivalence	(17)	(69)	4	(4)	-
<i>Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés⁽²⁾</i>	6	-	-	-	-
<i>Neutralisation des intérêts sur dettes locatives⁽²⁾</i>	38	24	27	6	11
Résultat d'exploitation	175	268	1 028	(110)	125
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés					
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾					
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net					
Gain (perte) de change					
Intérêts sur les dettes locatives ⁽²⁾					
Autres produits et charges financiers					
Résultat financier					
Impôt sur les sociétés					
Résultat net des activités poursuivies					
Résultat net des activités cédées					
Résultat net de l'ensemble consolidé					

(1) Le produit net bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est présenté au sein des autres produits opérationnels et s'élève à 4 millions d'euros à fin juin 2025. Le coût du risque est intégré aux autres charges opérationnelles et s'élève à (1) million d'euros à fin juin 2025.

(2) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiées dans l'information sectorielle aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au compte de résultat consolidé. Les intérêts sur les dettes liées aux actifs financés et sur les dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés d'Orange.

(3) En 2025, le produit de 43 millions d'euros correspond à l'ajustement de prix post-clôture venant réduire la moins-value comptabilisée en 2024 au titre de la perte de contrôle exclusif d'Orange Espagne et ses filiales.

(4) Intègre en 2025, l'effet de l'accord GEPP signé le 10 février 2025 (Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels) pour un montant total de (1 610) millions d'euros.

(5) Le secteur Europe inclut l'ensemble des autres pays d'Europe, dont principalement la Pologne, la Belgique, la Roumanie, et la Slovaquie. La participation d'Orange dans la co-entreprise MásOrange, ainsi que le résultat de cette entité mise en équivalence à partir du 26 mars 2024, sont également présentés dans le secteur Europe.

Opérateurs Internationaux et Services Partagés	Eliminations activités télécoms	Total activités télécoms	Activités poursuivies				Activités cédées
			Services Financiers Mobiles ⁽¹⁾	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Total	Ajustements de présentation ⁽²⁾	
595	(998)	19 855	-	(2)	19 853	-	19 853
(828)	1 876	(7 963)	(19)	3	(7 980)	1	(7 978)
988	(1 523)	404	8	(1)	411	-	411
(28)	646	(186)	(1)	0	(187)	(16)	(203)
(682)	-	(4 295)	(18)	-	(4 314)	(1 612)	(5 926)
(46)	-	(1 205)	(1)	-	(1 206)	(1)	(1 207)
-	-	-	-	-	-	41	41
-	-	-	-	-	-	(163)	(163)
-	-	(58)	-	-	(58)	-	(58)
(157)	-	(714)	(1)	-	(715)	2	(713)
-	-	-	-	-	-	(37)	(37)
-	-	(6)	-	-	(6)	6	n/a
(16)	-	(123)	(0)	-	(123)	123	n/a
(174)	-	5 709	(33)	(1)	5 675	(1 655)	n/a
-	-	(12)	-	-	(12)	12	n/a
(330)	-	(1 620)	(0)	-	(1 620)	1 620	n/a
5	-	45	(4)	-	41	(41)	n/a
(90)	-	(183)	(5)	-	(188)	188	n/a
(5)	-	(6)	-	-	(6)	6	n/a
(170)	-	(3 236)	(5)	-	(3 241)	-	(3 241)
-	-	-	-	-	-	-	-
(3)	-	(6)	(0)	-	(6)	-	(6)
(2)	-	(88)	-	-	(88)	-	(88)
-	-	6	-	-	6	(6)	n/a
16	-	123	0	-	123	(123)	n/a
(754)	-	732	(47)	(1)	685	-	685
						(527)	-
						(6)	-
						146	-
						(11)	-
						(123)	-
						(61)	-
						(582)	-
						(250)	-
						(147)	-
					43	-	43 ⁽³⁾
							(105)

1.3 Du chiffre d'affaires sectoriel au résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2024

(en millions d'euros)	Activités poursuivies				
	France	Europe ⁽³⁾	Afrique et Moyen-Orient	Orange Business	Totem
Chiffre d'affaires	8 736	3 468	3 742	3 919	349
Achats externes	(3 562)	(1 943)	(1 441)	(2 153)	(67)
Autres produits opérationnels	587	188	57	105	0
Autres charges opérationnelles	(277)	(100)	(122)	(288)	(1)
Charges de personnel	(1 695)	(454)	(314)	(1 184)	(9)
Impôts et taxes d'exploitation	(646)	(64)	(365)	(39)	(2)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	-	-	-	-	-
Coûts des restructurations	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des actifs financés	(77)	-	-	-	-
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	(146)	(114)	(103)	(75)	(78)
Pertes de valeur des droits d'utilisation	-	-	-	(1)	-
Intérêts sur dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾	(8)	-	-	-	-
Intérêts sur dettes locatives ⁽²⁾	(39)	(26)	(29)	(7)	(8)
EBITDAaL	2 872	956	1 425	277	185
Principaux litiges	23	-	-	-	-
Charges spécifiques de personnel	(4)	-	-	(1)	(0)
Revue du portefeuille d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	13	15	(2)	0	-
Coûts des programmes de restructuration	(0)	(18)	(1)	(7)	-
Coûts d'acquisition et d'intégration	-	(4)	-	-	-
Dotations aux amortissements des actifs immobilisés	(1 530)	(654)	(513)	(168)	(64)
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-
Pertes de valeur des actifs immobilisés	(2)	(2)	(3)	0	-
Résultat des entités mises en équivalence	(13)	(211)	8	(3)	-
<i>Neutralisation des intérêts sur dettes liées aux actifs financés⁽²⁾</i>	8	-	-	-	-
<i>Neutralisation des intérêts sur dettes locatives⁽²⁾</i>	39	26	29	7	8
Résultat d'exploitation	1 406	107	943	105	129
Coût de l'endettement financier brut hors actifs financés					
Intérêts sur les dettes liées aux actifs financés ⁽²⁾					
Produits et charges sur actifs constitutifs de l'endettement net					
Gains (pertes) de change					
Intérêts sur les dettes locatives ⁽²⁾					
Autres produits et charges financiers					
Résultat financier					
Impôts sur les sociétés					
Résultat net des activités poursuivies					
Résultat net des activités cédées					
Résultat net de l'ensemble consolidé					

(1) Le produit net bancaire (PNB) des Services Financiers Mobiles est présenté au sein des autres produits opérationnels et s'élève à 34 millions d'euros à fin juin 2024. Le coût du risque est intégré aux autres charges opérationnelles et s'élève à (9) millions d'euros à fin juin 2024.

(2) Les ajustements de présentation permettent de réaffecter les lignes d'éléments spécifiques identifiés dans l'information sectorielle aux lignes de produits et charges d'exploitation présentées au compte de résultat consolidé. Les intérêts sur les dettes liées aux actifs financés et sur les dettes locatives sont inclus dans l'EBITDAaL sectoriel. Ils sont neutralisés au sein du résultat d'exploitation sectoriel et présentés au sein du résultat financier dans les comptes consolidés d'Orange. La contribution d'Orange Espagne et ses filiales au résultat net consolidé de la période de 364 millions d'euros est présentée sur la ligne « résultat net des activités cédées » et détaillée dans la colonne « Activités cédées ».

(3) Le secteur Europe inclut l'ensemble des autres pays d'Europe, dont principalement la Pologne, la Belgique, la Roumanie, et la Slovaquie. La participation d'Orange dans la co-entreprise MásOrange, ainsi que le résultat de cette entité mise en équivalence à partir du 26 mars 2024, sont également présentés dans le secteur Europe.

Opérateurs Internationaux et Services Partagés	Eliminations activités télécoms	Total activités télécoms	Activités poursuivies				Activités cédées	
			Services Financiers Mobiles ⁽¹⁾	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Total	Ajustements de présentation ⁽²⁾	Comptes consolidés Orange	
662	(1 033)	19 841	-	(3)	19 839	-	19 839	1 149
(862)	1 966	(8 062)	(51)	3	(8 110)	(2)	(8 112)	(683)
1 013	(1 546)	404	36	(0)	440	26	466	21
(65)	614	(239)	(8)	0	(247)	(8)	(255)	(37)
(654)	-	(4 310)	(36)	-	(4 346)	(8)	(4 354)	(71)
(47)	-	(1 163)	(1)	-	(1 164)	(2)	(1 166)	(31)
-	-	-	-	-	-	(140)	(140)	(0)
-	-	-	-	-	-	(108)	(108)	-
-	-	(77)	-	-	(77)	-	(77)	-
(171)	-	(688)	(2)	-	(690)	0	(689)	(31)
-	-	(1)	-	-	(1)	(34)	(34)	-
-	-	(8)	-	-	(8)	8	n/a	-
(17)	-	(125)	(0)	-	(125)	125	n/a	(12)
(142)	-	5 573	(62)	-	5 511	(143)	n/a	305
-	-	23	-	-	23	(23)	n/a	239
(2)	-	(7)	(0)	-	(7)	7	n/a	-
(160)	-	(133)	(6)	-	(140)	140	n/a	(0)
(57)	-	(83)	(60)	-	(143)	143	n/a	(2)
(6)	-	(10)	-	-	(10)	10	n/a	-
(167)	-	(3 096)	(6)	-	(3 102)	-	(3 102)	(172)
-	-	-	-	-	-	-	-	-
0	-	(7)	(5)	-	(13)	-	(13)	-
(3)	-	(222)	-	-	(222)	-	(222)	-
-	-	8	-	-	8	(8)	n/a	-
17	-	125	0	-	125	(125)	n/a	12
(519)	-	2 172	(140)	-	2 032	-	2 032	383
						(499)	(499)	(2)
						(8)	(8)	-
						180	180	-
						(38)	(38)	-
						(125)	(125)	(12)
						(38)	(38)	(0)
						(528)	(528)	(15)
						(620)	(620)	(4)
						884	884	n/a
						(156)	364	209
								364
							1 092	

1.4 Investissements sectoriels

(en millions d'euros)	France	Europe			Total
		Espagne ⁽⁶⁾	Autres pays d'Europe	Eliminations Europe	
30 juin 2025					
eCapex	1 418	-	522	-	522
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés	110	-	12	-	12
Licences de télécommunication	30	-	196	-	196
Actifs financés	16	-	-	-	-
Total investissements incorporels et corporels⁽⁴⁾	1 574	-	730	-	730
30 juin 2024					
eCapex	1 445	166	506	-	672
Neutralisation du prix de cession des actifs immobilisés	69	-	30	-	30
Licences de télécommunication	-	2	0	-	2
Actifs financés	56	-	-	-	-
Total investissements incorporels et corporels⁽⁵⁾	1 571	168	537	-	704

(1) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 124 millions d'euros à fin juin 2025 et pour 111 millions d'euros à fin juin 2024.

(2) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 53 millions d'euros à fin juin 2025 et pour 52 millions d'euros à fin juin 2024.

(3) Dont investissements corporels et incorporels réalisés en France pour 81 millions d'euros à fin juin 2025 et pour 90 millions d'euros à fin juin 2024.

(4) Dont 1 083 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 2 471 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

(5) Dont 693 millions d'euros au titre des autres immobilisations incorporelles et 2 574 millions d'euros au titre des immobilisations corporelles.

(6) Comprend la contribution d'Orange Espagne et ses filiales du 1^{er} janvier jusqu'au 25 mars 2024.

Afrique et Moyen-Orient	Orange Business ⁽¹⁾	Totem ⁽²⁾	Opérateurs internationaux et Services partagés ⁽³⁾	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
774	159	71	77	-	3 021	1	-	3 023
4	0	-	5	-	131	0	-	131
159	-	-	-	-	386	-	-	386
-	-	-	-	-	16	-	-	16
937	159	71	83	-	3 554	1	-	3 555
692	138	64	75	-	3 087	0	-	3 087
2	0	-	19	-	121	-	-	121
1	-	-	-	-	4	-	-	4
-	-	-	-	-	56	-	-	56
696	138	64	94	-	3 267	0	-	3 267

1.5 Actifs sectoriels

(en millions d'euros)	France	Europe ⁽⁵⁾	Afrique et Moyen-Orient	Orange Business
30 juin 2025				
Ecarts d'acquisition	13 176	2 566	1 395	2 285
Autres immobilisations incorporelles	3 624	2 807	1 705	605 ⁽²⁾
Immobilisations corporelles	17 377	5 749	4 943	328 ⁽²⁾
Droits d'utilisation	2 662	1 045	706	298
Titres mis en équivalence	949	2 843	81	33
Eléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	11	79	23	33
Total de l'actif non courant	37 798	15 089	8 853	3 581
Stocks	436	174	142	44
Créances clients	1 480	1 345	1 166	1 247
Autres actifs de contrats clients	353	476	8	757
Charges constatées d'avance	84	122	332	176
Eléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	755	157	2 815 ⁽¹⁾	271
Total de l'actif courant	3 107	2 274	4 464	2 494
Total de l'actif	40 905	17 362	13 316	6 075

(en millions d'euros)	France	Europe ⁽⁵⁾	Afrique et Moyen-Orient	Orange Business
31 décembre 2024				
Ecarts d'acquisition	13 176	2 568	1 431	2 292
Autres immobilisations incorporelles	3 730	2 704	1 715	593 ⁽²⁾
Immobilisations corporelles	17 444	5 710	4 869	358 ⁽²⁾
Droits d'utilisation	2 468	1 031	719	354
Titres mis en équivalence	943	2 930	90	12
Eléments de l'actif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	10	38	28	34
Total de l'actif non courant	37 771	14 981	8 851	3 642
Stocks	403	181	129	50
Créances clients	1 857	1 420	1 134	1 239
Autres actifs de contrats clients	368	489	9	763
Charges constatées d'avance	65	100	180	108
Eléments de l'actif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	974	128	2 617 ⁽¹⁾	265
Total de l'actif courant	3 667	2 318	4 070	2 425
Total de l'actif	41 438	17 299	12 921	6 067

(1) Dont 2 060 millions d'euros d'actifs courants liés au cantonnement de monnaie électronique au 30 juin 2025 et 1 923 millions d'euros au 31 décembre 2024.

(2) Dont immobilisations incorporelles et corporelles rattachées à la zone géographique France pour 600 millions d'euros au 30 juin 2025 et 586 millions d'euros au 31 décembre 2024.

(3) Dont immobilisations incorporelles et corporelles rattachées à la zone géographique France pour 863 millions d'euros au 30 juin 2025 et 859 millions d'euros au 31 décembre 2024.

(4) Dont immobilisations incorporelles et corporelles rattachées à la zone géographique France pour 1 445 millions d'euros au 30 juin 2025 et 1 525 millions d'euros au 31 décembre 2024. Les immobilisations incorporelles incluent la marque Orange pour 3 133 millions d'euros.

(5) Le secteur Europe inclut l'ensemble des autres pays d'Europe, dont principalement la Pologne, la Belgique, la Roumanie, et la Slovaquie. La participation d'Orange dans la co-entreprise MásOrange, ainsi que le résultat de cette entité mise en équivalence à partir du 26 mars 2024, sont également présentés dans le secteur Europe.

Totem	Opérateurs internationaux et Services partagés	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
1 624	11	-	21 056	-	-	21 056
9 ⁽³⁾	3 699 ⁽⁴⁾	-	12 447	1	-	12 448
1 049 ⁽³⁾	913 ⁽⁴⁾	(0)	30 359	2	-	30 361
819	1 663	(0)	7 192	1	-	7 193
-	6	0	3 912	-	-	3 912
-	-	509	509	-	-	509
5	18	2 109	2 277	39	(27)	2 289
3 505	6 309	2 618	77 753	43	(27)	77 768
-	14	-	810	0	-	810
185	1 236	(1 272)	5 387	5	(1)	5 391
-	-	-	1 594	-	-	1 594
46	125	(11)	874	4	(1)	877
-	-	10 602	10 602	-	-	10 602
19	656	(218)	4 455	335	(211)	4 579
250	2 032	9 102	23 722	344	(214)	23 853
3 755	8 341	11 720	101 475	387	(241)	101 621

Totem	Opérateurs internationaux et Services partagés	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
1 624	11	-	21 100	-	-	21 100
9 ⁽³⁾	3 702 ⁽⁴⁾	-	12 454	3	-	12 456
1 045 ⁽³⁾	991 ⁽⁴⁾	(0)	30 417	5	-	30 421
766	1 746	-	7 084	12	-	7 096
-	4	-	3 979	-	-	3 979
-	-	942	942	-	-	942
5	19	1 781	1 914	298	(27)	2 185
3 449	6 473	2 722	77 889	317	(27)	78 179
-	28	-	791	0	-	791
175	1 268	(1 262)	5 831	8	0	5 838
-	-	-	1 630	-	-	1 630
37	36	(21)	504	3	(0)	507
-	-	11 580	11 580	-	-	11 580
39	447	174	4 644	815	(109)	5 349
250	1 779	10 471	24 979	825	(109)	25 695
3 699	8 251	13 193	102 868	1 142	(136)	103 874

1.6 Passifs sectoriels

(en millions d'euros)	France	Europe ⁽²⁾	Afrique et Moyen-Orient	Orange Business
30 juin 2025				
Capitaux propres				
Dettes locatives non courantes	2 373	878	597	211
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	531	424	111	-
Avantages du personnel non courants	2 197	25	103	330
Eléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	418	404	173	12
Total des passifs non courants	5 518	1 730	984	553
Dettes locatives courantes	349	226	183	114
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 134	324	717	63
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 900	1 091	1 909	1 048
Passifs de contrats clients	655	515	103	974
Avantages du personnel courants	1 043	149	127	502
Produits constatés d'avance	-	23	51	7
Eléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	1 004	656	3 207 ⁽¹⁾	376
Total des passifs courants	7 084	2 984	6 297	3 086
Total du passif et des capitaux propres	12 602	4 713	7 281	3 639

(en millions d'euros)	France	Europe ⁽²⁾	Afrique et Moyen-Orient	Orange Business
31 décembre 2024				
Capitaux propres				
Dettes locatives non courantes	2 223	870	556	260
Dettes fournisseurs d'immobilisations non courantes	558	405	121	-
Avantages du personnel non courants	1 223	24	105	193
Eléments du passif non courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	316	335	169	12
Total des passifs non courants	4 319	1 635	951	465
Dettes locatives courantes	297	217	239	118
Dettes fournisseurs d'immobilisations courantes	1 155	462	620	56
Dettes fournisseurs sur autres biens et services	2 874	1 057	1 677	982
Passifs de contrats clients	647	529	78	970
Avantages du personnel courants	1 268	167	112	491
Produits constatés d'avance	(0)	23	63	9
Eléments du passif courant contribuant à l'endettement financier net	-	-	-	-
Autres	1 121	401	2 859 ⁽¹⁾	381
Total des passifs courants	7 362	2 856	5 649	3 007
Total du passif et des capitaux propres	11 681	4 491	6 601	3 472

(1) Dont 2 060 millions d'euros de passifs courants liés au cantonnement de monnaie électronique au 30 juin 2025 et 1 923 millions d'euros au 31 décembre 2024.

(2) Le secteur Europe inclut l'ensemble des autres pays d'Europe, dont principalement la Pologne, la Belgique, la Roumanie, et la Slovaquie. La participation d'Orange dans la co-entreprise MásOrange, ainsi que le résultat de cette entité mise en équivalence à partir du 26 mars 2024, sont également présentés dans le secteur Europe.

Totem	Opérateurs internationaux et Services partagés	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
-	-	33 955	33 955	(1 333)	-	32 622
614	1 411	(0)	6 084	4	-	6 087
-	-	-	1 066	-	-	1 066
4	1 028	0	3 685	4	-	3 690
-	-	29 019	29 019	-	-	29 019
179	68	1 083	2 337	58	(27)	2 367
796	2 507	30 102	42 190	66	(27)	42 228
157	391	-	1 420	2	-	1 421
20	53	(0)	2 311	-	-	2 311
259	852	(1 272)	6 787	22	(1)	6 808
22	207	(10)	2 465	1	(1)	2 465
4	448	(0)	2 274	10	-	2 284
-	12	(0)	92	-	-	92
-	-	5 672	5 672	-	(211)	5 461
12	509	(1 456)	4 308	1 620	(1)	5 926
474	2 471	2 934	25 329	1 655	(214)	26 770
1 271	4 979	66 991	101 475	387	(241)	101 621

Totem	Opérateurs internationaux et Services partagés	Eliminations activités télécoms et non alloués	Total activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
-	-	36 440	36 440	(1 279)	-	35 162
573	1 496	-	5 978	14	-	5 992
-	-	-	1 084	-	-	1 084
3	721	-	2 270	5	-	2 274
-	-	29 207	29 207	-	-	29 207
177	51	1 121	2 181	94	(27)	2 248
753	2 268	30 328	40 720	113	(27)	40 805
156	342	-	1 370	4	-	1 374
25	55	(0)	2 373	-	-	2 373
312	769	(1 262)	6 408	40	0	6 448
14	208	(21)	2 425	1	(0)	2 426
6	412	(0)	2 457	18	-	2 475
-	14	(0)	110	1	-	110
-	-	6 197	6 197	-	(109)	6 089
10	606	(1 008)	4 369	2 245	(0)	6 613
523	2 405	3 906	25 709	2 308	(109)	27 908
1 276	4 674	70 674	102 869	1 142	(136)	103 874

1.7 Tableau simplifié des flux de trésorerie des activités des télécoms et des activités des services financiers mobiles

(en millions d'euros)

	30 juin 2025			
	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net de l'ensemble consolidé	(51)	(54)	-	(105)
Eléments non monétaires et reclassements de présentation	7 411	(12)	(1)	7 398
Variation du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles	119	(651)	-	(531)
Diminution (augmentation) des stocks bruts	(32)	0	-	(32)
Diminution (augmentation) des créances clients brutes	136	2	2	140
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services	514	(17)	(2)	495
Variation des actifs et passifs de contrats clients	61	-	(1)	60
Variation des autres éléments d'actif et de passif	(559)	(636)	1	(1 194)
Autres décaissements nets	(2 055)	2	1	(2 052)
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	(909)	1	-	(908)
Dividendes encaissés	5	-	-	5
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net	(511) ⁽¹⁾	0	1	(510)
Impôts sur les sociétés décaissés	(640)	0	-	(640)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (a)	5 425⁽²⁾	(715)	-	4 710
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement				
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽³⁾	(3 461)	(1)	-	(3 462)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽⁴⁾	(3 538)	(1)	-	(3 539)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	(40)	-	-	(40)
Avance sur subventions d'investissement	(13)	-	-	(13)
Cessions des immobilisations corporelles et incorporelles	130	0	-	130
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise	(3)	-	-	(3)
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	(11)	-	-	(11)
Acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur	(15)	-	-	(15)
Cessions de titres de participation nettes de la trésorerie cédée	60	-	-	60
Cessions de titres de participation évalués à la juste valeur	24	-	-	24
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers	211	454	102	767
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement (b)	(3 194)	453	102	(2 640)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
<i>Flux des activités opérationnelles de financement</i>				
Emissions d'emprunts moyen et long terme	1 566	1	-	1 567
Remboursements d'emprunts moyen et long terme ⁽⁵⁾	(1 584)	-	-	(1 584)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	93	(11)	(102)	(20)
Diminution (augmentation) des dépôts et autres actifs financiers liés à la dette	(434)	1	-	(433)
Effet change des dérivés net	(8)	-	-	(8)
<i>Autres flux</i>				
Remboursements des dettes locatives	(700)	(2)	-	(701)
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés	(476)	-	-	(476)
Coupons sur titres subordonnés	(132)	-	-	(132)
Cessions (rachats) d'actions propres	(11)	-	-	(11)
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle	1	-	-	1
Variations de capital - activités Télécoms / Services Financiers Mobiles	-	-	-	-
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	13	-	-	13
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(1 196)	-	-	(1 196)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(241)	-	-	(241)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (c)	(3 111)	(10)	(102)	(3 223)

(en millions d'euros)

30 juin 2025

	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités				
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	8 434	331	-	8 766
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)	(880)	(272)	-	(1 152)
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	(74)	-	-	(74)
Dont incidence des variations des taux de change et autres impacts non monétaires	(74)	-	-	(74)
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	7 480	59	-	7 540

(en millions d'euros)

30 juin 2024

	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 219	(127)	-	1 092
Eléments non monétaires et reclassements de présentation	6 525	39	0	6 564
Variation du besoin en fonds de roulement et activités bancaires opérationnelles	(363)	(644)	(0)	(1 007)
Diminution (augmentation) des stocks bruts	72	(0)	-	72
Diminution (augmentation) des créances clients brutes	(179)	1	(63)	(240)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs sur autres biens et services	202	(29)	63	236
Variation des actifs et passifs de contrats clients	46	-	(0)	46
Variation des autres éléments d'actif et de passif	(505)	(616)	-	(1 121)
Autres décaissements nets	(1 929)	(4)	(0)	(1 933)
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	(899)	(2)	-	(901)
Dividendes encaissés	3	-	-	3
Intérêts décaissés nets et effet taux des dérivés net	(522) ⁽¹⁾	(2)	(0)	(524)
Impôts sur les sociétés décaissés	(511)	0	-	(511)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (a)	5 452⁽²⁾	(736)	-	4 716
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement				
Acquisitions et cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽³⁾	(3 403)	(3)	-	(3 406)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ⁽⁴⁾	(3 211)	(0)	-	(3 211)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	(391)	(3)	-	(394)
Avances sur subventions d'investissement	63	-	-	63
Cessions des immobilisations corporelles et incorporelles	136	-	-	136
Investissements dans les sociétés contrôlées nets de la trésorerie acquise	(3)	-	-	(3)
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	(52)	-	-	(52)
Acquisitions de titres de participation évalués à la juste valeur	(16)	-	-	(16)
Cessions de titres de participation nettes de la trésorerie cédée	4 392	-	-	4 392
Cessions de titres de participation évalués à la juste valeur	33	-	-	33
Autres diminutions (augmentations) des placements et autres actifs financiers	(732)	569	1	(161)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement (b)	219	566	1	787
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
<i>Flux des activités opérationnelles de financement</i>				
Emissions d'emprunts moyen et long terme	324	-	-	324
Remboursements d'emprunts moyen et long terme ⁽⁵⁾	(940)	-	-	(940)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	(302)	(147)	(1)	(450)
Diminution (augmentation) des dépôts et autres actifs financiers liés à la dette	230	0	-	230
Effet change des dérivés net	(1)	-	-	(1)
<i>Autres flux</i>				
Remboursements des dettes locatives	(732)	(2)	-	(734)
Emissions (rachats) et autres frais sur titres subordonnés	(4)	-	-	(4)
Coupons sur titres subordonnés	(107)	-	-	(107)
Cessions (rachats) d'actions propres	(9)	-	-	(9)
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle	2	-	-	2
Variations de capital - activités Télécoms / Services Financiers Mobiles ⁽⁶⁾	(250)	250	-	-
Variations des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales	(14)	-	-	(14)
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	(1 117)	-	-	(1 117)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(213)	-	-	(213)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (c)	(3 134)	101	(1)	(3 034)

(en millions d'euros)

	30 juin 2024			
	Activités télécoms	Services Financiers Mobiles	Eliminations activités télécoms / services financiers mobiles	Comptes consolidés Orange
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités				
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	5 504	113	-	5 618
Variation monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités (a) + (b) + (c)	2 538	(69)	-	2 469
Variation non monétaire des disponibilités et quasi-disponibilités	61	(0)	-	61
Dont incidence des variations des taux de change et autres impacts non monétaires	61	(0)	-	61
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	8 103	45	-	8 148

- (1) Dont intérêts décaissés sur les dettes locatives pour (124) millions d'euros au 30 juin 2025 et (120) millions d'euros au 30 juin 2024 et intérêts décaissés des dettes sur actifs financés pour (6) millions d'euros au 30 juin 2025 et (8) millions d'euros au 30 juin 2024.
- (2) Dont principaux litiges (décaissés) et encaissés pour (50) millions d'euros au 30 juin 2025 et (15) millions d'euros au 30 juin 2024.
- (3) Dont licences de télécommunications décaissées pour (402) millions d'euros au 30 juin 2025 et (177) millions d'euros au 30 juin 2024.
- (4) Les investissements d'actifs financés pour un montant de 16 millions d'euros au 30 juin 2025 et 56 millions d'euros au 30 juin 2024 sont sans effet sur le tableau de flux de trésorerie lors de l'acquisition.
- (5) Dont décaissements au titre des dettes liées aux actifs financés de (46) millions d'euros au 30 juin 2025 et de (72) millions d'euros au 30 juin 2024.
- (6) Correspond à l'augmentation de capital de 250 millions d'euros d'Orange Bank souscrite par le groupe Orange au 30 juin 2024.

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre le flux net de trésorerie généré par les activités télécoms tel que présenté dans le tableau simplifié des flux de trésorerie et le *cash-flow* organique des activités télécoms.

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024
Flux net de trésorerie généré par l'activité (activités télécoms)	5 425	5 452
Acquisitions (cessions) d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 461)	(3 403)
Remboursements des dettes locatives	(700)	(732)
Remboursements des dettes sur actifs financés	(46)	(72)
Neutralisation des licences de télécommunications décaissées	402	177
Neutralisation des principaux litiges décaissés ou encaissés	50	15
Cash-flow organique des activités télécoms	1 670	1 437

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation entre le flux net de trésorerie généré par les activités télécoms tel que présenté dans le tableau simplifié des flux de trésorerie et le *free cash-flow all-in* des activités télécoms.

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024
Flux net de trésorerie généré par l'activité (activités télécoms)	5 425	5 452
Acquisitions (cessions) d'immobilisations incorporelles et corporelles	(3 461)	(3 403)
<i>dont licences de télécommunications décaissées⁽¹⁾</i>	(402)	(177)
Remboursements des dettes locatives	(700)	(732)
Remboursements des dettes sur actifs financés	(46)	(72)
Paiement des coupons sur titres subordonnés	(132)	(107)
Free cash-flow all-in des activités télécoms	1 086	1 138

(1) Dont licences de télécommunication décaissées de (172) millions d'euros en Pologne et (156) millions d'euros en Egypte en 2025, contre (73) millions d'euros en Pologne et (69) millions d'euros en Jordanie en 2024.

Note 2 Base de préparation des états financiers consolidés

Cette note décrit l'évolution des principes comptables appliqués par Orange (« le Groupe ») pour l'arrêté intermédiaire au 30 juin 2025 depuis l'établissement de ses comptes consolidés au titre de l'exercice 2024.

2.1 Base de préparation des informations financières

Les comptes consolidés résumés du premier semestre 2025 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration du 28 juillet 2025.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, ces comptes sont établis en conformité avec la norme comptable internationale IAS 34 « Information financière intermédiaire », telle qu'adoptée par l'Union européenne et publiée par l'IASB (*International Accounting Standards Board*).

Les comptes semestriels sont établis suivant les mêmes principes que les comptes annuels, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34 et de l'application de nouvelles normes mentionnées en note 2.3.

Les données sont présentées sur la base de données en millions d'euros, sans décimale. Les arrondis au million d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

Sur les périodes présentées, les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB, à l'exception des textes en cours d'adoption, ce qui est sans effet sur les comptes du Groupe. Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

En l'absence d'une norme ou interprétation applicable à une transaction spécifique ou un événement, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres ;
- soient prudents ; et
- soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

2.2 Recours à des estimations et au jugement

La direction d'Orange exerce son jugement pour définir le traitement comptable de certaines transactions et procède à des estimations dans la mesure où de nombreux éléments inclus dans les états financiers ne peuvent pas être précisément évalués ou lorsque les normes et interprétations en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées. La direction révise ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou d'un surcroît d'expérience ou par suite de nouvelles informations pouvant être liées à des évolutions significatives du contexte macro-économique. La direction reste vigilante aux conséquences éventuelles de l'évolution du contexte macro-économique sur son activité ou à l'évaluation des actifs et passifs composant son bilan.

2.3 Nouvelles normes et interprétations appliquées au 1^{er} janvier 2025

Est décrit ci-après l'amendement de norme dont la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2025.

2.3.1 Amendement IAS 21 : Absence de convertibilité

L'amendement de la norme précise dans quelles situations une monnaie est convertible et clarifie comment déterminer le cours de change en l'absence de convertibilité. Cet amendement n'a pas abouti à l'identification d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

Note 3 Résultat de cession et principales variations de périmètre

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024
Résultat de cession des actifs immobilisés	28	40
<i>dont prix de cession des immobilisations</i>	131	121
<i>dont valeur nette comptable des immobilisations cédées</i>	(103)	(81)
Résultat de cession de titres et d'activités	13	(180)
<i>dont moins-value issue de la cession d'OCS et d'Orange Studio</i>	-	(174)
Résultat de cession d'actifs immobilisés, de titres et d'activités	41	(140)

Au 30 juin 2025, les variations de périmètre ne sont pas significatives.

Note 4 Créesances clients

(en millions d'euros)	30 juin 2025	31 décembre 2024
Valeur brute des créances clients	6 393	6 875
Dépréciations sur créances clients	(1 001)	(1 036)
Valeur nette des créances clients	5 391	5 838

(en millions d'euros)	30 juin 2025	31 décembre 2024
Valeur nette des créances clients - en début de période	5 838	6 013
Variations liées à l'activité	(352)	463
Variations de périmètre ⁽¹⁾	(7)	(724)
Ecarts de conversion	(60)	(19)
Reclassements et autres	(28)	105
Valeur nette des créances clients - en fin de période	5 391	5 838

(1) En 2024, les variations de périmètre comprenaient principalement la perte du contrôle exclusif d'Orange Espagne et ses filiales pour (715) millions d'euros.

(en millions d'euros)	30 juin 2025		31 décembre 2024	
	Brut	Dépréciations	Net	Net
Créesances clients non échues	3 734	(141)	3 593	3 935
Créesances clients échues	2 659	(860)	1 798	1 903
Créesances clients, dépréciées sur la base de l'ancienneté	2 083	(767)	1 316	1 460
Créesances clients, dépréciées sur la base d'autres critères	576	(93)	482	443
Créesances clients	6 393	(1 001)	5 391	5 838
Dont part à court terme	6 039	(990)	5 049	5 492
Dont part à long terme ⁽¹⁾	353	(11)	342	347

(1) Comprend les créances de terminaux mobiles sur vente à paiement différé dont l'échéance est au-delà de 12 mois ainsi que les créances issues des offres de location-financement d'équipements aux entreprises.

Le Groupe a apprécié le risque de non-recouvrement des créances clients au 30 juin 2025 et a comptabilisé des dépréciations de créances clients pour un montant de (114) millions d'euros sur la période au compte de résultat (contre (121) millions d'euros au 30 juin 2024).

De manière inchangée par rapport au 31 décembre 2024, Orange considère que la concentration du risque de contrepartie lié aux comptes clients est limitée du fait du grand nombre de clients, de leur diversité (résidentiels, professionnels et grandes entreprises), de leur appartenance à des secteurs divers de l'économie et de leur dispersion géographique en France et à l'étranger.

Le tableau ci-dessous présente une analyse de la variation de la dépréciation sur créances clients dans l'état de la situation financière pour les activités télécoms :

(en millions d'euros)	30 juin 2025	31 décembre 2024
Dépréciations sur créances clients - en début de période	(1 036)	(1 058)
Dotations nettes comptabilisées au résultat	(114)	(254)
Pertes réalisées sur créances clients	133	218
Variations de périmètre ⁽¹⁾	5	57
Ecarts de conversion	11	(0)
Reclassements et autres	(0)	(0)
Dépréciations sur créances clients - en fin de période	(1 001)	(1 036)

(1) En 2024, les variations de périmètre comprenaient principalement la perte du contrôle exclusif d'Orange Espagne et ses filiales pour 55 millions d'euros.

Programmes de cession de créances

Orange a mis en place des programmes de cession sans recours de ses créances à paiements étaillés dans plusieurs pays. Celles-ci ne sont plus inscrites au bilan. Les créances cédées s'élèvent à environ 140 millions d'euros au premier semestre 2025 (contre environ 313 millions d'euros au 30 juin 2024 et 430 millions d'euros au 31 décembre 2024) et concernent principalement la Pologne, la France et la Roumanie. Au premier semestre 2024, l'Espagne était le principal contributeur jusqu'à la date de perte de contrôle exclusif le 26 mars 2024 avec 162 millions d'euros.

Note 5 Achats et autres charges

5.1 Achats externes

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024
Charges commerciales, coûts d'équipements et de contenus	(3 134)	(3 148)
<i>dont coûts des terminaux et autres équipements vendus</i>	(1 860)	(1 913)
<i>dont dépenses de publicité, promotion, sponsoring et rebranding</i>	(333)	(352)
Achats et reversements aux opérateurs	(1 547)	(1 558)
<i>dont coûts d'interconnexion</i>	(823)	(880)
Autres charges de réseau, charges informatiques	(1 957)	(1 963)
Autres achats externes	(1 340)	(1 442)
<i>dont coût de construction de réseau pour revente à autrui</i>	(487)	(521)
<i>dont frais généraux</i>	(607)	(646)
Total achats externes⁽¹⁾	(7 978)	(8 112)

(1) Les achats d'énergie, dont la principale composante est l'électricité, représentent (453) millions d'euros en 2025 et (490) millions d'euros en 2024.

5.2 Autres charges opérationnelles

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024
Litiges	(17)	(79)
Dépréciations et pertes sur créances clients - activités télécoms	(114)	(113)
Coût du risque de crédit bancaire	(4)	(14)
Coûts d'acquisition et d'intégration	(5)	(6)
Charges du service universel	(26)	(14)
Résultat de change opérationnel	2	4
Autres charges	(39)	(32)
Total autres charges opérationnelles	(203)	(255)

Les dépréciations et pertes sur créances clients des activités télécoms sont détaillées en note 4.

Les paiements relatifs à certains litiges sont enregistrés directement en autres charges opérationnelles. Les principaux litiges du Groupe sont décrits en note 13.1.

5.3 Coûts des restructurations

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024
Accord GEPP - Dispositif congé mobilité	(91)	-
Coûts liés au plan d'arrêt de l'activité d'Orange Bank	(9)	(56)
Coûts liés au plan d'Orange Business	(20)	(7)
Autres programmes de restructuration	(43)	(46)
<i>dont plans de départs des salariés</i>	(17)	(13)
<i>dont immobilier</i>	(15)	(20)
Total coûts des restructurations	(163)	(108)

Accord de Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP)

Le groupe Orange a signé un accord sur la Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) le 10 février 2025. Cet accord vise à accompagner l'évolution des métiers et des compétences au sein du Groupe en France. Ce dernier prévoit ainsi un congé mobilité ainsi que la reconduction du dispositif de Temps Partiel Senior (TPS) (dont les détails sont présentés dans la note 6).

Le dispositif congé mobilité a conduit à la comptabilisation d'une provision de 91 millions d'euros en coûts des restructurations au 30 juin 2025, pour un nombre estimé de bénéficiaires d'environ 400 personnes. L'évaluation de l'engagement est sensible à la population éligible et au taux d'entrée dans le dispositif qui est estimé à environ 4 %.

Ce dispositif est proposé par Orange pour accompagner les salariés occupant des métiers sur une activité en décroissance et ayant un projet professionnel externe. L'adhésion se fait sur la base du volontariat et s'adresse aux salariés de droit privé titulaires d'un CDI, ayant au moins 10 ans d'ancienneté dans le Groupe et à plus de 5 ans du départ de la retraite à taux plein. La rémunération proposée s'élève à 80 % pendant la période du congé dont la durée est de 12 mois minimum et de 15 mois maximum.

Fin des activités d'Orange Bank

Conformément au plan de désengagement des activités bancaires en Europe et après avoir cédé ses portefeuilles de crédits en France et en Espagne en 2024, Orange Bank a cédé l'essentiel de ses portefeuilles de placements, non arrivés à échéance, au cours du premier semestre 2025 pour un montant total de 171 millions d'euros. La moins-value dégagée par cette cession est non significative.

L'ensemble des comptes de la clientèle d'Orange Bank en France et en Espagne avait été clôturé au 31 décembre 2024. Le 17 juin 2025, Orange Bank a reçu de la Banque centrale européenne la décision de retrait d'agrément avec conditions. Cette étape a permis le versement à la Caisse des Dépôts et Consignations de l'essentiel des dépôts non réclamés par les clients à fin juin et ouvre la voie au retrait final de l'agrément d'ici la fin de l'année 2025. L'ensemble des dépôts collectés auprès de la plateforme internet Raisin (plateforme référençant des placements auxquels les épargnants peuvent souscrire en ligne) a été remboursé par anticipation.

5.4 Gestion du besoin en fonds de roulement – dettes fournisseurs

Extension des délais de règlement de fournisseurs

Le groupe Orange a mis en place des programmes d'affacturage inversé (« *reverse factoring* ») dans lesquels les fournisseurs peuvent céder leurs créances à des établissements financiers externes. Ces programmes offrent la possibilité :

- pour les fournisseurs concernés de bénéficier d'un paiement anticipé en contrepartie d'un escompte ;
- et pour le groupe Orange de bénéficier d'un allongement du délai de paiement accordé par les établissements financiers qui peut aller jusqu'à 120 jours au-delà du délai contractuel.

Au 30 juin 2025, le Groupe est engagé dans plusieurs programmes d'affacturage inversé.

Le principal programme correspond à un partenariat avec la banque Société Générale Factoring en France et permet aux fournisseurs d'anticiper l'encaissement de leurs factures et/ou pour Orange d'étendre le délai de paiement habituel de 45 à 60 jours des fournisseurs (en allongeant le délai contractuel jusqu'à 120 jours). Le plafond d'encours autorisé de ce programme est de 700 millions d'euros au 30 juin 2025. Au 30 juin 2025, le montant de l'utilisation du programme d'extension de délai de paiement est de 302 millions d'euros (338 millions d'euros au 30 juin 2024 et 317 millions d'euros au 31 décembre 2024), et le montant de l'utilisation du programme de paiement par anticipation par les fournisseurs est de 74 millions d'euros, sans impact sur les besoins en fonds de roulement d'Orange (82 millions d'euros au 30 juin 2024 et 61 millions d'euros au 31 décembre 2024).

Note 6 Charges de personnel

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024
Salaires et charges	(5 844)	(4 274)
<i>dont traitements et salaires, charges sociales</i>	(4 120)	(4 110)
<i>dont accords Temps Partiel Seniors</i>	(1 620)	3
<i>dont production immobilisée</i>	377	369
<i>dont autres charges de personnel</i>	(482)	(536)
Participation	(65)	(72)
Rémunerations en actions	(16)	(8)
Total charges de personnel en résultat d'exploitation	(5 926)	(4 354)

Accords Temps Partiel Seniors

Le groupe Orange a signé un accord sur la Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) le 10 février 2025. Cet accord vise à accompagner l'évolution des métiers et des compétences au sein du Groupe en France. Ce dernier prévoit notamment la reconduction du dispositif de Temps Partiel Seniors (TPS) ainsi qu'un congé mobilité (dont les détails sont présentés en note 5.3).

Ce nouveau dispositif de Temps Partiel Seniors a conduit à la comptabilisation d'une provision de 1 610 millions d'euros en charges de personnel au 30 juin 2025. Le nombre estimé de bénéficiaires s'élève à environ 6 400 salariés. L'évaluation de l'engagement de TPS est sensible à la population éligible et au taux d'entrée dans le dispositif qui est estimé à environ 70 %.

Ce nouvel accord de Temps Partiel Seniors s'adresse aux fonctionnaires et contractuels des entités françaises éligibles à une retraite au plus tard au 1^{er} janvier 2034 et ayant une ancienneté minimum de 15 ans dans le Groupe. L'entrée dans le dispositif est possible du 1^{er} janvier 2025 au 1^{er} janvier 2029, et s'étend sur une durée de 18 mois minimum et de 5 ans maximum.

Il offre la possibilité de travailler à 50 % tout en bénéficiant :

- d'une rémunération de base de 70 %, puis 65 % d'un temps plein ;
- d'une validation retraite (part patronale et part salariale) sur une base 100 % durant la période du dispositif ;
- d'une rémunération plancher.

Par ailleurs, les bénéficiaires placent une partie de leur sur-rémunération (10 % ou 15 %) sur un Compte Épargne Temps (CET), abondé par le Groupe. Le CET ainsi constitué permet de réduire la période de temps travaillé.

Note 7 Pertes de valeur

Le Groupe réalise des tests de perte de valeur annuellement et à chaque fois que des indices de perte de valeur sont identifiés.

Lors d'identification d'indices de pertes de valeur, une révision des trajectoires de flux de trésorerie retenues et de l'évolution des paramètres financiers est réalisée par rapport à la fin de l'année précédente pour les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) dont les pertes de valeur sont susceptibles d'avoir un effet matériel sur les comptes consolidés du Groupe.

L'évolution du contexte économique et financier, les différentes capacités de résistance des acteurs du marché des télécommunications face à la dégradation des environnements économiques locaux, la baisse des capitalisations boursières des opérateurs de télécommunications, et les niveaux de performance économique constituent des indicateurs de dépréciation potentielle.

Ces éléments pris en compte par le Groupe au 30 juin 2025 restent inchangés par rapport à ceux décrits au 31 décembre 2024.

Au 30 juin 2025

Au 30 juin 2025, la revue des indices de perte de valeur n'a pas conduit le Groupe à comptabiliser de perte de valeur.

Au 30 juin 2024

Au 30 juin 2024, la revue des indices de perte de valeur n'avait pas conduit le Groupe à comptabiliser de perte de valeur.

Note 8 Titres mis en équivalence

8.1 Variation des titres mis en équivalence

Le tableau ci-dessous présente la valeur des principaux titres mis en équivalence :

Société (en millions d'euros)	Principale activité	Principal co-actionnaire	% d'intérêt	30 juin 2025	31 décembre 2024
Entités sous contrôle conjoint					
MásOrange	Opérateur de télécommunications en Espagne	Lorca (50%)	50%	2 510	2 556
Orange Concessions et ses filiales	Exploitation / maintenance des Réseaux d'Initiative Publique	Consortium HIN (50%)	50%	905	925
Światłowód Inwestycje Sp. z o.o. (FiberCo en Pologne)	Construction / exploitation en Pologne	APG Group (50%)	50% ⁽¹⁾	354	367
Mauritius Telecom et ses filiales	Opérateur de télécommunications à Maurice	Etat Mauricien (34%)	40%	53	58
Autres				44	20
Entités sous influence notable					
Orange Tunisie	Opérateur de télécommunications en Tunisie	Investec (51%)	49%	27	31
Savoie connectée	Opérateur d'infrastructures réseau de fibre optique	XPFibre.Co (70%)	30%	10	11
IRISnet	Opérateur de télécommunications en Belgique	Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (MRBC) (53%)	20%	7	7
Autres				3	3
Total titres mis en équivalence				3 912	3 979

(1) Correspond au pourcentage d'intérêt d'Orange Polska dans Światłowód Inwestycje Sp. z o.o. (FiberCo en Pologne).

La variation des titres mis en équivalence est la suivante :

(en millions d'euros)	30 juin 2025	31 décembre 2024
Titres mis en équivalence - en début de période	3 979	1 491
Dividendes	(9)	(7)
Quote-part du résultat net	(88)	(348)
<i>dont MásOrange</i>	(68)	(255)
<i>dont Orange Concessions</i>	(16)	(78)
Variation des autres éléments du résultat global	(24)	(35)
Variations de périmètre ⁽¹⁾	27	2 839
Variations de capital	30	61
Ecarts de conversion	(3)	7
Reclassements et autres	-	(28)
Titres mis en équivalence - en fin de période	3 912	3 979

(1) Le 26 mars 2024, création de la co-entreprise MásOrange détenue à 50 % par Orange résultant de l'opération de rapprochement des activités d'Orange Espagne et MásMóvil.

8.2 Principales données des entités mises en équivalence

Les principales données relatives à MásOrange, Orange Concessions et Światłowód Inwestycje Sp. z o.o. (FiberCo en Pologne) sont les suivantes (sur une base à 100 %) :

(en millions d'euros)	30 juin 2025			31 décembre 2024		
	MásOrange	Orange Concessions	Światłowód Inwestycje Sp. z o.o.	MásOrange	Orange Concessions	Światłowód Inwestycje Sp. z o.o.
Actif						
Actifs non courants	22 850	3 371	813	22 879	3 393	795
<i>dont écarts d'acquisition</i>	6 972	1 061	-	6 917	1 071	-
<i>dont autres immobilisations incorporelles</i>	7 624	2 223	0	7 732	2 232	0
<i>dont immobilisations corporelles</i>	6 087	12	754	6 356	11	702
Actifs courants	2 214	316	208	1 829	347	183
<i>dont disponibilités et quasi-disponibilités</i>	126	52	4	96	73	6
Actifs destinés à être cédés	-	-	-	143	-	-
Total de l'actif	25 064	3 687	1 021	24 852	3 740	978
Passif						
Capitaux propres	5 019	1 766	342	5 112	1 809	370
Passifs non courants	14 649	1 511	612	14 721	1 498	524
<i>dont passifs financiers non courants</i>	10 805	806	583	11 071	805	500
Passifs courants	5 395	410	66	5 019	434	84
<i>dont passifs financiers courants</i>	1 823	0	6	1 558	0	1
Total du passif et des capitaux propres	25 064	3 687	1 021	24 852	3 740	978
<i>dont passifs financiers</i>	12 628	807	589	12 629	805	501
Compte de résultat						
Chiffre d'affaires	3 777	217	45	5 562	486	69
Résultat d'exploitation	322	(23)	(3)	130	(55)	(6)
Résultat financier	(492)	(13)	(0)	(825)	(19)	(24)
Impôts sur les sociétés	35	5	1	186	13	6
Résultat net	(135)	(32)	(2)	(510)	(61)⁽¹⁾	(24)

(1) Le résultat net est présenté avant la perte de valeur comptabilisée sur l'exercice.

8.3 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions entre le Groupe et les parties liées sont essentiellement composées des transactions avec les sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence dont notamment MásOrange, Orange Concessions et Światłowód Inwestycje Sp. z o.o. (FiberCo en Pologne).

Note 9 Impôts sur les sociétés

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024
Total Impôts sur les sociétés	(250)	(620)
Impôt exigible	(605)	(589)
Impôt différé	356	(31)

Au 30 juin 2025, la charge d'impôt sur les sociétés intègre :

- un produit d'impôt différé de 443 millions d'euros en lien avec l'accord GEPP en France (Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels) signé le 10 février 2025 (voir notes 5 et 6) ;
- une charge supplémentaire de (42) millions d'euros liée à la surtaxe exceptionnelle suite à la Loi de Finances 2025.

Recouvrabilité des impôts différés actifs

A chaque clôture, le Groupe procède à une revue de la valeur recouvrable des impôts différés actifs. La recouvrabilité est appréciée au regard des derniers plans d'affaires utilisés pour les tests de pertes de valeur, ces plans pouvant éventuellement être retraités de spécificités fiscales.

Sur les périodes présentées, l'analyse menée n'a pas conduit à comptabiliser d'effet matériel dans les comptes.

Evolution des contentieux et contrôles fiscaux

Les contentieux et contrôles fiscaux du Groupe n'ont pas connu d'évolutions majeures sur la période.

Note 10 Actifs, passifs et résultat financiers (activités télécoms)

10.1 Eléments des actifs et passifs financiers des activités télécoms

La note 10 présente les actifs, passifs et résultat financiers propres aux activités télécoms afin d'assurer la lisibilité des comptes et de distinguer les performances propres aux activités télécoms de celles des Services Financiers Mobiles.

Le tableau suivant permet de réconcilier les soldes des comptes d'actifs et passifs relatifs à chacun de ces deux périmètres (les transactions intra-groupe entre les activités télécoms et les activités des Services Financiers Mobiles ne sont pas éliminées) avec l'état consolidé de la situation financière au 30 juin 2025.

(en millions d'euros)	Comptes consolidés Orange	dont Activités télécoms	Note	dont Services Financiers Mobiles	dont éliminations activités télécoms / services financiers mobiles
Actifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	5	-		5	-
Actifs financiers non courants	1 338	1 365	10.5	-	(27) ⁽¹⁾
Dérivés actifs non courants	444	444		-	-
Actifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	62	-		273	(211) ⁽²⁾
Actifs financiers courants	2 982	2 982	10.5	-	-
Dérivés actifs courants	135	135		-	-
Disponibilités et quasi-disponibilités	7 540	7 480	10.3	59	-
Total	12 506	12 407		337	(239)
Passifs financiers non courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	-	-		27	(27) ⁽¹⁾
Passifs financiers non courants	28 797	28 797	10.3	-	-
Dérivés passifs non courants	221	221		-	-
Passifs financiers courants liés aux opérations des Services Financiers Mobiles	29	-		29	-
Passifs financiers courants	5 369	5 580	10.3	-	(211) ⁽²⁾
Dérivés passifs courants	92	92		-	-
Total	34 509	34 691		57	(239)

(1) Prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank.

(2) Compte courant entre Orange SA et Orange Bank.

10.2 Produits et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

Le coût de l'endettement financier net est constitué des produits et charges relatifs aux éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période.

Les gains et pertes de change incluent notamment la réévaluation en euros des emprunts obligataires et bancaires libellés en devises étrangères ainsi que la réévaluation symétrique, le cas échéant, des couvertures associées telles que définies par IFRS 9.

(en millions d'euros)	Résultat financier						Autres éléments du résultat global
	Coût endettement financier brut ⁽¹⁾	Produits (charges) sur actifs constitutifs endettement net	Coût endettement financier net	Gain (perte) de change	Autres charges financières nettes	Résultat financier	
30 juin 2025							
Actifs financiers	-	146	146	(134)	11		(5)
Passifs financiers	(574)	-	(574)	688	-		-
Dettes locatives	-	-	-	-	(123)		-
Dérivés	41	-	41	(566)	-		98
Effet d'actualisation	-	-	-	-	(72)		-
Total	(533)	146	(387)	(11)	(184)	(582)	92
30 juin 2024							
Actifs financiers	-	180	180	27	16		15
Passifs financiers	(587)	-	(587)	(243)	-		-
Dettes locatives	-	-	-	-	(125)		-
Dérivés	80	-	80	178	-		(42)
Effet d'actualisation	-	-	-	-	(54)		-
Total	(507)	180	(327)	(38)	(163)	(528)	(27)

(1) Inclut les intérêts sur les dettes liées aux actifs financés pour (6) millions d'euros au 30 juin 2025 et (8) millions d'euros au 30 juin 2024.

Sur le premier semestre 2025, l'état du résultat global consolidé présente un gain sur les couvertures de flux de trésorerie de 98 millions d'euros liés aux entités consolidées selon la méthode de l'intégration globale, contre une perte sur les couvertures de flux de trésorerie de (58) millions d'euros au premier semestre 2024. Ces variations correspondent essentiellement aux couvertures (*cross currency swaps*) de coupons futurs des emprunts en devises étrangères du Groupe :

- le gain sur le premier semestre 2025 s'explique principalement par la remontée des taux euro par rapport aux taux long terme américain et britannique ;
- la perte sur le premier semestre 2024 s'explique principalement par l'augmentation des différentiels de taux long terme.

10.3 Endettement financier net

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par Orange ne prend pas en compte les activités des Services Financiers Mobiles pour lesquelles ce concept n'est pas pertinent. Il se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2025	31 décembre 2024
TDIRA	625	626
Emprunts obligataires	28 015	27 898
Emprunts bancaires et auprès d'organismes de développement et d'institutions de crédits multilatérales	2 933	3 606
Dettes sur actifs financés	301	339
Dépôts reçus de <i>cash collateral</i>	310	696
<i>Negociable European Commercial Paper</i>	897	1 020
Banques créditrices	355	326
Autres passifs financiers ⁽¹⁾	941	611
Passifs financiers courants et non courants hors dérivés contributifs à l'endettement financier net	34 377	35 123
Dérivés passifs courants et non courants ⁽²⁾	314	281
Dérivés actifs courants et non courants ⁽²⁾	(579)	(1 014)
Eléments de capitaux propres relatifs aux instruments de couverture en vie	(285)	(400)
Endettement financier brut après dérivés (a)	33 826	33 989
Dépôts versés de <i>cash collateral</i> ⁽³⁾	(55)	(26)
Placements à la juste valeur ⁽⁴⁾	(2 719)	(3 023)
Quasi-disponibilités	(4 301)	(5 316)
Disponibilités	(3 179)	(3 118)
Autres actifs financiers	(278)	(24)
Eléments de l'actif contributifs à l'endettement financier net (b)	(10 532)	(11 507)
Endettement financier net (a) + (b)	23 294	22 482

(1) Comprend le passif financier de 281 millions d'euros comptabilisé au titre de l'option de vente consentie par Orange à Nethys, ainsi que le compte courant avec Orange Bank pour 202 millions d'euros.

(2) Au 30 juin 2025, l'effet change sur les *cross currency swaps* couvrant le risque de change sur nominaux de la dette brute représente un gain latent de 455 millions d'euros.

(3) Seuls les dépôts versés de *cash collateral*, inclus dans les actifs financiers non courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

(4) Seuls les placements à la juste valeur, inclus dans les actifs financiers courants de l'état de la situation financière, sont déduits de l'endettement financier brut.

10.4 Principaux remboursements et émissions d'emprunts obligataires et bancaires

Le 19 mai 2025, Orange SA a procédé à une double émission obligataire pour un total de 1,5 milliard d'euros :

- une obligation de 750 millions d'euros, à échéance mai 2029, avec un coupon annuel de 2,75 % ;
- et une obligation durable de 750 millions d'euros, à échéance mai 2035, avec un coupon annuel de 3,50 %.

Au cours du premier semestre 2025, Orange SA a remboursé à maturité :

- le 12 mai 2025, un emprunt obligataire de 750 millions d'euros ;
- le 20 juin 2025, un emprunt bancaire auprès de la Banque Européenne d'Investissement de 650 millions d'euros.

10.5 Actifs financiers

Les actifs financiers se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2025		31 décembre 2024	
	Non courant	Courant	Total	Total
Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global non recyclables en résultat	395	-	395	414
Titres de participation	395	-	395	414
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	196	2 719	2 915	3 184
Placements à la juste valeur ⁽¹⁾	-	2 719	2 719	3 023
Titres de participation	141	-	141	134
Dépôts versés de <i>cash collateral</i>	55	0	55	26
Autres	-	-	-	1
Actifs financiers au coût amorti	774	264	1 038	763
Créances rattachées à des participations	70	15	84	90
Autres ⁽²⁾	705	249	953	673
Total Actifs financiers	1 365	2 983	4 348	4 361

(1) Exclusivement des *Negociable European Commercial Papers* et des titres obligataires.

(2) Dont 312 millions d'euros constitués en 2024 au titre de la saisie du Parquet National Financier sur les sujets relatifs à la TVA sur les offres numériques ainsi que le prêt octroyé par Orange SA à Orange Bank pour 27 millions d'euros.

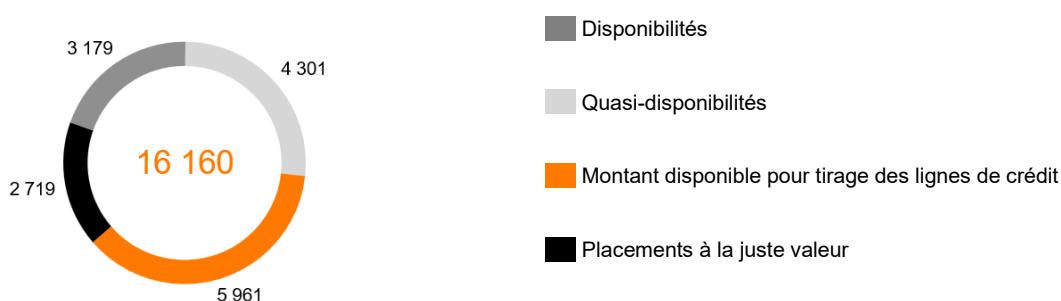
Note 11 Informations relatives aux risques de marché et à la juste valeur des actifs et passifs financiers (activités télécoms)

11.1 Politique de gestion des risques

Au premier semestre 2025, les événements macroéconomiques et leurs conséquences sur le marché financier n'ont pas remis en cause la politique de gestion des risques relatifs aux instruments financiers.

Le Groupe a continué à mettre en place et gérer des instruments de couverture afin de limiter son exposition aux risques de taux et de change opérationnel et financier. Par ailleurs, le Groupe a maintenu une politique de financement diversifié lui permettant de présenter au 30 juin 2025 la position de liquidité suivante :

Position de liquidité
(en millions d'euros)



Pour la gestion spécifique du risque de contrepartie lié aux créances clients, voir note 4.

11.2 Évolution de la notation d'Orange

La notation d'Orange n'a pas évolué sur le premier semestre 2025 par rapport au 31 décembre 2024. L'agence de notation financière Moody's a fait évoluer la perspective de la dette à long terme passant d'une perspective «positive» à «stable».

Au 30 juin 2025, la notation d'Orange est la suivante :

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings
Sur la dette à long terme	BBB+	Baa1	BBB+
Perspective	Stable	Stable	Stable
Sur la dette à court terme	A-2	P-2	F2

11.3 Ratios financiers

Les ratios financiers décrits au 31 décembre 2024 demeurent respectés au 30 juin 2025.

11.4 Niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers

Aucun événement ayant un impact significatif sur la détermination des niveaux de juste valeur des actifs et passifs financiers n'est intervenu au cours du premier semestre 2025.

Note 12 Capitaux propres

12.1 Capital

Au 30 juin 2025, le capital social d'Orange SA s'élève à 10 640 226 396 euros : il est divisé en 2 660 056 599 actions ordinaires d'un nominal de 4 euros.

Les actions inscrites au nominatif depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire bénéficient de droits de vote double. Au 30 juin 2025, la sphère publique détient ainsi 22,95 % du capital et 29,04 % des droits de vote, et les salariés du Groupe détiennent dans le cadre du plan d'épargne Groupe ou sous forme nominative 8,33 % du capital et 13,43 % des droits de vote.

Aucune action nouvelle n'a été émise au cours du premier semestre 2025.

12.2 Actions propres

Sur autorisation de l'Assemblée générale du 21 mai 2025, le Conseil d'administration a mis en œuvre un nouveau programme de rachat d'actions (Programme de Rachat 2025) et mis fin avec effet immédiat au Programme de Rachat 2024. Cette autorisation a une période de validité de 18 mois à compter de l'Assemblée générale susnommée. Le descriptif du Programme de Rachat 2025 figure dans le document d'enregistrement universel (DEU) déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 27 mars 2025.

Au 30 juin 2025, la société détient 1 456 848 actions propres, dont 0 au titre du contrat de liquidité et 1 456 848 au titre des plans d'attribution gratuite d'actions *LTIP* (*Long Term Incentive Plan*) 2023-2025 et 2024-2026.

Au cours du premier semestre 2025, Orange a livré 1 562 107 actions propres aux bénéficiaires du plan d'attribution gratuite d'actions *LTIP* 2022-2024.

Au 31 décembre 2024, la société détenait 1 836 000 actions propres, dont 1 835 000 au titre des plans d'attribution gratuite d'actions *LTIP* 2022-2024, 2023-2025 et 2024-2026 et 1 000 au titre du contrat de liquidité.

12.3 Distributions

L'Assemblée générale du 21 mai 2025 a décidé de verser aux actionnaires un dividende de 0,75 euro par action au titre de l'exercice 2024. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,30 euro par action, mis en paiement le 5 décembre 2024 pour un montant total de 797 millions d'euros, le solde du dividende à distribuer de 0,45 euro par action a été mis en paiement le 5 juin 2025 pour un montant de 1 196 millions d'euros.

12.4 Titres subordonnés

Nominal des titres subordonnés

Le 15 avril 2025, Orange a exercé l'option de remboursement anticipé et procédé au rachat du montant résiduel de 450 millions d'euros de la souche de titres subordonnés à durée indéterminée d'un nominal initial de 1 milliard d'euros.

Le 12 juin 2025, Orange a lancé une offre de rachats partiels :

- d'une souche de titres subordonnés à durée indéterminée d'un nominal de 1,25 milliard d'euros, dont 1,1 milliard restant à rembourser, ayant une première date de refixation du taux d'intérêt le 1er octobre 2026 ;
- et d'une souche de titres subordonnés à durée indéterminée d'un nominal de 500 millions d'euros ayant une première date de refixation du taux d'intérêt le 19 mars 2027.

Le 24 juin 2025, à l'issue de cette offre, le Groupe a procédé au rachat d'un montant de 600 millions d'euros pour la première souche et d'un montant de 150 millions d'euros pour la seconde souche.

Les montants nominaux des souches restant en circulation après ce rachat s'élèvent respectivement à 500 millions d'euros et 350 millions d'euros.

Concomitamment à cette opération, Orange a émis le 24 juin 2025, 750 millions d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée, incluant une première option de refixation du taux d'intérêt à partir du 24 juin 2032 et portant intérêt à taux fixe réajustable, avec un coupon de 3,875 % jusqu'à la première date d'ajustement.

Le montant présenté dans la colonne « titres subordonnés » du tableau de variation des capitaux propres de 4 500 millions d'euros correspond au nominal enregistré en valeur historique.

Rémunération des titres subordonnés

Date d'émission d'origine	Nominal d'origine (en millions d'euros)	Nominal restant (en millions d'euros)	Taux	30 juin 2025 (en millions d'euros)	30 juin 2024 (en millions d'euros)
01/10/2014	1 250	500	5,00 %	(22)	(4)
15/04/2019	1 000	-	2,38 %	(11)	(24)
19/09/2019	500	350	1,75 %	(9)	(9)
15/10/2020	700	700	1,75 %	-	-
11/05/2021	500	500	1,38 %	(7)	(7)
18/04/2023	1 000	1 000	5,38 %	(54)	(54)
10/04/2024	700	700	4,50 %	(29)	-
24/06/2025	750	750	3,88 %	-	-
Rémunération sur titres subordonnés en capitaux propres	4 500			(132)	(97)
Rémunération sur titres subordonnés reclassés en emprunts court terme				-	(10)
Rémunération versée sur titres subordonnés				(132)	(107)

La rémunération des porteurs est enregistrée dans les capitaux propres cinq jours ouvrés avant la date de tombée annuelle sauf exercice par Orange de son droit à différer le paiement des coupons.

L'effet d'impôt de 48 millions d'euros afférent à la rémunération des titres subordonnés est constaté en résultat sur la période.

12.5 Ecarts de conversion

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024
Profit (perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global au cours de la période	(293)	(113)
Reclassement dans le résultat de la période	1	4
Total écarts de conversion dans le résultat global consolidé	(292)	(109)

La variation des écarts de conversion comptabilisée en autres éléments du résultat global comprend principalement :

- une diminution de (292) millions d'euros sur le premier semestre 2025, liée à la dépréciation de plusieurs devises dont notamment le franc guinéen, le dinar jordanien, le dollar américain et la livre égyptienne ;
- une diminution de (109) millions d'euros sur le premier semestre 2024, liée à la dépréciation de plusieurs devises dont notamment la livre égyptienne, en partie compensée par l'appréciation du zloty et du dinar jordanien.

12.6 Participations ne donnant pas le contrôle

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024
Distribution de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle⁽¹⁾	410	386
<i>dont Sonatel et ses filiales</i>	222	212
<i>dont Orange Polska et ses filiales</i>	81	55
<i>dont Orange Côte d'Ivoire et ses filiales</i>	48	72
<i>dont Jordan Telecom et ses filiales</i>	26	26
<i>dont Médi Telecom et ses filiales</i>	32	19

(1) Dont 242 millions d'euros de dividendes décaissés au 30 juin 2025 et 213 millions d'euros au 30 juin 2024.

(en millions d'euros)	30 juin 2025	31 décembre 2024
Capitaux propres créditeurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a)	3 233	3 404
<i>dont Orange Polska et ses filiales</i>	1 332	1 359
<i>dont Sonatel et ses filiales</i>	1 111	1 172
<i>dont Orange Côte d'Ivoire et ses filiales</i>	204	242
<i>dont Jordan Telecom et ses filiales</i>	164	203
<i>dont Orange Belgium et ses filiales</i>	193	191
<i>dont Médi Telecom et ses filiales</i>	159	171
Capitaux propres débiteurs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (b)	(29)	(16)
<i>dont Orange Roumanie et ses filiales</i>	(20)	(5)
Total capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (a) + (b)	3 204	3 388

Note 13 Litiges et engagements contractuels non comptabilisés

13.1 Litiges

Au 30 juin 2025, le montant des provisions pour risques enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges dans lesquels il est impliqué (hors passifs liés à des désaccords entre Orange et les administrations fiscales ou sociales en matière de taxes, d'impôts sur les sociétés ou de cotisations sociales qui sont comptabilisés au bilan dans les rubriques correspondantes) s'élève à 271 millions d'euros (305 millions d'euros au 31 décembre 2024). Orange considère que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours est de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

La présente note décrit les litiges apparus ou ayant évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2024.

- Le 24 février 2023, Bouygues Telecom et la SDAIF (Société de Développement pour l'Accès à l'Infrastructure Fibre) ont assigné Orange devant le tribunal de commerce de Paris sur le mécanisme de restitution des prises FTTH qui prévoit la possibilité pour les opérateurs commerciaux télécoms qui disposent d'un accès au réseau fibre d'Orange de réaliser eux-mêmes le raccordement de leurs clients finaux et de se voir restituer une partie du coût de ce raccordement lorsque la ligne est reprise par un nouvel opérateur commercial. Bouygues Telecom et la SDAIF réclamaient 125 millions d'euros, réévalués fin janvier 2024 à 152 millions d'euros, correspondant selon eux aux montants des restitutions dues au titre des résiliations des lignes FTTH depuis l'origine du contrat. Orange considère que ces prétentions sont infondées et les conteste fermement. En mars 2025, la Cour d'appel a rendu un arrêt sur la décision de règlement de différend (RDD) de l'Arcep à l'origine du litige entre les parties, qui, bien que confirmant la décision initiale de RDD de l'Arcep, a rappelé que la fiabilisation du dispositif relevait d'une responsabilité partagée entre l'opérateur commercial et l'opérateur d'infrastructure. La procédure suit son cours.
- SFR a également assigné Orange le 28 mars 2025 devant le tribunal des activités économiques de Paris concernant le mécanisme des restitutions. SFR réclame 185 millions d'euros, avec demande d'un versement à titre provisionnel à hauteur de 166 millions d'euros correspondant, selon SFR, aux montants des restitutions dues au titre des résiliations des lignes FTTH depuis

l'origine de la relation contractuelle en 2012. Orange considère que ces réclamations sont infondées et les conteste fermement. La procédure suit son cours.

- En juin 2024, Bouygues Telecom a assigné Orange devant le tribunal de commerce de Paris pour solliciter une réparation d'un préjudice de 35 millions d'euros subis du fait du non-respect par Orange de ses engagements pris sur le fondement de l'article L.33-13 du Code des postes et des communications électroniques relatif au déploiement de la fibre optique. À la suite d'un désistement d'instance devant le tribunal de commerce de Paris pour raison procédurale, Bouygues Telecom a assigné Orange le 19 novembre 2024 devant le tribunal des activités économiques de Nanterre, et a réévalué un préjudice global à hauteur de 130 millions d'euros de dommages et intérêts. Orange considère que ces prétentions sont infondées et les conteste fermement. La procédure suit son cours.
- En juin 2018, Iliad a assigné Orange SA en référé devant le président du tribunal de commerce de Paris visant à faire interdire certaines de ses offres de téléphonie mobile proposant des terminaux mobiles à prix attractifs accompagnés de formules d'abonnement au motif qu'elles seraient constitutives d'offres de crédit à la consommation. En octobre 2020, Iliad avait évalué son préjudice à 790 millions d'euros, qu'elle a réévalué depuis à environ 992 millions d'euros. La procédure au fond a été suspendue temporairement en mars 2025 afin qu'il puisse être statué sur une procédure sur incident. La décision de la Cour d'appel sur l'incident n'est pas attendue avant 2026.
- Orange Bank faisait l'objet d'un contentieux historique dans lequel les demandeurs (les consorts A.) réclamaient au total environ 310 millions d'euros. La Cour d'appel de Paris ayant débouté en janvier 2024 les consorts A. de leur demande, ils se sont pourvus en cassation. Le 21 mai 2025, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé par les consorts A. et leurs voies de recours sont définitivement épuisées. Considérant ces réclamations infondées et les contestant fermement, le Groupe n'avait comptabilisé aucun passif.
- A la suite de missions de contrôle en ligne des traitements liées à la mise en œuvre du mail Orange à partir du site orange.fr et au dépôt de cookies sur ce même site, la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) a prononcé en octobre 2024 une sanction de 50 millions d'euros contre Orange SA. Orange, qui a exécuté la sanction, a fait appel devant le Conseil d'Etat le 5 mai 2025. La procédure suit son cours.
- En décembre 2018, les administrateurs de l'ex-distributeur britannique Phones 4U (actuellement en liquidation) ont déposé une plainte contre les trois principaux opérateurs de réseaux mobiles au Royaume-Uni, dont EE, et leurs sociétés mères, dont Orange. Par jugement en date du 10 novembre 2023, le juge du fond a rejeté intégralement la demande de Phones 4U (d'un montant non quantifié) et ordonné Phones 4U à rembourser une partie des frais de procédure d'Orange, mais a autorisé Phones 4U le 26 mars 2024 à interjeter appel de la décision. Les audiences devant la Cour d'appel se sont tenues en mai 2025 et, par jugement en date du 11 juillet 2025, la Cour d'appel a rejeté l'ensemble des demandes de Phones 4U. La procédure suit son cours.
- Plusieurs différends actionnariaux opposent la société commune constituée entre Agility et Orange, d'une part, et son coactionnaire irakien dans le capital de l'opérateur irakien Korek Telecom, d'autre part. Ces différends, qui portent sur diverses infractions aux documents contractuels font l'objet de contentieux arbitraux et judiciaires dans différents pays. Dans le cadre de l'un de ces litiges, le 20 mars 2023, un tribunal arbitral, constitué sous l'égide de la Chambre de Commerce Internationale, a rendu une sentence définitive contre Korek Telecom et son actionnaire principal, dans le litige qui oppose indirectement (à travers leur société commune) le Groupe koweïtien de logistique Agility et Orange à leur ex-coactionnaire irakien dans le capital de l'opérateur irakien Korek Telecom. Le tribunal arbitral a octroyé 1,7 milliard de dollars américains de dommages et intérêts à la société commune et à la holding ex-actionnaire de Korek Telecom pour diverses violations du pacte d'actionnaires et actes délictueux commis par l'ex-coactionnaire irakien, notamment pour collusion avec le régulateur irakien des télécommunications. Cette sentence a fait l'objet d'un recours en annulation, lequel a été rejeté. Depuis juin 2025, la sentence est définitive et exécutoire. Par ailleurs, le 19 mars 2019, par suite d'un décret administratif adopté par le ministère irakien du Commerce et de l'Industrie, la Direction générale des sociétés à Erbil (Kurdistan irakien) a rétabli l'actionnariat de Korek Telecom tel qu'il existait avant l'entrée au capital d'Orange et d'Agility. En conséquence, l'inscription des actions de Korek Telecom au nom des actionnaires initiaux a été imposée sans indemnisation ou remboursement des sommes investies. Orange, qui considère avoir été illégalement exproprié de son investissement, a notifié le 24 mars 2019 une lettre de griefs à la République d'Irak en se fondant sur le traité bilatéral d'investissement conclu entre la France et l'Irak. A défaut d'avoir pu trouver un accord amiable avec l'Etat irakien, Orange a déposé le 2 octobre 2020 une requête d'arbitrage auprès du Centre International de Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI). Les audiences devant le CIRDI ont eu lieu en février 2024. Les différentes procédures suivent leur cours.

Il n'existe pas d'autres procédures administratives, judiciaires ou arbitrales dont Orange ait connaissance (qu'il s'agisse d'une procédure en cours, en suspens ou d'une procédure dont Orange soit menacé) qui soit apparue ou qui ait évolué depuis la publication des comptes consolidés au 31 décembre 2024 et qui ait eu depuis cette publication ou qui soit susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

13.2 Engagements contractuels non comptabilisés

Au 30 juin 2025, le Groupe n'a pas contracté de nouvel engagement susceptible d'avoir un effet significatif sur sa situation financière actuelle ou future par rapport à ceux décrits dans les comptes consolidés du 31 décembre 2024.

13.3 Autres engagements non comptabilisés

Orange a annoncé en février 2022 son intention d'arrêter en France l'exploitation de son réseau cuivre (décommissionnement) à horizon 2030. Le décommissionnement signifie l'arrêt technique du réseau et par conséquent l'arrêt de l'exploitation des services et équipements associés. Si le plan de décommissionnement du réseau cuivre procède d'une décision prise par Orange, sa mise en œuvre est strictement

encadrée par l'Arcep afin d'assurer à l'ensemble des opérateurs, et aux utilisateurs finaux, dans un délai suffisant, l'existence de solutions alternatives notamment à partir de la fibre optique.

Après une phase expérimentale qui s'était déroulée entre 2020 et 2023, l'année 2025 marque le début de la phase industrielle de la fermeture technique des lignes cuivre qui s'étendra progressivement jusqu'en 2030 sur 7 lots de communes (correspondant à un découpage géographique précis). Sa mise en œuvre au titre du Lot 1, intervenue le 31 janvier 2025 après accord de l'Arcep, acte le passage en phase industrielle du décommissionnement du réseau cuivre historique et la fin annoncée d'une technologie.

Les câbles cuivre et équipements présents en génie civil qui cessent d'être exploités par l'entreprise sont légalement qualifiés de déchets. En application du Code de l'environnement, Orange, en qualité de producteur de ces déchets, caractérisés par les câbles décommissionnés et certains autres équipements associés du réseau cuivre, a l'obligation de les déposer et les recycler.

En conséquence, le Groupe considère que le fait générateur imposant la comptabilisation d'une provision afin de faire face à cette obligation de dépose et de recyclage est survenu au cours du premier semestre 2025.

Le passage en phase industrielle de la fermeture du réseau cuivre et les enjeux associés (volumes à traiter au plan national et dans le temps, mise en sécurité des actifs démantelés, ...) nécessitent d'adapter les attentes et objectifs du Groupe auprès de ses prestataires en charge du démantèlement et du recyclage. A cette fin, deux appels d'offres distincts ont été lancés au cours du premier trimestre 2025, ayant pour objet respectivement la dépose industrielle des câbles cuivre et autres équipements décommissionnés et le recyclage industriel de ces câbles et équipements. A ce stade, les négociations avec les prestataires ne sont pas finalisées à la fois sur le périmètre des prestations nécessaires et attendues que sur la valorisation de celles-ci. Ce projet de démantèlement et de recyclage est une première sur le territoire national du fait des volumes à traiter sur un horizon de temps long et la filière de prestataires qui accompagnera le Groupe finalise son organisation pour répondre aux attentes d'Orange.

Au regard de l'importance des hypothèses dépendant de l'issue de ces négociations et nécessaires à la valorisation du coût global de démantèlement du réseau cuivre national à l'horizon 2030, le Groupe a conclu, à ce stade, qu'il n'est pas en mesure d'estimer de façon fiable l'obligation afférente. Par conséquent, aucune provision n'est constatée à ce titre dans les comptes du Groupe au 30 juin 2025. La provision pour démantèlement sera comptabilisée à l'issue des discussions et des négociations avec les prestataires qui devraient avoir lieu avant la fin de l'exercice 2025, en contrepartie d'un actif de démantèlement qui sera amorti sur la durée d'utilisation résiduelle du réseau cuivre.

Note 14 Evénements postérieurs à la clôture

Orange SA : versement d'un acompte sur le dividende

Le Conseil d'administration du 28 juillet 2025 a décidé le versement d'un acompte sur le dividende ordinaire de l'exercice 2025 de 0,30 euro par action. Cet acompte sera payé en numéraire le 4 décembre 2025. Le montant du décaissement estimé s'élève à 798 millions d'euros sur la base du nombre d'actions ayant droit à dividende au 30 juin 2025.

Refinancement d'Orange Concessions

Le 22 juillet 2025, Orange Concessions a procédé à un refinancement de sa dette bancaire et a, à cette occasion, procédé à un ajustement de ses capitaux propres par remboursement partiel de ses primes d'émission pour un montant d'environ 432 millions d'euros, soit 216 millions d'euros à hauteur de la participation détenue par le groupe Orange.

3. Déclaration de la personne responsable

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés résumés du premier semestre de l'exercice 2025 sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'émetteur ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six derniers mois de l'exercice.

Paris, le 29 juillet 2025

Le Directeur exécutif Finance, Performance et Développement du Groupe
Laurent Martinez

4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Orange S.A.

111, quai du Président Roosevelt – 92130 Issy-les-Moulineaux

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2025

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2025

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Orange S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration le 28 juillet 2025. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Les commissaires aux comptes

Paris-La Défense, le 28 juillet 2025

KPMG S.A.

Deloitte & Associés

Jacques Pierre

Grégoire Menou

Christophe Patrier

Ambroise Depouilly

Associé

Associé

Associé

Associé